

Conseil du Contentieux des Etrangers

Sélection d'arrêts
de 01/03/2026 à 31/03/2026

procédure CCE
Annulation
acte attaqué
ANNEXE 13
composition du siège
1 juge

acte attaqué
9bis irrecevable
nationalité
Congo (RDC)
dictum arrêt
Annulation

OQT accessoire 9bis circ. exc. – AA, sur 74/13 état de santé : dans sa demande 9ter, déclarée sans objet, Madame invoquait « un problème de santé qui requiert un traitement à vie et un suivi très spécialisé» mais pas dans sa demande 9bis - elle ne démontre pas l'impossibilité du retour alors que la charge de la preuve lui revient - PR : le CMT indiquait maladie grave et que la csqce de l'arrêt du traitement serait la mort - CCE : moyen 3 CEDH d'ordre public, soulevé d'office – à l'audience : PD indique que la demande 9ter date de 2019 et que la situation de santé a pu évoluer - CCE : demande 9ter sans objet pcq PR était sous carte A => les éléments médicaux invoqués n'ont pas été examinés et figuraient bien au DA – CMT indiquait risque de traitement inhumain et dégradant – motivation insuffisante.

« 4.6.2. En l'espèce, le Conseil constate que la seconde décision attaquée repose sur le constat, conforme à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 15 décembre 1980, de ce que la requérante « demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 : Madame disposait d'une carte A valable jusqu'au 21.11.2023. ce document a expiré. Madame n'est donc plus autorisée au séjour », motif qui n'est pas utilement contesté par la partie requérante, en sorte qu'il doit être considéré comme établi.

S'agissant des éléments visés à l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 et en particulier l'état de santé de la requérante, la partie défenderesse a estimé que « L'état de santé : Il appert du dossier administratif que Madame a introduit une demande 9ter le 19.11.2019 (déclarée sans objet le 10.12.2019). Dans cette demande 9ter, Madame invoquait souffrir d'un problème de santé qui requiert un traitement à vie et un suivi très spécialisé. La requérante n'invoque pas de problème de santé dans sa demande 9bis. Elle ne démontre pas faire l'objet d'un suivi médical particulier, ni d'un traitement quelconque. Rien n'indique une contre-indication sur le plan médical à un retour temporaire au pays d'origine et, d'autre part, rien n'indique que l'état médical de l'intéressée l'empêche de voyager temporairement en vue de procéder aux formalités requises à un éventuel séjour de plus de trois mois en Belgique. Rappelons que « c'est à l'étranger lui-même qui revendique l'existence de circonstances exceptionnelles à en rapporter la preuve, puisqu'il sollicite une dérogation, ce qui implique que la demande d'autorisation de séjour doit être suffisamment précise et étayée, voire actualisée si nécessaire » (C.C.E. arrêt n° 238 619 du 16.07.2020). ».

La partie requérante soutient qu'elle « ne pouvait pas invoquer ces éléments [médicaux] dans la présente demande, mais que cela ne dispensait pas l'administration d'ignorer ces éléments dans le cadre de son devoir d'enquête conformément à l'article 74/13 lorsqu'elle envisageait la délivrance de l'OQT. Alors que cela entraîne certainement un devoir actif de l'administration qui doit tenir compte de tous les éléments du dossier, et qui doit le cas échéant prendre des renseignements nécessaires pour prendre une décision basée sur la situation actuelle. Alors qu'il ressort du dossier administratif complet (demande 9 ter) que la requérante est atteinte d'une maladie chronique, grave, qualifiée de lourde par l'INAMI(liste E), -pathologie entrant dans le cadre des syndromes d'Ehlers-Danlos(EDS) selon le rapport du spécialiste, Docteur [M.] de septembre 2019 et le CMT dd 23/9/2019 stipulait bien que les conséquences de l'arrêt du traitement seraient « la mort » et que la prise en charge spécialisée n'existe pas dans son pays. Alors que l'administration confond clairement deux articles de la loi, en faisant encore références aux circonstances exceptionnelles et fonde donc la décision (OQT) sur une base légale erronée, ce qui constitue manifestement un défaut de motivation ». »

Il convient de souligner que l'article 3 de la CEDH est d'ordre public (en ce sens, CE n°78.990 du 26 février 1999) et doit au besoin être soulevé d'office, et que la partie défenderesse doit veiller, dès la prise d'une décision d'éloignement, que cette décision respecte l'article 3 de la CEDH (arrêt CE, n° 240.691 du 8 février 2018).

A l'audience, le Conseil a rappelé la circonstance que la partie requérante a introduit précédemment une demande d'autorisation au séjour sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980, laquelle a été déclarée sans objet dès lors que la requérante était déjà en possession d'une "carte A". Le Conseil a entendu les parties quant à la violation de l'article 3 de la CEDH, soulevée d'office, étant d'ordre public. La partie défenderesse a relevé que la demande sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 date de 2019, la situation médicale a pu changer, Madame n'a pas fourni d'éléments médicaux à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, et qu'elle ne démontre pas un suivi médical particulier.

Dans un arrêt n° 247.597 du 20 mai 2020, le Conseil d'Etat a estimé que « le Conseil du contentieux des étrangers se méprend sur la portée de l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales en opérant un renversement de la charge de la preuve en faveur de [la partie requérante], sans constater au préalable qu'elle a produit des éléments susceptibles de démontrer qu'il y a des raisons de penser qu'en cas d'exécution de l'ordre de quitter le territoire, elle serait exposée à un risque réel de se voir infliger des traitements contraires à l'article 3 précité. Si le premier juge considère qu'il est établi que la partie adverse en cassation est dépendante aux stupéfiants, il ne constate pas qu'elle apporterait la moindre preuve ou commencement de preuve qu'elle suivrait effectivement un traitement de substitution, qu'elle serait empêchée de voyager ou que le médicament ne serait pas disponible ou accessible en Tunisie. Il ne constate pas non plus qu'au vu des circonstances particulières de l'espèce, la partie adverse en cassation n'était pas en mesure de produire ces éléments de preuve. »

Or, s'il n'est pas contesté que la partie requérante n'a pas fait valoir d'éléments médicaux à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour- introduite sur la base de l'article 9bis de la loi-, le Conseil observe que la partie requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9ter de la loi le 19 novembre 2019, laquelle a été déclarée sans objet pour les raisons exposées *supra*, et que, partant, les éléments médicaux invoqués n'ont pas été examinés. Le certificat médical type du 23 septembre 2019 mentionnait la pathologie dont la requérante souffre, les traitements et suivis requis, tout en précisant que les ressources actuelles de la requérante ne permettent pas une telle prise en charge. Ce certificat médical précisait néanmoins et également que l'état de santé de la requérante nécessite un « accès relativement rapide à un hôpital universitaire lors de la survenue de complications vasculaires et abdominales. Expertises médicochirurgicales et suivis en service de réanima. » (le Conseil souligne) tandis qu'un certificat médical du 23 septembre 2019 précisait que « le cadre médical et les infrastructures » du pays d'origine de la requérante, soit la République Démocratique du Congo, « ne permettent pas un suivi et des soins adéquats » et une attestation médicale émanant du département de chirurgie de Kinshasa du 9 septembre 2019 précisait que la prise en charge du syndrome d'Ehlers-Danlos en République Démocratique du Congo est « inexistante ». Ces éléments semblent susceptibles d'avoir une influence sur un retour de la requérante dans son pays d'origine.

Il n'appartient pas au Conseil de se prononcer sur ces éléments. Il n'en reste pas moins qu'ils figurent au dossier administratif et que la partie défenderesse en avait connaissance.

Le Conseil observe que la partie défenderesse était informée du fait que la requérante avait fait valoir « *un problème de santé qui requiert un traitement à vie et un suivi très spécialisé* », la partie défenderesse le relevant elle-même dans la motivation du second acte attaqué.

Au vu des circonstances de la cause, rappelées *supra*, et des éléments figurant au dossier administratif, également rappelés *supra*, le Conseil estime que la motivation du second acte attaqué qui relève que la partie requérante « ne démontre pas faire l'objet d'un suivi médical particulier, ni d'un traitement quelconque. Rien n'indique une contre-indication sur le plan médical à un retour temporaire au pays d'origine et, d'autre part, rien n'indique que l'état médical de l'intéressée l'empêche de voyager temporairement en vue de procéder aux formalités requises à un éventuel séjour de plus de trois mois en Belgique » ne peut être jugée suffisante en l'espèce : la partie défenderesse ne s'est pas livrée à un examen aussi rigoureux que possible des éléments indiquant l'existence d'un risque réel de traitement prohibé par l'article 3 de la CEDH, lors la prise du second acte attaqué.

Les arguments soulevés par la partie défenderesse dans sa note d'observations et à l'audience ne sauraient renverser les constats qui précèdent. Soulignons que l'arrêt n°146.258 du 26 mai 2015 du Conseil, cité par la partie défenderesse dans sa note d'observations, avait constaté qu' « il appartenait à la partie requérante d'actualiser sa demande en informant la partie défenderesse de l'évolution de son état de santé, au vu du contenu du certificat médical du 4 août 2011, annonçant des examens médicaux à effectuer pour le 6 septembre 2011, soit plus d'un an avant la prise de l'acte attaqué.» au regard de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour et relevé, quant à l'ordre de quitter le territoire l'accompagnant, « qu'il n'a pas été fait droit à l'argumentation développée par la partie requérante à l'égard de la première décision attaquée et que, d'autre part, la motivation du second acte attaqué n'est pas contestée en tant que telle, le Conseil n'aperçoit aucun motif susceptible de justifier qu'il puisse procéder à l'annulation de cet acte », jurisprudence qui n'énervé en rien les constats *supra* dès lors que le Conseil a rejeté le recours visant la décision déclarant irrecevable la demande d'autorisation de séjour et n'a nullement fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir examiné des éléments médicaux non invoqués dans la demande 9bis dans le cadre de la décision la déclarant irrecevable, tandis que la partie requérante conteste la motivation de l'ordre de quitter le territoire et que le Conseil a soulevé un moyen d'office de la violation de l'article 3 de la CEDH, rappelant qu'il appartient à la partie défenderesse de veiller, dès la prise d'une décision d'éloignement, que cette décision respecte l'article 3 de la CEDH. »

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Égypte
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
CG Irrec.-Demande ultérieure
composition du siège
1 juge

Uit het administratief dossier blijkt dat verzoeker naar aanleiding van zijn huidig **vierde beschermingsverzoek vasthoudt aan zijn initieel aangebrachte vluchtmotieven** en nogmaals stelt dat hij zal worden gearresteerd in geval van terugkeer naar Egypte omwille van zijn **activiteiten op YouTube** en de daaropvolgende **veroordeling wegens godslastering**. In het kader van zijn vorige beschermings-verzoeken werd al geoordeeld dat hieraan geen geloof kan worden gehecht. [...]

De Raad stelt vast dat verzoeker heden in het kader van zijn beroepsprocedure **talrijke nieuwe stukken** voegt aan zijn **aanvullende nota** van 19 februari 2026. Hij legt bijkomend 30 pagina's screenshots neer ter staving van zijn betrokkenheid bij en beheer van het betrokken YouTube-kanaal. In de aanvullende nota wordt hierover het volgende toegelicht: [...]

Ter zitting legt verzoeker uit hoe dit technisch in zijn werk gaat en geeft hij de voorzitter hiervan inzage op zijn smartphone.

Verzoeker herhaalt dat hij bekeerd is en op zijn YouTube-kanaal kritiek uit op de islam die door zowel de autoriteiten als de gemeenschap in Egypte als blasfemie wordt aanzien. In zijn verzoekschrift stelt hij hierover dat bekeerlingen worden aanzien als verraders en dit dikwijls leidt tot sociale uitsluiting, bedreigingen en zelfs fysiek geweld.

Gelet op het voorgaande stelt de Raad vast dat verzoeker, door middel van de bij zijn aanvullende nota gevoegde stukken en de toelichting ter zitting, **nieuwe elementen** heeft aangebracht **ter staving van zijn betrokkenheid bij het betrokken YouTube-kanaal** en de daarop gepubliceerde inhoud. Deze stukken lijken erop te wijzen dat verzoeker **daadwerkelijk religiekritische content heeft verspreid** en dat dit kanaal een **publiek bereik** heeft.

Tegelijk stelt de Raad vast dat het administratief dossier **geen actuele en specifieke landeninformatie** bevat met betrekking tot de behandeling van afvalligen van de islam en bekeerlingen tot het christendom in Egypte, noch omtrent de mogelijke risico's voor personen die zich publiekelijk kritisch uitlaten over de islam.

In het licht van de door verzoeker bijgebrachte nieuwe stukken en toelichtingen, en gelet op het ontbreken van relevante en actuele informatie in het administratief dossier, acht de Raad een **verder onderzoek noodzakelijk**.

Niettegenstaande de **verwerende partij** in kennis werd gesteld van verzoekers verzoekschrift en aanvullende nota, is zij ter terechtzitting **niet verschenen of vertegenwoordigd**. Zij heeft aldus geen standpunt ingenomen met betrekking tot een eventuele vrees voor vervolging omwille van verzoekers beweerde profiel.

De Raad meent dat een verdere analyse van bovenstaande elementen is vereist om op correcte wijze de geloofwaardigheid en aannemelijkheid van verzoekers voorgehouden profiel en zijn daarop gebaseerde vrees voor vervolging te kunnen beoordelen. Daarbij hoort een beoordeling van de inhoudelijke en formele kenmerken van de voorgelegde stukken. Ook lijkt het aangewezen om verzoeker hierover nader te horen in het kader van een persoonlijk onderhoud, nu de terechtzitting van de Raad daarvoor niet geschikt is.

CCE arrêt 343944 du 31/03/2026

procédure CCE
Annulation
nationalité
Indéfini
composition du siège
1 juge

acte attaqué
REFUS DE VISA
nationalité
Togo
dictum arrêt
Rejet

Visa RF enfant de père belge – refus de reconnaissance d’un acte de naissance togolais – AA : art 27 CODIP : la validité d’un acte authentique est établie conformément au droit applicable en vertu de la présente loi => art 62 CODIP : ici le droit belge est applicable car l’établissement et la contestation de paternité sont régis par le droit de l’Etat de la nationalité du père - OE se demande pourquoi l’acte de naissance fait mention du père alors que la déclaration de naissance a été faite par la mère seule et qu’ils n’étaient pas mariés + pas de preuve de reconnaissance de l’enfant –> la filiation ne peut être établie sur la base du code civil belge. – PR : déclaration de naissance réalisée conformément au droit togolais, si la PD ignore pourquoi il est fait mention du père, elle devait se renseigner – CODIP non applicable car l’Officier de l’état civil togolais n’y est pas assujetti, mais est assujetti au droit international privé togolais – le CCE doit enjoindre la PD à fournir les dispositions pertinentes de DIP togolais – CCE : PR ne remet pas en cause qu’en vertu de l’art 62 du CODIP, le droit belge est applicable à l’établissement de sa filiation - PR a produit acte de reconnaissance avec sa requête => élément nouveau- pour le surplus, CCE incompétent – rejet.

« 1.1. En l’espèce, la troisième requérante a sollicité un visa en vue de rejoindre son père belge sur la base de l’article 40ter, § 2, de la loi du 15 décembre 1980. L’acte attaqué est fondé uniquement sur le constat que la troisième requérante ne démontre pas son lien de filiation avec la personne rejointe, notamment par le biais de l’acte de naissance qu’elle produit, de sorte que la demande de regroupement familial doit être rejetée. Cette motivation relative au premier motif de l’acte querellé, faisant référence à l’article 27 du Code de droit international privé, se vérifie au dossier administratif et n’est pas contestée utilement par les requérants. En effet, la partie défenderesse s’est fondée sur les éléments contenus au dossier administratif et n’a pas commis d’erreur manifeste d’appréciation. Ce motif suffit à justifier l’acte litigieux en vertu de la théorie de la pluralité des motifs.

D’autre part, l’acte entrepris ajoute également, dans ce qui s’apparente à un second motif, que *«Considérant l'article 62. § 1^{er} de la loi portant le Code de Droit international privé (DIP) qui prévoit que l'établissement et la contestation de paternité ou de maternité d'une personne sont régis par le droit de l'Etat dont elle a la nationalité au moment de la naissance de l'enfant ou, si cet établissement résulte d'un acte volontaire, au moment de cet acte. Or, E.V. est belge depuis le 07/06/2006. C'est donc en droit belge que la filiation doit être établie. Considérant que les parents présumés de l'enfant n'étaient pas unis par un mariage reconnu par les autorités belges lors de la naissance de l'enfant (en effet, à l'époque où l'enfant est né, Monsieur E., V. était marié avec Madame A., M.M.). Dès lors, la filiation ne peut être établie sur la base de l'article 315 du code civil belge. Considérant que le dossier administratif ne contient pas de preuve de la reconnaissance de l'enfant E., E.E.-M. par Monsieur E., V. . Considérant qu'en date du 07/03/2025, l'Office des Etrangers a pris une décision de surseoir et réclamé une copie de l'acte de reconnaissance de l'enfant par son père ; Considération qu'à ce jour, le document demandé n'a pas été produit.Que l'administration doit prendre une décision dans un délai de six mois.[...] »*, motivation qui n’a fait l’objet d’aucune réelle contestation de la part des requérants dans le cadre de leur recours de sorte qu’ils sont censés également avoir acquiescé à ce motif de l’acte litigieux.

Quoi qu’il en soit, le grief formulé par les requérants dans ce qui s’apparente à un moyen unique est inopérant. En effet, les requérants invoquent la loi togolaise en vue de justifier la validité de l’acte de naissance de la troisième requérante, laquelle a été déclarée uniquement par sa mère. Or, les requérants ne remettent pas en cause le fait que le premier requérant, père de la troisième requérante, est de nationalité belge, ce qui ne fait l’objet d’aucune contestation. Dès lors, c’est à raison que la partie défenderesse estime que le père de la troisième requérant étant belge depuis le 7 juin 2006, le droit belge lui est applicable en ce qui concerne l’établissement de sa filiation.

Concernant l’acte de reconnaissance produit par les requérants à l’appui du recours, ce dernier a été produit postérieurement à la prise de l’acte attaqué de sorte qu’il ne peut être fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir tenu compte de cet élément non produit en temps utile.

Pour le surplus, en ce qui concerne la référence à l’article 27 du Code de droit international privé, l’acte attaqué indique que, s’agissant de la reconnaissance d’un acte authentique étranger fourni à l’appui d’une demande de visa ou de séjour, l’article 27, §1^{er}, de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé précité, prévoit qu’« *Un acte authentique étranger est reconnu en Belgique par toute autorité sans qu'il faille recourir à aucune procédure si sa*

validité est établie conformément au droit applicable en vertu de la présente loi, en tenant spécialement compte des articles 18 et 21. L'acte doit réunir les conditions nécessaires à son authenticité selon le droit de l'Etat dans lequel il a été établi ». La juridiction compétente pour connaître de toutes contestations portant sur le refus de reconnaître un acte authentique étranger, est désignée à l'article 27, § 1^{er}, alinéa 4, dudit Code : *« Lorsque l'autorité refuse de reconnaître la validité de l'acte, un recours peut être introduit devant le tribunal de première instance, sans préjudice de l'article 121, conformément à la procédure visée à l'article 23 ».*

Dès lors, ce motif de l'acte litigieux pour lequel la partie défenderesse a refusé de reconnaître la filiation, dont la troisième requérante avait invoqué l'existence à l'appui de sa demande, ne relève pas de la compétence du Conseil de sorte que le moyen est irrecevable à cet égard. Il en va de même pour le motif portant sur l'article 62 du Code de droit international privé. »

CCE arrêt 343805 du 30/03/2026

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Syrie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Clôture de l'examen

composition du siège

1 juge

« Le Conseil observe, d'une part, que si le requérant a en effet apposé sa signature sur le document relatif au retrait de sa demande de protection internationale, il n'apparaît pas du dossier administratif que ce dernier ait été entendu par la partie défenderesse afin de s'exprimer sur cet élément, ni qu'il ait été convoqué en ce sens, comme le prévoit l'article 57/6/5, § 1, 7°, de la loi du 15 décembre 1980 en cas de doute.

Il apparaît pourtant du même dossier administratif que le requérant a poursuivi toutes les étapes de sa procédure jusqu'à son entretien personnel et qu'il a, à trois reprises(...), envoyé un courriel aux services de la partie défenderesse afin de s'enquérir de l'avancement de l'examen de sa demande de protection internationale, (...).

Quand bien même la requête fait valoir que le requérant a effectué une telle démarche dans un moment d'euphorie à la suite de la chute du régime de Bachar Al-Assad le 8 décembre 2024, il ressort donc du dossier administratif que le requérant a, postérieurement à cet événement, manifesté à de multiples reprises sa volonté de s'enquérir de l'état d'avancement de l'examen de sa demande de protection internationale, de sorte qu'aux yeux du Conseil, il aurait convenu, dans le chef de la partie défenderesse et comme le lui permet la loi, d'entendre le requérant sur les raisons de ce retrait.

D'autre part, le Conseil constate, sur la base des informations visées dans la requête (...), qu'à la date de la prise de la décision attaquée, la partie défenderesse avait pourtant décidé de la suspension de l'examen des demandes de protection internationale formulées par des ressortissants syriens. (...)

(...)

En l'espèce, dans les circonstances tout à fait particulières de la cause, eu égard, d'une part, à l'insistance répétée du requérant à s'enquérir de l'état d'avancement de l'examen de sa demande peu avant d'apposer sa signature sur le courrier de renonciation et eu égard, d'autre part, à la circonstance que la partie défenderesse elle-même avait suspendu l'examen des demandes de protection internationale des ressortissants syriens au moment de la prise de la décision attaquée, le Conseil considère qu'il ne peut être conclu avec certitude que le demandeur n'a pas (ou plus) besoin de protection internationale, de sorte qu'il n'y avait pas lieu, pour la partie défenderesse – qui n'a pas fait usage de la possibilité lui offerte par l'article 57/6/5, § 1er, 7°, de la loi du 15 décembre 1980 de convoquer le requérant afin de s'assurer du caractère explicite de sa renonciation - de prendre la décision de clôture présentement attaquée devant le Conseil.

Par ailleurs, le Conseil est, au présent stade de la procédure, saisi d'un recours contre cette décision de clôture de l'examen de la demande de protection internationale prise sur la base de l'article 57/6/5, § 1er, 7°, de la loi du 15 décembre 1980.

Cet article constitue la transposition, en droit belge, de l'article 27 de la directive 2013/32/UE (...).

(...) »

[Le Conseil rappelle :

- le considérant 50 de la directive 2013/32/UE

- l'article 46 de la directive 2013/32/UE, relatif au « Droit à un recours effectif.

- les §§ 109 à 113 de l'arrêt *Alheto* du 25 juillet 2018 (CJUE (GC), affaire C-585/16, concernant le droit à un recours effectif prévu par l'article 46 de la directive 2013/32/UE,

- les §§ 24 à 28 de l'arrêt *Barouk* du 3 avril 2025 (CJUE 5GC)), affaire C-282/24]

« Il ressort de la jurisprudence de la CJUE (...) que dans le cadre d'un recours introduit à l'encontre des décisions visées à l'article 27 de la directive 2013/32/UE, le droit au recours effectif prévu à l'article 46, §§ 1 et 3, de ladite directive (lequel a, comme l'a souligné la CJUE dans son arrêt *Barouk* précité (point 41), un effet direct) implique que le Conseil se livre à

un examen complet et *ex nunc* du besoin de protection internationale du requérant.

En l'espèce, le requérant, d'ethnie arabe, invoque en substance, à l'appui de sa demande de protection internationale, la situation sécuritaire en Syrie. Il invoque en outre, en cas de retour en Syrie, une crainte de devoir effectuer son service militaire, ainsi que des arrestations et bombardements dont certains membres de sa famille ont fait l'objet. Le requérant invoque enfin une crainte en raison de son départ du pays, sanctionné par une loi syrienne (...).

Le Conseil estime néanmoins, après un examen attentif du dossier administratif et des pièces de procédure, qu'il manque des éléments essentiels à défaut desquels il ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans qu'il soit procédé à des mesures complémentaires d'instruction.

(...)

En définitive, le Conseil ne dispose pas des éléments nécessaires pour évaluer, en toute connaissance, le besoin de protection internationale du requérant en cas de retour en Syrie.

(...)

En conséquence, conformément aux articles 39/2, § 1er, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler la décision attaquée et de renvoyer l'affaire à la Commissaire générale. »

CCE arrêt 343768 du 27/03/2026

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"...le Conseil estime, après un examen attentif du dossier administratif et des pièces de procédure, et après avoir entendu la requérante à l'audience du 13 mars 2026, qu'il ne peut pas se rallier à la motivation de la décision entreprise, en particulier à ses motifs se rapportant aux faits de prostitution forcée dont elle a été victime en Belgique. Ceux-ci ne résistent en effet pas à l'analyse, soit ils ne sont pas pertinents, soit ils reçoivent des explications convaincantes à la lecture de la requête.

(...) la partie défenderesse ne remet pas non plus en cause que la requérante a été victime d'un réseau de prostitution après son arrivée en Belgique et qu'elle a ensuite été prise en charge par le centre de prise en charge des victimes de violences sexuelles au sein du CHU Saint-Pierre (...). Ce faisant, il ne peut être contesté que la requérante est une personne vulnérable au sens de l'article 1er, alinéa 1er, 12°, de la loi du 15 décembre 1980 qui vise expressément « [...] les personnes qui ont été victimes de torture, de viol ou d'une autre forme grave de violence psychologique, physique ou sexuelle ». Cette vulnérabilité transparaît aussi à la lecture des notes de l'entretien personnel et a nécessité la mise en place, lors de celui-ci, de besoins procéduraux spéciaux détaillés dans la décision. Par ailleurs, le Conseil observe encore que, selon les documents versés au dossier, la requérante présente « [...] une symptomatologie anxio-dépressive avec idées noires et suicidaires dans un contexte de Syndrome de Stress Post-Traumatique », que les symptômes dont elle souffre « [...] sont invalidants et engendrent des répercussions sur sa qualité de vie et son fonctionnement », et que ceux-ci nécessitent une prise en charge adaptée sur le plan médical et psychologique (...).

En outre, le Conseil ne peut rejoindre la partie défenderesse en ce qu'elle estime qu'il n'existe pas « de lien suffisant » entre les problèmes rencontrés par la requérante en Belgique et les craintes ou risques qu'elle invoque en cas de retour dans son pays d'origine, et que celle-ci n'a pas mentionné « de craintes fondées ni de risques concrets » en lien avec les faits subis. En effet, lors de son entretien personnel, la requérante mentionne clairement, et à plusieurs reprises, qu'elle nourrit des craintes vis-à-vis des personnes à l'origine de son exploitation sexuelle, à savoir le dénommé R., l'homme influent qui a organisé son voyage, le sieur P. à qui ce dernier l'a livrée, qui lui a confisqué tous ses effets personnels et qui « travaille avec les officiels », ainsi que sa sœur M., tous les trois d'origine congolaise (...). En outre, interrogée à cet égard lors de l'audience, la requérante répète de manière convaincante qu'elle redoute de retourner dans son pays d'origine du fait de ce réseau de prostitution qu'elle a dénoncé à la police. Contrairement à ce qui est soutenu dans la décision, le Conseil estime que les propos de la requérante à cet égard s'avèrent suffisamment précis « compte tenu des circonstances » selon les termes du recours.

Le Conseil estime en effet pouvoir faire siennes les explications avancées par la requête pour justifier les quelques méconnaissances dont a fait preuve la requérante lors de son entretien personnel (ignorance des noms complets des personnes impliquées dans ce réseau de prostitution et des hommes qui le fréquentaient), à savoir notamment que « [...] dans le cadre d'un réseau de prostitution, personne ne fournit sa véritable identité ». Le Conseil se rallie également à la requête en ce qu'elle soutient de manière crédible que l'absence de problèmes rencontrés par la requérante depuis son dépôt de plainte auprès de la police belge pourrait s'expliquer par le fait qu'elle n'a pas été en mesure d'identifier formellement les personnes responsables de ce réseau.

Ces constats sont corroborés par les informations objectives auxquelles fait référence la requête qui confirment l'existence de réseaux de prostitution et l'exploitation par les trafiquants d'êtres humains des Congolaises et étrangères en RDC dont peuvent aussi être victimes les Congolaises à l'étranger, notamment en France, pays par lequel la requérante a transité. Ce rapport indique notamment que « [!] la représentation française auprès de l'Assemblée Parlementaire Francophone a fait état de la présence de victimes de traite originaires de RDC sur son territoire » (...).

Partant, tenant compte des éléments exposés ci-avant, les craintes que formule la requérante en lien avec les faits de prostitution forcée qu'elle a subis à son arrivée en Belgique et dénoncés - faits suffisamment graves du fait de leur nature pour constituer une persécution au sens de l'article 48/3, § 2, alinéa 1er, a), de la loi du 15 décembre 1980 et qui peuvent en outre s'analyser comme des violences physiques et mentales au sens de l'article 48/3, § 2, alinéa 2, a), de la même loi - ne sauraient être qualifiées de purement hypothétiques.

Ensuite, dans la mesure où la requérante craint un agent de persécution non étatique, à savoir les dénommés R. et P. ainsi que la sœur de ce dernier qui l'auraient forcée à se prostituer en Belgique, il convient de s'interroger sur la possibilité pour elle d'avoir accès à la protection de ses autorités.

(...)

A cet égard, il ressort des informations déposées auxquelles fait référence la requête, citées ci-dessus, que le cadre législatif existant en RDC est incomplet pour permettre de lutter contre la traite à des fins d'exploitation sexuelle et que les sources disponibles fournissent peu d'indication sur l'existence d'actions concrètes en matière de poursuites de responsables présumés de traite et de protection des victimes. Il en ressort aussi que « [l]e département d'Etat américain a relevé en juin 2021 que l'application des lois liées à la traite notamment souffrait toujours des capacités limitées en matière de gestion de l'information, du manque de formation des agents de la force publique, de la faiblesse du système judiciaire et du manque de compétence de son personnel ainsi que la corruption générale au sein des autorités en place » (...).

Le Conseil estime dès lors que la requérante démontre à suffisance que dans son cas particulier, tenant compte de sa vulnérabilité et de son profil spécifique, elle ne pourrait pas, dans la pratique, solliciter la protection des autorités congolaises vis-à-vis des personnes qui lui ont fait subir ces graves maltraitements.

En conclusion, au vu des circonstances particulières de la cause, il y a lieu de considérer que les craintes de la requérante d'être persécutée en cas de retour en RDC en raison de la situation de prostitution forcée dont elle a été victime à son arrivée en Belgique et qu'elle a dénoncée sont fondées.

Il en découle que la requérante établit qu'elle reste éloignée de son pays d'origine par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève en raison de son appartenance au groupe social des femmes."

CCE arrêt 343613 du 26/03/2026

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Guinée

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

« [L]a requérante invoque en substance une crainte de persécution en raison d'un mariage forcé qui lui a été imposé et en raison d'une menace de ré-excision proférée par son époux. La requérante invoque également une crainte d'excision dans le chef de sa fille.

Dans la motivation de sa décision de refus, après avoir signalé que la fille de la requérante s'est vue reconnaître le statut de réfugié en raison d'une crainte fondée dans son chef d'être soumise à une mutilation génitale, la partie défenderesse estime toutefois que les déclarations de la requérante au sujet des faits qu'elle invoque à titre personnel, de même que les documents qu'elle verse au dossier, ne permettent pas d'établir le bien-fondé des craintes qu'elle invoque et qui lui sont propres.

(...)

Il résulte de tout ce qui précède que les maltraitances alléguées par la requérante de la part de son père et de son époux forcé sont suffisamment graves du fait de leur nature et de leur caractère répété pour constituer une persécution au sens de l'article 48/3 § 2, alinéa 1^{er}, a), de la loi du 15 décembre 1980.

Elles peuvent s'analyser comme des violences physiques et mentales et comme des actes dirigés contre une personne - à savoir la requérante - en raison de son sexe au sens de l'article 48/3, § 2, alinéa 2, a) et f), de la même loi.

Ensuite, dès lors que la réalité des problèmes ainsi allégués par la requérante en lien avec un mariage forcé n'est pas valablement remise en cause par l'acte présentement attaqué, le Conseil estime que la question qu'il convient de se poser est celle de la possibilité, pour la requérante, de rechercher une protection adéquate auprès de ses autorités nationales face aux difficultés qu'elle invoque et aux représailles qu'elle dit craindre en cas de retour dans son pays d'origine.

Dans la présente affaire, la requérante dit craindre son père et son époux, lesquels cherchent actuellement à se venger d'elle. Il convient donc d'analyser les actes dont celle-ci dit avoir été victime comme des violences émanant d'agents non étatiques au sens de l'article 48/5, § 1^{er}, c de la loi du 15 décembre 1980.

(...)

(...) [L]e Conseil rappelle que l'examen de la question de la possibilité d'une protection effective des autorités nationales d'un demandeur de protection internationale nécessite la prise en compte de tous les éléments pertinents de la cause. La circonstance que la requérante se soit ou non adressée à ses autorités constitue l'un des éléments à prendre en considération, de même que, le cas échéant, la réaction de ces dernières, mais il n'est pas le seul. Ainsi, lorsqu'il ressort des circonstances individuelles propres à l'espèce ou des informations générales fournies par les parties que toute procédure aurait été vaine ou inefficace ou qu'il n'existait aucune protection accessible, présentant des perspectives raisonnables de succès et susceptible d'offrir à la requérante le redressement de ses griefs, il ne peut être exigé d'elle qu'elle se soit adressée à ses autorités.

Il revient en effet à la requérante d'établir qu'en raison de circonstances particulières qui lui sont propres, elle n'a pas accès à cette protection ou qu'il existe de sérieuses raisons justifiant qu'elle refuse de s'en prévaloir.

Tout d'abord, le Conseil rappelle que la Commission permanente de recours des réfugiés et le Conseil de céans ont déjà jugé dans des dossiers similaires que la société guinéenne est une société inégalitaire dans laquelle une femme seule disposant d'un niveau d'instruction modeste risque d'être placée dans une situation de grande précarité et ne peut espérer trouver une protection adéquate auprès de ses autorités nationales (v. notamment CPRR, arrêt 02-0579/F2562 du 9 février 2007 ; CCE, arrêt n° 963 du 25 juillet 2007 ; CCE arrêt 49 893 du 20 octobre 2010). Cette jurisprudence est confirmée en l'espèce par les constats posés dans les informations auxquelles tant la requête introductive d'instance que la partie défenderesse renvoient (en particulier le COI Focus : « Guinée – les mariages forcés », du 15 décembre 2020).

Au vu de ces éléments, et eu égard à la vulnérabilité particulière de la requérante au vu de son état psychologique et de sa situation de mère d'une jeune fille, le Conseil considère que la requérante ne dispose d'aucun recours effectif en cas de retour en Guinée.

Dès lors, le Conseil estime que la requérante démontre à suffisance qu'elle n'aurait pas accès à une protection effective auprès de ses autorités nationales au sens de l'article 48/5 § 2 de la loi du 15 décembre 1980.

(...)

Le Conseil estime, au vu de ce qui précède, que la requérante établit à suffisance qu'elle a des raisons de craindre d'être persécutée du fait de son appartenance à un certain groupe social, celui des femmes guinéennes.

(...)

Le Conseil rappelle tout d'abord qu'il ressort des développements qui précèdent qu'au contraire de la partie défenderesse dans l'acte attaqué, le Conseil tient lui pour établi, au terme d'un examen individuel de la demande de protection internationale formulée par cette dernière, qu'elle a subi dans son très jeune âge une excision de type 2, mais également un viol ainsi qu'un mariage qui lui a été imposé de force. Le Conseil considère dès lors (...) que les maltraitances établies par la requérante, non seulement sont suffisamment graves du fait de leur nature et de leur caractère répété pour constituer une persécution, mais peuvent également s'analyser comme des violences physiques et mentales dirigées contre la requérante en raison de son sexe au sens de l'article 48/3, § 2, f) de la loi du 15 décembre 1980.

S'agissant en particulier de l'existence d'un groupe social des femmes en Guinée, le Conseil souligne par ailleurs que, dans son arrêt du 16 janvier 2024 relatif à l'affaire C-621/21, visé par la partie défenderesse dans sa note d'observation, la grande chambre de la Cour de Justice de l'Union européenne a également que :

« 57. [...] les femmes, dans leur ensemble, peuvent être regardées comme appartenant à un « certain groupe social », au sens de l'article 10, paragraphe 1, sous d), de la directive 2011/95, lorsqu'il est établi que, dans leur pays d'origine, elles sont, en raison de leur sexe, exposées à des violences physiques ou mentales, y compris des violences sexuelles et des violences domestiques.

58. Ainsi que M. l'avocat général l'a relevé au point 79 de ses conclusions, des femmes qui refusent un mariage forcé, lorsqu'une telle pratique peut être considérée comme une norme sociale au sein de leur société, ou transgressent une telle norme en mettant fin à ce mariage, peuvent être considérées comme appartenant à un groupe social avec une identité propre dans leur pays d'origine, si, en raison de tels comportements, elles se voient stigmatisées et exposées à la réprobation de leur société environnante conduisant à leur exclusion sociale ou à des actes de violence ».

Au vu des informations à la disposition du Conseil (voir notamment le COI Focus « Guinée – les mariages forcés » du 15 décembre 2020), il convient de relever que les femmes en Guinée font l'objet de diverses formes de violence, de discrimination et d'injustice en raison de la persistance de préjugés socioculturels. Il apparaît ainsi que si les dispositions du nouveau code civil guinéen, comme celles du code pénal (en son article 319), interdisent le mariage forcé, la pratique du mariage forcé demeure néanmoins un phénomène fort développé sur l'ensemble du territoire guinéen, avec des taux de prévalence différents selon plusieurs critères (région concernée, milieu de résidence et milieu familial de la jeune fille, âge, religion ou ethnie de celle-ci), les jeunes filles non scolarisées étant particulièrement vulnérables et sans moyen de s'opposer à la volonté familiale. Comme développé ci-avant, il ressort des mêmes informations que la jeune fille refusant ou se soustrayant à un mariage forcé est fortement susceptible de se faire rejeter et/ou violenter par sa famille dont elle atteint à l'honneur, et d'être stigmatisée par la société environnante. Le recours à la protection des autorités nationales reste très difficile, notamment en raison de la stigmatisation à laquelle les victimes s'exposent en s'opposant à une union imposée et en raison du coût et de la longueur des procédures judiciaires. Dans ces conditions, le Conseil considère que les femmes guinéennes qui ont été ou peuvent être victimes d'un mariage imposé et qui entendent s'y soustraire, constituent un groupe social au sens de l'article 1^{er}, section A, § 2 de la Convention de Genève et sont susceptibles, comme c'est le cas en l'espèce, d'être exposées de ce fait à des persécutions.

Enfin, en ce que la partie défenderesse fait valoir qu'il ne suffit pas que la requérante ait été persécutée pour établir l'existence dans son chef d'une crainte fondée de persécution s'il existe de bonnes raisons de penser que de telles persécutions ne se reproduiront pas, conformément à l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil observe que la partie défenderesse ne développe aucunement les raisons qui feraient penser que les violences vécues par la requérante ne se reproduiraient pas en cas de retour en Guinée. Le Conseil n'aperçoit pas davantage l'existence de bonnes raisons d'une telle nature dans les circonstances de l'espèce, ce qu'il appartenait en tout état de cause à la partie défenderesse de démontrer, ce qui n'est pas le cas.

Dès lors, le Conseil considère que la requérante établit à suffisance, au vu de son profil et des circonstances de fait de l'espèce, qu'elle a été persécutée dans son pays d'origine en raison de son appartenance au groupe social des femmes guinéennes, de sorte que sa demande entre dans le champ d'application de l'article 1er, section A, § 2 de la Convention de Genève. »

procédure CCE
Annulation
nationalité
Kosovo
composition du siège
1 juge

acte attaqué
ANNEXE 15ter
nationalité
Indéfini
dictum arrêt
Rejet

Refus de prise en considération d’une demande de RF (annexe 15ter) – AA : en produisant uniquement un compromis de vente, la PR n’a pas produit la preuve du logement suffisant – PR : ils résident déjà dans ce logement + la Loi ne prévoit pas le cas d’un requérant en attente de la signature d’un titre de propriété – CCE : l’art 26/3 AR prévoit que la preuve est apportée par un contrat de bail ou un titre de propriété – selon le rapport d’enquête de résidence, ils résident actuellement dans la même rue mais à un autre numéro => pas de preuve du logement suffisant - rejet.

« L’article 26/3 de l’arrêté royal du 8 octobre 1981 précise que :

[...]

Afin d’attester qu’il dispose d’un logement visé à l’alinéa 1er, l’étranger transmet la preuve d’un contrat de bail enregistré portant sur le logement affecté à sa résidence principale ou la preuve du titre de propriété du logement qu’il occupe.

[...] »

[...]

3.2.2. Cependant, s’agissant de la preuve du logement suffisant du regroupant, le Conseil rappelle que l’article 26/3 de l’arrêté royal du 8 octobre 1981 prévoit que celle-ci peut être apportée par le requérant de deux manières :

- un contrat de bail enregistré portant sur le logement affecté à la résidence principale du regroupant ;
- le titre de propriété du logement que celui-ci occupe.

En l’occurrence, la requérante a produit, afin d’attester que le regroupant dispose d’un logement suffisant pour l’accueillir ainsi que leurs deux enfants, un compromis de vente d’un bien immobilier, daté du 18 avril 2024, au nom de la requérante et du regroupant, concernant un bien immobilier situé à Uccle. A cet égard, la partie requérante déclare qu’« Ils résident déjà dans ce logement, ce qui a été confirmé par le contrôle de résidence effectué par la police, sur demande de la commune » et que « Rien n’est cependant prévu pour le cas des requérantes, qui résident dans le logement pour lequel elles attendent un titre de propriété ».

Toutefois, le Conseil observe qu’il ressort du rapport d’enquête de résidence réalisé par les services de police, daté du 6 mai 2024 et figurant au dossier administratif, que les trois requérantes et le regroupant vivent actuellement à une adresse située au numéro [...] de la Chaussée [W.], tandis que l’adresse du bien immobilier faisant l’objet du compromis de vente produit se situe au numéro [...] de la même rue. Force est de constater que cet élément ne peut dès lors constituer, en tant que tel, une preuve de logement suffisant au sens de l’article 26/3 de l’arrêté royal du 8 octobre 1981, dès lors que, pour le logement dans lequel le regroupant résidait au jour de l’adoption de la décision querellée, aucun document tendant à en prouver la suffisance n’a été produit. La partie défenderesse a donc valablement pu considérer que le « *compromis de vente date du 18.04.2024 [n’est] pas valable comme preuve de logement suffisant* ».

Par conséquent, ce motif est établi et suffit, à lui seul, à fonder la décision entreprise, dès lors que la condition de disposer, entre autres, d’un logement suffisant pour l’étranger autorisé au séjour sur le territoire et les membres de sa famille qui demandent à le rejoindre est une des conditions cumulatives visées à l’article 10 de la loi du 15 décembre 1980 pour l’obtention d’une carte de séjour en tant que membre de la famille d’un étranger autorisé au séjour en Belgique. En effet, selon la théorie de la pluralité des motifs, le Conseil ne doit pas annuler une décision fondée sur deux ou plusieurs motifs dont l’un ou certains seulement sont illégaux lorsqu’il résulte de l’instruction que l’administration aurait pris la même décision si elle n’avait retenu que le ou les motifs légaux. Dès lors, l’argumentaire développé par la partie requérante, relatif aux autres motifs de la décision litigieuse, est insuffisant, de sorte que les observations formulées à ce sujet ne sont pas de nature à énerver le raisonnement qui précède."

procédure CCE
Annulation
nationalité
Cameroun
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
ANNEXE 20
composition du siège
1 juge

Annexe 20 – Descendant à charge de Belge – N’avait pas 21 ans lors de l’arrivée en Belgique – AA : pas de preuve de la prise en charge effective au PO - CCE souligne que PD constate que bien que la PR est arrivée mineur en Belgique, cette circonstance ne permet pas, à elle seule, à une prise en charge effective par sa mère car elle pouvait être assurée par une autre personne, la cohabitation à la même adresse pendant plusieurs années ne saurait, à elle seule, établir l’existence d’une prise en charge effective et actuelle par la mère – CCE constate que la PD n’a examiné l’effectivité de la prise en charge qu’au moment de l’introduction de la demande de carte de séjour– Or, depuis l’entrée en vigueur de la loi du 10 mars 2024 (1^{er} septembre 2024), l’art. 40ter exige expressément que le descendant direct de plus de 18 ans d’un Belge sédentaire, démontre être à la charge du regroupant dans le pays d’origine ou de provenance – En ne vérifiant pas si la PR était à la charge de la regroupante au PO, la PD fait une application erronée de cet article – 1^{er} motif pas fondé – Annulation.

« 3.1 Sur le premier moyen, ainsi circonscrit, le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après : le Conseil) rappelle que l'article 40ter, § 2, alinéas 1er et 2, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'applicable lors de la prise de la décision attaquée , dispose que :

« Les dispositions de ce chapitre s'appliquent aux membres de la famille suivants d'un Belge qui n'a pas exercé son droit de libre circulation et de séjour conformément à l'article 21 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ou qui ne remplissent pas les conditions prévues au § 1er : [...]

2° les descendants directs du Belge ou de son conjoint ou du partenaire enregistré visé à l'alinéa 1er, 1°, âgés de moins de dix-huit ans ou qui sont à leur charge dans le pays de provenance ou d'origine, pour autant qu'ils accompagnent ou qu'ils rejoignent le Belge ouvrant le droit au regroupement familial. [...]

[...]

Les membres de la famille visés à l'alinéa 1er, 1° et 2°, doivent prouver que le Belge:

1° dispose de moyens de subsistance stables, suffisants et réguliers. Cette condition est réputée remplie lorsque les moyens de subsistance sont au moins équivalents à cent vingt pour cent du montant visé à l'article 14, § 1er, 3°, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et tel qu'indexé selon l'article 15 de ladite loi. Pour l'évaluation des moyens de subsistance, il est tenu compte de leur nature et de leur régularité. Par contre, il n'est pas tenu compte des moyens provenant du revenu d'intégration sociale, de l'aide sociale financière, des allocations familiales de base et suppléments, des allocations d'insertion professionnelle et de l'allocation de transition. Il n'est tenu compte de l'allocation de chômage que si le Belge prouve qu'il cherche activement du travail. La condition relative aux moyens de subsistance n'est pas d'application si le Belge se fait accompagner ou rejoindre uniquement par les membres de sa famille visés à l'alinéa 1er, 2°, qui sont mineurs d'âge; [...] ».

L'article 42, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'applicable lors de la prise de la décision attaquée «

S'il n'est pas satisfait à la condition relative au caractère suffisant des ressources visée aux articles 40bis, § 4, alinéa 2 et 40ter, § 2, alinéa 2, 1°, le ministre ou son délégué doit déterminer, en fonction des besoins propres du citoyen de l'Union rejoint et des membres de sa famille, les moyens de subsistance nécessaires pour permettre de subvenir à leurs besoins sans devenir une charge pour les pouvoirs publics. Le ministre ou son délégué peut, à cette fin, se faire communiquer par l'étranger et par toute autorité belge tous les documents et renseignements utiles pour la détermination de ce montant ».

Enfin, il découle du principe général de minutie qu'« [a]ucune décision administrative ne peut être régulièrement prise sans que son auteur ait, au préalable, procédé à un examen complet et détaillé des circonstances de l'affaire sur laquelle il entend se prononcer. Ce principe, qui correspond à un devoir de prudence et de minutie, oblige dès lors l'autorité à effectuer une recherche minutieuse des faits , à récolter tous les renseignements nécessaires à la prise de décision et à prendre en considération tous les éléments du dossier , afin de pouvoir prendre la décision en pleine connaissance de cause , après avoir raisonnablement apprécié tous les éléments utiles à la résolution du cas d'espèce » (le Conseil souligne).

Le Conseil rappelle enfin que l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité administrative en vertu des diverses dispositions légales doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet¹.

3.2 En l'espèce, la décision attaquée est fondée sur le constat que « les conditions de l'article 40ter de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies », dès lors que :

- la partie requérante n'a pas démontré l'effectivité de la prise en charge par la regroupante, en ce que « la condition de membre de famille à charge, exigée par l'article 40ter de la loi du 15/12/1980, n'a pas été valablement étayée », et les revenus de la regroupante sont insuffisants pour subvenir à leurs besoins sans devenir une charge pour les pouvoirs publics.

3.3. D'une part, quant au premier motif relatif à l'effectivité de la prise en charge au pays d'origine, le Conseil relève que la partie défenderesse a considéré que « [b]ien que l'intéressée soit arrivée en Belgique en tant que mineure en 2014, cette circonstance ne permet pas, à elle seule, de conclure à une prise en charge effective par sa mère. En effet, le fait qu'elle soit scolarisée ne constitue pas une preuve suffisante de cette prise en charge, celle-ci pouvant être assurée par une autre personne. Par ailleurs, la cohabitation à la même adresse depuis plusieurs années ne saurait, à elle seule, établir l'existence d'une prise en charge effective et actuelle par la mère ».

Il ressort de cette motivation, ainsi que du dossier administratif, que la partie défenderesse n'a examiné l'effectivité de la prise en charge qu'au moment de l'introduction de la demande de carte de séjour.

Or, depuis le 1er septembre 2024, date d'entrée en vigueur de la loi du 10 mars 2024 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en matière de droit au regroupement familial, l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 exige expressément que le descendant direct de plus de 18 ans d'un Belge sédentaire, démontre être à charge du regroupant dans le pays d'origine ou de provenance, pour autant qu'il accompagne ou qu'il rejoigne le Belge ouvrant le droit au regroupement familial.

Ainsi, en ne vérifiant pas si la partie requérante était à la charge du regroupant dans le pays d'origine ou de provenance, la partie défenderesse fait une application erronée de l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980.

La motivation tenue en termes de note d'observations selon laquelle « [c]ontrairement à ce que soutient la partie requérante en termes de recours, ce n'est pas uniquement au regard de sa situation dans le pays d'origine que sa dépendance financière doit être évaluée mais bien également au moment de l'introduction de la demande », ne saurait être suivie au vu des termes sans équivoque de l'article 40ter, § 2, de la loi du 15 décembre 1980.

Au demeurant, lors de l'audience du 18 mars 2026, la partie défenderesse se réfère à l'appréciation du Conseil.

Le premier motif de la décision attaquée n'est donc pas fondé ».

procédure CCE
Annulation
nationalité
Ukraine
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
Refus d'autorisation de séjour
composition du siège
1 juge
dictum arrêt
Rejet

Weigering tijdelijke bescherming (Oekraïne) + bevel om het grondgebied te verlaten – verwerping eerste beslissing – vernietiging BGV – verzoekster had op 24 februari 2022 niet de Oekraïense, maar wel de Tadzjiekse nationaliteit – valt niet onder toepassingsgebied van het Uitvoeringsbesluit – verzoekster heeft op 15 januari 2024 de Oekraïense nationaliteit verkregen – verzoekster wijst op een verdrag tussen Oekraïne en Tadzjikistan om dubbele nationaliteiten te vermijden – enkel Oekraïense nationaliteit – terugkeer naar Oekraïne vormt een risico voor artikel 3 EVRM – onzorgvuldig onderzoek voor zover in de bestreden beslissing wordt gesteld dat verzoekster kan terugkeren naar Tadzjikistan

De Raad merkt op dat verzoekster een Oekraïens paspoort voorlegt, uitgegeven op 26 januari 2024. Zij legt ter terechtzitting een aanvullend stuk neer waaruit blijkt dat zij op 15 januari 2024 de Oekraïense nationaliteit verkreeg. Vermits niet betwist is dat verzoekster op 24 februari 2022 niet de Oekraïense nationaliteit had, valt zij niet onder de toepassing van artikel 2.1.a, van het Uitvoeringsbesluit. Zij was evenmin een persoon die internationale bescherming genoot in Oekraïne (artikel 2.1.b).

[...]

2.2.2. Waar verzoekster in het eerste middelonderdeel aanvoert dat zij sedert januari 2024 enkel nog over de Oekraïense nationaliteit zou beschikken, zodat het bevel om het grondgebied te verlaten haar bij een terugkeer naar Oekraïne blootstelt aan de oorlogssituatie aldaar en bijgevolg artikel 3 van het EVRM schendt, merkt de Raad het volgende op. Verzoekster verwijst naar het Vriendschapsverdrag tussen Tadzjikistan en Oekraïne dat tot doel heeft de dubbele nationaliteit te vermijden. Artikel 2, § 3, van dat verdrag bepaalt dat bij bevestiging van de nieuwe nationaliteit, de staat met de nieuwe nationaliteit het document dat de oude nationaliteit bevestigt afneemt en dit overmaakt aan de betrokken staat, samen met de kennisgeving van de nieuwe nationaliteit. Zulks impliceert dat verzoekster, met de ontvangst van haar Oekraïense paspoort, het Tadzjiekse paspoort en de identiteitskaart inderdaad heeft ingeleverd. Verzoekster verwijst in dit verband eveneens naar artikel 8 van de Oekraïense nationaliteitswet, dat bepaalt dat wanneer een buitenlands persoon de Oekraïense nationaliteit verwerft, deze zijn buitenlandse nationaliteit verliest. In de huidige stand van het onderzoek moet verzoekster dan ook worden bijgetreden waar zij aanvoert dat het bevel om het grondgebied te verlaten tot gevolg heeft dat zij naar Oekraïne dient terug te keren. Dat Oekraïne actueel in een oorlogssituatie verkeert is algemeen geweten. Waar met betrekking tot de bevelscomponent van de bestreden beslissing wordt gemotiveerd dat een terugkeer naar Oekraïne niet aan de orde is aangezien verzoekster zou kunnen terugkeren naar Tadzjikistan, steunt de bestreden beslissing op een onzorgvuldig onderzoek.

procédure CCE
Annulation
acte attaqué
ANNEXE 15ter
composition du siège
1 juge

acte attaqué
ANNEXE 15quater
nationalité
Cameroun
dictum arrêt
Rejet

Décision d'irrecevabilité prise par l'OE (07/04/25) et Décision de non prise en considération prise par la commune (10/04/25) – Demande d'admission au séjour en qualité de conjoint d'un étranger autorisé au séjour – Les AA établissent que la PR n'a pas produit tous les documents requis lors de l'introduction de sa demande – L'OE soulève une exception d'irrecevabilité tirée de l'absence de connexité, estimant que les AA émanent d'auteurs distincts et ne sont pas liés entre eux. La PR estime que les AA ne peuvent être traités isolément sans créer une incompréhension car l'OE s'est prononcé au fond alors que la commune, postérieurement, a déclaré la demande irrecevable. La PR soutient que les AA produisent des effets juridiques complémentaires voire contradictoires. Le CCE relève que les deux AA ont été pris suite à la même demande d'admission au séjour et estime qu'il s'agit donc d'actes parallèles qui justifient l'introduction d'un recours unique. – Intérêt au recours : A l'audience, le CCE interroge la PR sur l'intérêt de la poursuite de la procédure relative au deuxième AA adopté par l'administration communale, dès lors que la demande a été analysée par l'OE. Le CCE estime, avec les parties, que la PR n'a pas intérêt au recours en ce qu'il vise le second AA et déclare, dans cette mesure, le recours irrecevable.

« 3. Connexité

La première partie défenderesse considère, dans sa note d'observations, qu'aucune « des dispositions de la loi du 15 décembre 1980, notamment son article 39/69, § 1er, 2°, ne prévoit la possibilité qu'un recours puisse porter la contestation simultanée de plusieurs actes distincts. Il en est de même des dispositions de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du contentieux des étrangers. Il est de jurisprudence constante qu'une requête unique qui tend à l'annulation de plusieurs actes n'est recevable que s'il existe entre eux un lien de connexité tel que, s'ils avaient fait l'objet de requêtes séparées, les requêtes auraient pu être jointes. Il n'y a pas de connexité entre deux objets lorsque l'annulation de l'un resterait sans effet sur l'autre. S'il n'y a pas de connexité entre le premier acte attaqué et les autres objets de la requête, seul le premier objet du recours doit être examiné. En règle, le principe de l'interdiction d'introduire plusieurs actions par un seul recours ne souffre de dérogation que si les éléments essentiels de plusieurs actions s'imbriquent à ce point qu'il s'indique, pour la facilité de l'instruction, pour éviter la contradiction entre plusieurs décisions de justice ou pour satisfaire à d'autres exigences inhérentes à une bonne administration de la justice, d'instruire comme un tout et de statuer par une seule décision. En l'espèce, les deux actes attaqués émanent d'auteurs distincts et ne sont pas liés entre eux. Il n'existe donc pas de lien de connexité entre les actes attaqués. Le recours n'est dès lors recevable qu'en tant qu'il est dirigé contre son premier et principal objet, à savoir la décision d'irrecevabilité prise le 7 avril 2025 et doit être déclaré irrecevable pour le surplus ».

Dans son mémoire de synthèse, la partie requérante estime que « ces décisions ne peuvent être traitées isolément sans créer une incompréhension pour son destinataire, puisque l'Office s'est prononcé au fond alors que la commune, postérieurement, déclare la demande irrecevable. Leur connexité est donc évidente : elles concernent les mêmes faits, les mêmes parties, et produisent des effets juridiques complémentaires voire contradictoires ».

Le Conseil rappelle qu'en principe, une requête ne peut être dirigée qu'à l'encontre d'un seul acte. Il ne peut en aller autrement qu'en présence d'actes connexes ou « parallèles », ce dernier qualificatif désignant des « décisions couronnant des procédures distinctes, relatives à des objets identiques ou voisins, menées de front, affectées des mêmes particularités, de sorte que les recours dirigés contre l'une et l'autre soulèvent les mêmes problèmes » (M. LEROY, Contentieux administratif, 4ème édition, Bruxelles, Bruylant, 2008, p. 567 et s.). Or, en l'occurrence, les deux décisions ont été prises suite à la demande d'admission au séjour introduite le 23 octobre 2024. Au vu de ce qui précède, le Conseil estime qu'il s'agit donc d'actes parallèles qui justifient l'introduction d'un recours unique.

4. Intérêt au recours

Sur la décision de non prise en considération prise par la deuxième partie défenderesse, le Conseil observe que tant la décision d'irrecevabilité de l'Office des étrangers que la décision de non admission prise par la commune ont été prises en réponse à la demande d'admission au séjour formulée par la partie requérante le 23 octobre 2024. Lors des plaidoiries, la partie requérante est interrogée quant à l'intérêt de la poursuite de la procédure sur la deuxième décision rendue sur la décision rendue par l'administration communale, dès lors que le fond a été analysé par l'Office des

Etrangers. La première partie défenderesse déclare que le recours est irrecevable contre la deuxième décision (annexe 15^{ter}), et demande sa mise hors cause en ce que le recours est dirigé contre celle-ci. La deuxième partie défenderesse conteste la mise hors cause de la première partie défenderesse, mais rejoint cette dernière quant à la recevabilité de la deuxième décision.

Selon la doctrine, « l'intérêt tient dans l'avantage que procure, à la suite de l'annulation postulée, la disparition du grief causé par l'acte entrepris » (P.LEWALLE, Contentieux administratif, Bruxelles, Larcier, 2002, p. 653, n° 376), et il est de jurisprudence administrative constante (voir notamment : CCE, 9 décembre 2008, n°20 169) que, pour fonder la recevabilité d'un recours, l'intérêt que doit avoir la partie requérante doit non seulement exister au moment de l'introduction de ce recours, mais également subsister jusqu'au prononcé de l'arrêt.

Le Conseil estime, avec les parties, que la partie requérante n'a plus d'intérêt au recours introduit contre la décision de non prise en considération prise par la Commune le 10 avril 2025, dès lors que l'Office des Etrangers a pris une décision d'irrecevabilité le 7 avril 2025 concernant la même demande d'admission au séjour. Partant, le recours est rejeté en ce qu'il vise le deuxième acte attaqué.

[...] »

procédure CCE
Annulation
acte attaqué
AUTRE
composition du siège
1 juge

acte attaqué
ANNEXE 13sexies
nationalité
Congo (RDC)
dictum arrêt
Annulation

Fin de séjour avec OQT + IE 15 ans – Exception d’irrecevabilité *ratione temporis* – La PR indique qu’elle était détenue au Royaume-Uni lors de l’envoi des AA à son adresse en Belgique et qu’elle en a seulement pris connaissance à son retour, elle dépose une pièce attestant de son incarcération. La PD relève que cette pièce ne mentionne pas les dates de détention et estime que la PR ne démontre pas la force majeure. Le CCE constate qu’il ressort des différents éléments du dossier que la PR était bien dans l’incapacité de prendre connaissance des AA lors de l’envoi à son domicile belge et que la PD a fait parvenir les AA à la PR via le greffe de la prison d’Haeren lors du retour de la PR en Belgique. Le CCE rejette l’exception d’irrecevabilité – Demande de réouverture des débats – A l’audience, la PR sollicite la réouverture des débats pour traiter, à la même audience, du recours introduit contre un nouvel OQT. Le CCE refuse la demande car la PR n’étaye pas en quoi l’existence d’un OQT pris postérieurement aux AA justifierait la réouverture des débats.

« [...]

3. Questions préalables

3.1. Recevabilité rationae temporis

Dans sa note d’observations, la partie défenderesse indique que « la partie requérante explique qu’elle était détenue au Royaume-Uni durant la période où le document lui a été notifié et qu’elle n’a pris connaissance des documents qu’à son retour en Belgique. A cet égard, elle a déposé la pièce n°7, dans laquelle il est indiqué qu’une visite est prévue pour le 10 septembre 2024. Toutefois, cette pièce ne précise pas les dates exactes de la détention de la partie requérante au Royaume-Uni. En l’espèce, la partie défenderesse constate que la partie requérante ne fournit aucun élément, document ou indice permettant d’établir une cause de force majeure. Partant, dans la mesure où la partie requérante ne démontre pas la force majeure, la partie défenderesse estime que le recours a été introduit au-delà du délai légal prévu et doit être déclaré irrecevable en raison de son caractère tardif ».

Le Conseil rappelle qu’en vertu de l’article 39/57, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980, l’introduction d’un recours auprès du Conseil doit intervenir dans les trente jours suivant la notification de la décision attaquée. Le Conseil rappelle également que ce délai est d’ordre public et qu’il ne peut y être dérogé que si une situation de force majeure peut être justifiée, étant entendu que cette force majeure ne peut résulter que d’un événement indépendant de la volonté humaine n’ayant pu être ni prévu, ni conjuré et, par conséquent, inconciliable avec une négligence ou un défaut de précaution dans le chef de la partie requérante. Sur ce point, il constate, à la lecture de la pièce jointe au mémoire de synthèse que le mandat d’arrêt international a été pris le 27 mars 2024 par les autorités belges, et fondé sur l’arrêt rendu par la Cour d’Appel de Bruxelles le 3 février 2023. Il relève également que le rapport rédigé par le National Crime Agency (NCA) daté au 14 avril 2024 indique que le requérant a été arrêté le 11 avril 2024. Il échet également de constater que la décision de fin de séjour avec ordre de quitter le territoire datée du 24 juin 2024, ainsi que l’interdiction d’entrée datée du 8 juillet 2024, querellés dans le présent arrêt, ont été notifiées par voie postale à l’adresse postale du requérant, sise à Asse. Or, la lecture du dossier administratif permet de constater que ces courriers ont été retournés à l’expéditeur en date du 30 juillet 2024. Partant, la partie défenderesse ne peut sérieusement contester l’incapacité du requérant à prendre possession desdits courriers, dès lors qu’à la date de la prise des décisions et de l’envoi de celles-ci, le requérant était détenu au Royaume-Uni, à la suite d’un mandat d’arrêt délivré par les autorités belges. De plus, le Conseil constate l’existence d’un échange de mails entre la partie requérante et le SPF justice révélant l’entrée du requérant à la prison d’Haren le 8 février 2025 et note que la partie défenderesse a fait parvenir par le biais du greffe de la prison d’Haren lesdites décisions en date du 18 février 2025.

Partant, l’exception de la partie défenderesse ne peut être retenue.

3.2 Demande de réouverture des débats

Lors des plaidoiries, la partie requérante sollicite du Conseil de rouvrir les débats et de traiter à la même audience le recours introduit contre une nouvelle décision d’ordre de quitter le territoire prise par la partie défenderesse le 2 décembre 2025. Si tel ne devait pas être le cas, la partie requérante se réfère à ses écrits et réitère les éléments de son

mémoire de synthèse. La partie défenderesse se réfère quant à elle à la note d’observations du 2 avril 2025. Le Conseil considère que telle que formulée, la partie requérante n’étayant pas plus avant en quoi l’existence d’un nouvel ordre de quitter le territoire pris postérieurement aux présents actes attaqués justifierait dans le chef du requérant une réouverture des débats, ne pas devoir faire droit à cette demande.

[...] »

procédure CCE

Annulation

nationalité

Ukraine

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

Refus d'autorisation de séjour

composition du siège

1 juge

Refus Protection temporaire Ukrainien – AA : il n'est pas possible de déterminer que vous résidiez en Ukraine le 24/02/2022 – Art. 2, alinéa 1^{er}, a) de la décision d'exécution 2022/383/UE dispose que « *La présente décision s'applique aux catégories suivantes de personnes déplacées d'Ukraine le 24 février 2022 ou après cette date, à la suite de l'invasion militaire par les forces armées russes qui a commencé à cette date: a) les ressortissants ukrainiens résidant en Ukraine avant le 24 février 2022* » - Arg PR : reproche à la PD d'avoir analysé les éléments produits isolément sans avoir égard à leur valeur probante cumulée, laquelle permettrait d'établir sa résidence effective en Ukraine à la date de l'invasion russe – Conseil estime que la PD a procédé à un examen circonstancié et global => motivation suffisante – Conseil reste sans comprendre comment les différents docs pourraient, ensemble ou séparément, attester de la présence de la PR à ladite date : 1) Le passeport, la carte d'identité et les deux diplômes ont été délivrés postérieurement à la date de l'invasion – Conseil ne comprend pas comment ces docs démontrerait la continuité du parcours scolaire et de la situation administrative en Ukraine et rendrait improbable une résidence à l'étranger durant la période concernée – 2) Attestation d'inscription scolaire antérieure à l'invasion (31 janvier 2022) : AA indique que « *docs ne peuvent pas prouver que vous avez suivi les cours en Ukraine en personne - et non en ligne* » - PR ne conteste pas le fait qu'elle aurait pu suivre les cours en ligne à partir d'un autre pays donc Conseil ne peut que considérer que celui-ci est établi – Rejet.

« 3.3. En l'espèce, sur le premier grief du moyen unique, la partie défenderesse a estimé que la requérante n'entrait pas dans le champ d'application des bénéficiaires de la protection temporaire, dès lors qu'elle n'appartient pas à la catégorie des ressortissants ukrainiens résidant en Ukraine avant le 24 février 2022 et qui ont été déplacés d'Ukraine le 24 février 2022 ou après cette date.

Cette motivation n'est pas utilement contestée par la partie requérante, qui reproche, en substance, à la partie défenderesse d'avoir analysé les éléments produits par la requérante de manière isolée, sans avoir égard à « leur valeur probante cumulée », laquelle permettrait d'établir la résidence effective de la requérante en Ukraine à la date du 24 février 2022.

Or, le Conseil considère qu'en précisant les raisons pour lesquelles les documents produits ne permettaient pas de démontrer la présence de la requérante en Ukraine le 24 février 2022 et en mentionnant dans la décision attaquée que « [...] ces documents ont été considérés comme insuffisamment déterminants pour prouver votre résidence présumée en Ukraine le 24/02/2022 » et que « Par conséquent, sur la base de ces éléments et compte tenu du fait que vous ne pouvez pas démontrer de manière plausible votre résidence présumée en Ukraine au moment de l'invasion russe le 24/02/2022, il n'est pas possible de déterminer que vous résidiez en Ukraine le 24/02/2022 », la partie défenderesse a procédé à un examen à la fois circonstancié et global de tous les éléments présentés par la requérante à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour. Ce faisant, elle n'aborde pas ces éléments de manière isolée ou fragmentée, mais examine chacun de ceux-ci tels qu'ils étaient invoqués dans la demande d'autorisation de séjour, et motive sa décision quant à la manière selon laquelle elle a apprécié si ceux-ci permettaient de démontrer la présence de la requérante en Ukraine le 24 février 2022. L'argumentation de la partie requérante à cet égard ne peut dès lors pas être suivie.

A toutes fins utiles, le Conseil reste sans comprendre comment les différents documents produits pourraient, ensemble ou séparément, attester de la présence de la requérante en Ukraine au moment de l'invasion russe. En effet, quatre de ces documents (passeport, carte d'identité, deux diplômes) ont été délivrés postérieurement à la date du 24 février 2022. Le Conseil n'aperçoit donc pas comment la partie requérante peut en inférer que l'ensemble de ces documents démontrent la continuité du parcours scolaire et de la situation administrative en Ukraine et rendrait improbable une résidence à l'étranger durant la période concernée.

Quant au dernier d'entre eux, à savoir une attestation d'inscription scolaire datée du 31 janvier 2022, il est certes antérieur au 24 février 2022, mais le Conseil ne peut que relever que la partie défenderesse a considéré à cet égard que « un document ukrainien (N°239) attestant que vous êtes inscrite en 8e année scolaire dans un collège ukrainien, daté du 31/01/2022 » et que « Toutefois, bien que ces documents puissent attester que vous étiez inscrite dans une école ukrainienne, ils ne peuvent pas prouver que vous avez suivi les cours en Ukraine en personne - et non en ligne- ni

prouver votre résidence présumée en Ukraine » (le Conseil souligne). Dans la mesure où la partie requérante ne conteste pas autrement ce motif relatif à la possibilité que la requérante ait suivi les cours en ligne à partir d'un autre pays que l'Ukraine, le Conseil ne peut que considérer celui-ci comme établi.

Dès lors, par son argumentation développée dans le premier grief du moyen, la partie requérante se borne, en toute hypothèse, à prendre le contre-pied de la motivation de l'acte attaqué, et tente d'amener le Conseil à substituer sa propre appréciation des éléments de la cause à celle de la partie défenderesse, -ce qui ne saurait être admis, au vu de ce qui est rappelé supra quant au contrôle exercé in casu par le Conseil-, sans toutefois démontrer l'existence d'une erreur manifeste d'appréciation dans le chef de cette dernière.

Partant, la décision attaquée doit être considérée comme suffisamment et valablement motivée, et les griefs tirés d'une motivation lacunaire et stéréotypée ou ne prenant pas en compte l'ensemble des éléments du dossier, ne peuvent être suivis ».

CCE arrêt 343256 du 23/03/2026

procédure CCE

Annulation

nationalité

Somalie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Weigering afgifte visa lang verblijf – vernietiging – gezinshereniging met moeder (erkend vluchteling) – verzoekers zijn een tweeling van vier jaar oud – (oud) artikel 10, §1, eerste lid, 4° van de Vreemdelingenwet – bewijsregeling in artikel 12bis, §§5 en 6 van de Vreemdelingenwet – geen gelegaliseerde documenten voorgelegd – mogelijkheid van een DNA-onderzoek – opstart van DNA-onderzoek lijkt evenwel afhankelijk gesteld te worden van een document dat stelt dat de moeder (referentiepersoon) over het hoederecht beschikt van de kinderen – dergelijke voorwaarde staat niet in de wet – beslissingen werden genomen, zonder dat betrokkenen werden gehoor en zonder eerst over te gaan tot de voorgestelde DNA-onderzoeken – schending van artikel 12bis, §2, derde en vijfde lid en §6 van de Vreemdelingenwet

Verzoekers verzochten het bestuur in casu om de afgifte van een visum type D voor de tweeling M.A.S. en Mu.A.S. teneinde verzoekster, van wie zij stellen dat zij hun moeder is, in België te vervoegen die alhier werd erkend als vluchteling. Zij beriepen zich aldus op een recht op verblijf van meer dan drie maanden overeenkomstig artikel 10, § 1, eerste lid, 4° van de Vreemdelingenwet. Beide partijen zijn het erover eens dat de toepasselijke Vreemdelingenwet, deze is van voor de wetswijziging door de wet van 18 juli 2025.

De gemachtigde weigert de visumaanvragen, en bijgevolg het verblijfsrecht van meer dan drie maanden, in hoofdzaak omdat de voorgelegde documenten niet zijn gelegaliseerd, de registratie van de geboorteakten laattijdig is en omdat de namen van de kinderen op het certificaat van bevestiging van identiteit en de geboorteakten niet volledig gelijklopend zijn. Hij geeft evenwel aan dat het bewijs van afstamming kan geleverd worden door een DNA-test en dat, indien de resultaten positief zijn, deze kunnen worden ingeroepen *“als bewijs van afstamming ter staving van een nieuwe beslissing”*.

[...]

Echter, zelfs indien de gemachtigde de voorgelegde geboorteakten en ander certificaten niet aanvaardt, dan nog blijkt dat die voorliggende situatie wordt geregeld in artikel 12bis, §§ 5 en 6 van de Vreemdelingenwet. Artikel 12bis, § 6 van de Vreemdelingenwet biedt de mogelijkheid over te gaan tot een onderhoud met de vreemdeling en de vreemdeling die vervoegd wordt of voor te stellen om een aanvullende analyse te laten uitvoeren.

In casu blijkt vooreerst inderdaad niet dat de gemachtigde heeft rekening gehouden met de verklaringen van verzoekster in haar procedure in het kader van het verzoek om internationale bescherming (hierna: het VIB). Uit stuk 55 in het administratief dossier, meer bepaald de *“verklaring betreffende procedure”* bij de Dienst Vreemdelingenzaken, blijkt dat verzoekster deze kinderen ook heeft vermeld. Er blijkt evenmin dat de gemachtigde in het licht van de cascadereregeling, zoals voorzien in artikel 12bis van de Vreemdelingenwet, is overgegaan (of heeft laten overgaan) tot een onderhoud aangaande het vastgestelde verschil in samenstelling van de achternaam tussen beide voorgelegde certificaten.

In casu blijkt dat wat betreft de bijkomende analyse, zijnde de DNA-test, de gemachtigde dit, blijkens de bestreden beslissingen, zelf aangewezen acht. Toch verwierp de gemachtigde reeds op 7 oktober 2025 de visumaanvragen en stelt hij dat dit bewijs, indien positief, kan worden voorgelegd in het kader van een nieuwe beslissing. Verzoekers voeren aan dat indien de gemachtigde een DNA-test wil uitvoeren, dit dient te gebeuren binnen de termijn die voorzien is voor de aanvraag gezinshereniging en niet na een weigeringsbeslissing. Hoewel de gemachtigde blijkens artikel 12bis, § 6 van de Vreemdelingenwet bij het ontbreken van officiële of andere geldige bewijzen niet verplicht is om over te gaan tot een onderhoud of bijkomend onderzoek, blijkt uit de vermelding in de bestreden beslissingen dat de gemachtigde zelf aanstuurt op het uitvoeren van de DNA-test in het kader van een bij de FOD Buitenlandse zaken aangespannen procedure en dat de gemachtigde de bloedverwantschap vermoedt. Overeenkomstig de cascadereregeling van artikel 12bis, §§ 5 en 6 van de Vreemdelingenwet heeft de gemachtigde aanvaard dat verzoekers de mogelijkheid moeten kunnen krijgen om de verwantschap aan te tonen door middel van aanvullende analyses, in casu DNA-onderzoeken.

De gemachtigde leek de opstart van de DNA-onderzoeken evenwel afhankelijk te stellen van het voorafgaand voorleggen van een document dat stelt dat verzoekster over het hoederecht beschikt over de betrokkene. De enige juridische grondslag die in de bestreden beslissing wordt vermeld, is evenwel artikel 10 van de Vreemdelingenwet. Uit

deze bepaling kan niet worden afgeleid dat een DNA-onderzoek slechts kan worden uitgevoerd nadat er eerst een bijkomend document aangaande het hoederecht is voorgelegd. Hoe dan ook stelt de Raad vast dat de gemachtigde voorafgaandelijk aan de zitting de informatie heeft overgemaakt dat ondertussen het akkoord werd gegeven om te starten met de DNA-procedures.

Verder kan de Raad verzoekers volgen waar zij stellen dat de aanzet om een DNA-test te laten afnemen haaks staat op het feit dat de weigeringsbeslissingen al zijn genomen. Er staat immers in artikel 11, § 1, tweede lid van de Vreemdelingenwet dat in het geval van de familieleden van een erkende vluchteling, met wie de bloed- of aanverwantschapsbanden al bestonden vóór hij het Rijk betrad, de beslissing niet uitsluitend mag worden gebaseerd op het ontbreken van officiële documenten die de bloed- of aanverwantschapsbanden aantonen. In casu worden de bestreden beslissingen nochtans, zonder voorafgaandelijk onderhoud en zonder voorafgaandelijke DNA-testen, wel gesteund op het feit dat de voorgelegde documenten, om drie redenen, niet worden aangenomen.

Er blijkt in casu ook dat de gemachtigde nog de tijd had om die DNA-testen te laten uitvoeren voor het nemen van de weigeringsbeslissingen, nu de aanvragen volgens het administratief dossier werden ingediend op 16 januari 2025. Volgens artikel 12bis, § 2, derde lid van de Vreemdelingenwet wordt de beslissing met betrekking tot de toelating tot verblijf ten laatste negen maanden volgend op de datum van indiening van de aanvraag, zoals bepaald in het tweede lid, getroffen en ter kennis gebracht en kan blijkens artikel 12bis, § 2, vijfde lid van de Vreemdelingenwet in bijzondere omstandigheden, die verband houden met het complexe karakter van de behandeling van de aanvraag, de minister of zijn gemachtigde deze termijn tweemaal, met een periode van drie maanden, verlengen.

In een dergelijke situatie is het dan ook onzorgvuldig om reeds weigeringsbeslissingen te nemen, alvorens verzoekers te horen of laten horen en zonder eerst over te gaan tot de door de gemachtigde voorgestelde DNA-onderzoeken.

Een schending van artikel 12bis §2, derde en vijfde lid iuncto §6 van de Vreemdelingenwet wordt in de aangegeven mate aangenomen.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Somalie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Weigering afgifte visum lang verblijf – vernietiging – gezinshereniging met echtgenote (erkend vluchteling) – artikel 74/21 van de Vreemdelingenwet – fraus omnia corrumpit – referentiepersoon, de echtgenote, is zelf als minderjarige via een humanitair visum naar België gekomen met haar familie – haar moeder had een celibaatsattest voorgelegd – humanitair visum werd toegekend omdat ongetrouwd, minderjarig kind niet alleen kon achterblijven – uit huidige visumaanvraag blijkt echter dat referentiepersoon, ondanks minderjarigheid, wel degelijk al getrouwd was – fraude – verweerder stelt dat verzoeker geen gezinshereniging kan doen, nu blijkt dat huidig huwelijksattest in strijd is met eerder voorgelegd celibaatsattest – vorige visumaanvraag werd echter geregeld door moeder van referentiepersoon – intentioneel element van bedrog door “*persoon bij wie vreemdeling zich voegt*” – tijdens VIB heeft referentiepersoon ook verklaard dat zij werd uitgehuwelijkt door haar tante en dat zij een tweeling heeft gekregen – geen rekening gehouden met deze verklaringen – ook geen rekening gehouden met gegeven dat referentiepersoon momenteel een ‘sterker’ verblijfsrecht heeft als erkend vluchteling dan met een humanitair visum – schending zorgvuldigheidsbeginsel juncto artikel 74/21 van de Vreemdelingenwet

Zoals blijkt uit de bestreden beslissing, heeft de gemachtigde vastgesteld dat verzoeker in functie van zijn echtgenote, zijnde de referentiepersoon, een visumaanvraag heeft ingediend op 16 januari 2025 waarbij een huwelijkscertificaat werd voorgelegd waarop als huwelijksdatum wordt vermeld 3 oktober 2020. Dit terwijl de te vervoegen persoon “zelf” op 7 februari 2022 een visumaanvraag zou ingediend hebben om samen met de rest van haar gezin haar broer te vervoegen in België. Destijds werd bij de visumaanvraag van 7 februari 2022 een document voorgelegd, gedateerd op 15 november 2021, dat stelt dat de moeder van de referentiepersoon heeft verklaard dat haar dochter op dat moment ongehuwd was. Dit was destijds onder meer doorslaggevend voor de toekenning van het humanitair visum, opdat ze als ongehuwd kind niet alleen zou achterblijven in Somalië. Thans moest de gemachtigde evenwel vaststellen dat de Somalische huwelijksakte melding maakt van een huwelijk van 3 oktober 2020 met verzoeker, zijnde meer dan een jaar vooraleer op 15 november 2021 het celibaatsattest werd opgesteld. Hieruit leidt de gemachtigde af dat het duidelijk is dat mevrouw, zijnde de referentiepersoon, valse documenten heeft gebruikt bij haar eigen aanvraag voor een humanitair visum. Volgens de gemachtigde is het administratieve dossier doordrongen van misleidende en valse informatie.

[...]

In casu kan niet redelijkerwijs ontkend worden dat het naast elkaar bestaan van een celibaatsattest opgemaakt op 15 november 2021 en een huwelijksakte aangaande dezelfde vrouw, zijnde de referentiepersoon, met vermelding van een huwelijk op 3 oktober 2020 niet met elkaar kunnen bestaan. De Raad stelt ook vast dat de desbetreffende stukken zich in het administratief dossier bevinden en dat deze “*testimony of proof of virginity*” van 15 november 2021 werd neergelegd met het oog op het verkrijgen van een humanitair visum voor de referentiepersoon, dat ook werd toegekend. De gemachtigde steunt de bestreden beslissing op het motief dat de referentiepersoon ‘valse documenten’ heeft gebruikt bij haar eigen aanvraag voor een humanitair visum. Hij gaat er dus van uit dat het celibaatsattest vals is.

Echter, zoals blijkt uit het voorgaande, dient een intentioneel element van bedrog te worden aangetoond “*door de persoon bij wie de vreemdeling zich voegt*”, vooraleer kan toepassing gemaakt worden van artikel 74/21, lid 1 van de Vreemdelingenwet. Daarbij stelt de Raad vast dat de gemachtigde in casu inderdaad geen zorgvuldig onderzoek gevoerd heeft van het administratief dossier alvorens te besluiten tot toepassing van artikel 74/21 van de Vreemdelingenwet. Zo blijkt vooreerst, zoals verzoeker terecht aanstipt, uit de “*testimony of proof of virginity*” van 15 november 2021, dat die getuigenis werd afgelegd door de moeder van de referentiepersoon, daar de referentiepersoon op het ogenblik van het verzoek om een humanitair visum nog minderjarig was. Indien er sprake zou zijn van een valse verklaring, hetgeen om onderstaande reden ook niet aangetoond is, dan nog zou deze afgelegd zijn door de moeder van de referentiepersoon. Deze eventuele valse verklaring kan niet aangerekend worden aan de referentiepersoon zelf, die blijkens het administratief dossier op dat moment nog minderjarig was en geen verklaring heeft afgelegd. De eventuele valse verklaring, die heeft aanleiding gegeven tot het celibaatsattest, werd dus niet afgelegd door de persoon

bij wie de vreemdeling zich voegt, zijnde de referentiepersoon. Eveneens blijkt uit het administratief dossier niet dat *"de te vervoegen persoon (...) "zelf" op 07/02/2022 een visumaanvraag indiende"*, zoals in de bestreden beslissing geformuleerd, doch wel dat haar moeder die visumaanvraag voor haar ondertekende.

Verder heeft de gemachtigde inderdaad geen rekening gehouden met de verklaringen van de referentiepersoon in het kader van haar verzoek om internationale bescherming, dat is uitgemond in een erkenning als vluchteling. Zo blijkt uit de 'vragenlijst CGVS' van 2 januari 2024, die zich in het administratief dossier bevindt, dat verzoekster inderdaad transparant verklaarde uitgehuwelijkt geweest te zijn door haar tante en een tweeling gekregen te hebben en dat *"mijn moeder (...) niets (weet) van mijn huwelijk en mijn zwangerschap"*, daar zij in die periode niet bij haar moeder verbleef. Zoals verzoeker terecht aanstipt, werden de verklaringen van verzoekster geloofwaardig geacht, nu zij op 7 juni 2024 werd erkend als vluchteling. Hieruit blijkt dat ook het intentioneel element in hoofde van de moeder niet zonder meer is aangetoond.

Verder heeft verzoeker ook terecht aangevoerd dat niet mag worden voorbijgegaan aan het feit dat het verblijfsrecht van de referentiepersoon niet louter steunt op het destijds toegekende humanitair visum, maar dat de referentiepersoon een sterker verblijfsrecht heeft op grond van haar erkenning als vluchteling. Bijgevolg, zelfs indien de Raad het motief kan volgen in de bestreden beslissing dat dit celibaatsattest destijds zal bijgedragen hebben aan de toekenning van het humanitair visum, moet vastgesteld worden dat de referentiepersoon op het ogenblik van de bestreden beslissing beschikte over de status als vluchteling, die werd verkregen op basis van verklaringen waarin onder meer werd aangehaald dat zij als kind werd uitgehuwelijkt en haar moeder van dit huwelijk en de zwangerschap niet op de hoogte was. Er blijkt eveneens uit de visumaanvraag van verzoeker, die zich in het administratief dossier bevindt, dat die werd ingediend voor *"family reunification with a protected foreigner (refugee/subsidiary protection)"*, en dus in zijn hoedanigheid als echtgenoot van een erkende vluchteling.

procédure CCE
Annulation
acte attaqué
ANNEXE 13
composition du siège
1 juge

acte attaqué
ANNEXE 13sexies
nationalité
Albanie
dictum arrêt
Annulation

Bijlage 13 + bijlage 13sexies – vernietiging – schending hoorplicht – verweerder heeft bestreden beslissingen getroffen onmiddellijk na de loutere afgifte van een (door de verzoeker nog in te vullen) schriftelijk formulier hoorrecht en voordat verzoeker een redelijke kans heeft gekregen om dit formulier in te vullen en terug te bezorgen – feit dat het aanhoudingsmandaat reeds werd opgeheven op de dag van de afgifte van het formulier hoorrecht, houdt geen overmacht in die verweerder toelaat de beslissingen te nemen zonder te voldoen aan de hoorplicht – verweerder kon verzoeker ook mondeling horen – verzoeker heeft geen enkele duiding kunnen geven omtrent actuele gezinssituatie

De verzoeker beroept zich onder meer op een schending van het hoorrecht als algemeen beginsel van behoorlijk bestuur

[...]

De verplichting om de betrokkene te horen alvorens over te gaan tot de afgifte van een verwijderingsmaatregel en een inreisverbod met Europese dimensie zit bovendien ook impliciet (doch niet formeel) vervat in de bepalingen van artikel 74/11 en 74/13 van de Vreemdelingenwet.

[...]

Om te kunnen voldoen aan de verplichting tot het voeren van een individueel onderzoek in het kader van de artikelen 74/11 en 74/13 van de Vreemdelingenwet, dient de betrokken vreemdeling derhalve voorafgaandelijk in staat te worden gesteld naar behoren en daadwerkelijk op te komen voor zijn belangen.

In de beide bestreden beslissingen wordt het volgende gesteld: *“Betrokkene werd op 22.08.2025 onder aanhoudingsmandaat opgesloten in de gevangenis en op 27.08.2025 werd het aanhoudingsmandaat al opgeheven onder voorwaarden. Een formulier hoorrecht werd aan de griffie overgemaakt op 26.08.2025, dit werd op 27.08.2025 door de griffie aan betrokkene overgemaakt. Gelet op deze korte termijn had hij nog niet de kans het ingevuld over te maken aan de Administratie.”*

De Raad erkent dat het hoorrecht de verweerder er niet toe verplicht om de betrokken vreemdeling mondeling te "horen" en dat het volstaat dat de betrokkene in de gelegenheid werd gesteld om nuttig zijn standpunt naar voor te brengen omtrent de te nemen beslissing(en), hetgeen ook schriftelijk kan (RvS 10 maart 2022, nr. 253.196; RvS 10 juni 2004, nr. 132.280). Bij het schriftelijk horen moet de verweerder er echter wel steeds over waken dat de betrokken vreemdeling daadwerkelijk in de mogelijkheid werd gesteld om de relevante elementen en standpunten kenbaar te maken. De handelswijze van de verweerder, die de betreden beslissingen heeft getroffen onmiddellijk na de loutere afgifte van een (door de verzoeker nog in te vullen) schriftelijk formulier en voordat de verzoeker een redelijke kans heeft gekregen om dit formulier in te vullen en terug te bezorgen, houdt een miskenning in van de hoorplicht als algemeen beginsel van behoorlijk bestuur. Dat het aanhoudingsmandaat reeds werd opgeheven op de dag van de afgifte van het formulier hoorrecht, houdt geen overmacht in die de verweerder toelaat de beslissingen te nemen zonder te voldoen aan de hoorplicht. De verweerder kon de verzoeker alsdan immers ook mondeling horen. Uit de stukken van het administratief dossier blijkt dat dit niet is gebeurd en de verweerder zet noch in de bestreden akte, noch in de nota met opmerkingen uiteen waarom het niet mogelijk was om de verzoeker alsnog mondeling te horen dan wel om te wachten met het nemen van enige beslissing totdat de verzoeker daadwerkelijk en redelijkerwijze de kans had gekregen om het formulier hoorrecht ingevuld terug te bezorgen.

Een schending van de hoorplicht is bijgevolg aangetoond.

Het verweer in de nota met opmerkingen doet hieraan geen afbreuk. Het is met name niet betwist dat de verzoeker op 27 augustus 2025 het formulier hoorrecht heeft ontvangen en voor ontvangst heeft getekend [...]. Dit neemt echter niet weg dat de bestreden beslissingen diezelfde dag nog werden getroffen en dat hierbij uitdrukkelijk wordt erkend dat de verzoeker nog niet de kans had gekregen om het formulier ingevuld terug te bezorgen. Hierdoor beperkt de beoordeling van verzoekers gezinssituatie zich tot algemeenheden en tot de elementen die bleken uit een zeer gedateerd verzoekschrift van 5 februari 2019. Er valt niet in te zien hoe de gemachtigde op gefundeerde basis kon

oordelen dat *"Uit niks blijkt dat de situatie van betrokkene van die aard is dat deze aanleiding zou kunnen geven tot een positieve verplichting in hoofde van de Belgische overheid"* zonder enige recente concrete informatie te hebben ingewonnen over verzoekers actuele gezinssituatie in België.

Het enig middel is, in de aangegeven mate, gegrond.

Deze vaststelling leidt tot de nietigverklaring van de beide bestreden beslissingen. Zoals uiteengezet in het enig middel, heeft het vastgestelde gebrek er immers toe geleid dat de verzoeker geen enkele duiding heeft kunnen geven omtrent zijn actuele gezinssituatie.

procédure CCE
Annulation
nationalité
Palestine
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
ANNEXE 25quater
composition du siège
1 juge
pays Dublin
Espagne

Bijlage 25quater – vernietiging – overdracht aan Spanje onder Dublin III-verordening – bijkomende specifieke kwetsbaarheid van minderjarige kinderen door aangeboren doofheid – geen enkele concrete motivering hierover in bestreden beslissing–verweerder kan zich niet zonder enige individuele motivering verschuilen achter de algemene vaststelling dat er geen medische attesten of andere objectieve elementen werden aangevoerd – zichtbaarheid cochlear implant –Bilaterale volledige doofheid gemakkelijk waarneembaar, ook voor niet medisch geschoolden – schending artikel 3 wet 29 juli 1991 in het licht van artikel 3 EVRM

Het blijkt en kan, gelet op deze motieven van de bestreden aktes, niet worden betwist dat de verzoekers de verweerder hebben ingelicht over het gegeven dat hun minderjarige kinderen H. en Ay. doof zijn geboren en dat zoon H. momenteel een hoorapparaat heeft. De verzoekers wezen er ook nadrukkelijk op dat zij niet aan Spanje wensen te worden overgedragen omdat hun minderjarige kinderen, gelet op hun aandoening, in België meer mogelijkheden hebben voor een adequate medische opvolging en steun. De kernvraag die zich thans stelt is of de verweerder in het kader van het vereiste onderzoek naar een mogelijke schending van artikel 3 van het EVRM bij overdracht aan Spanje, op afdoende gemotiveerde wijze, rekening heeft gehouden met de specifieke situatie van het gezin van de verzoekers, waarbij twee van de minderjarige kinderen specifieke medische noden hebben.

De Raad kan echter slechts vaststellen dat de bestreden beslissingen geen enkele concrete motivering bevatten omtrent het gegeven dat de minderjarige kinderen H. en Ay. (respectievelijk 7 en 1 jaar oud) door hun doofheid een bijkomende specifieke kwetsbaarheid vertonen, die verder gaat dan de kwetsbaarheid zowel van andere verzoekers om internationale bescherming als van minderjarige verzoekers om internationale bescherming die op basis van hun jonge leeftijd alleen reeds extra kwetsbaar zijn.

[.....]

Het algemene motief dat er geen medische attesten *“of andere objectieve elementen”* worden aangevoerd voor de tweede verzoekster of haar kinderen die leiden tot het besluit dat er *“in het geval van betrokkene”* (waarbij het enkelvoud wordt gehanteerd) sprake is *“van een ernstige mentale of lichamelijke aandoening en een daaruit volgende reëel en bewezen risico op een aanzienlijke en onomkeerbare achteruitgang van de gezondheidstoestand van de betrokkenen in geval van een overdracht en in die mate dat de overdracht een onmenselijke en vernederende behandeling in de zin van artikel 4 van het EU-Handvest zou impliceren”*, is eveneens een standaardmotivering waaruit niet kan blijken dat de doofheid van de kinderen H. en Ay. door de verweerder werd meegenomen in zijn beoordeling van de omstandigheden die eigen zijn aan de situatie van de minderjarige kinderen van de verzoekers. Bovendien blijkt uit de bij het verzoekschrift gevoegde medische attesten dat bij zoon H. reeds in 2024 een *cochlear implant* werd aangebracht, waarvan de zichtbaarheid evident is. Bilaterale volledige doofheid is overigens een aandoening die gemakkelijk, ook voor niet medisch geschoolden, waarneembaar is. De verweerder kan zich dan ook, wat de doofheid van kinderen H. en Ay. betreft, niet zonder enige individuele motivering verschuilen achter de algemene vaststelling dat er, wat de kinderen betreft, geen medische attesten of andere objectieve elementen werden aangevoerd.

De Raad volgt om de voormelde redenen de verzoekers in hun kritiek dat er, wat betreft de aangeboren aandoening van hun kinderen H. en Ay., een zorgvuldiger onderzoek had moeten gebeuren in het licht van artikel 3 van het EVRM, dat een zo nauwkeurig mogelijk onderzoek vereist van de elementen waarvan men kennis had of zou moeten hebben. De specifieke kwetsbaarheid van deze minderjarige kinderen, als minderjarige asielzoekers met daarenboven specifieke noden gelet op hun doofheid, blijkt geen essentiële overweging, minstens een overweging, te hebben gevormd in de besluitvorming. De motieven van de bestreden beslissingen zijn op dit punt niet afdoende.

Een schending van artikel 3 van de wet van 29 juli 1991 in het licht van artikel 3 van het EVRM is aangetoond.

CCE arrêt 343195 du 20/03/2026

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Palestine
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
CG Irrec.-P.I. autre état membre UE
composition du siège
1 juge

Statushouder Griekenland - geldige AMKA - Er wordt een **bijzondere kwetsbaarheid** in hoofde van verzoeker vastgesteld: **huidaandoening** als gevolg van de erbarmelijke omstandigheden in Griekenland

Hoewel verzoeker in Griekenland over een geldige AMKA beschikte, blijkt uit zijn verklaringen dat hij na zijn erkenning als vluchteling in Griekenland geen effectieve toegang vond tot medische zorg. Uit zijn verklaringen blijkt dat verzoeker net meerderjarig was, dat hij samen met zijn broer Q. in Griekenland was maar er niet beschikte over een sociaal netwerk en dat hij er zonder succes zocht naar begeleiding om zich te navigeren door het zorgsysteem . (...)

Verzoekers bijzondere kwetsbaarheid blijkt verder uit de aanvullende nota neergelegd ter terechtzitting. Uit het medisch dossier, gevoegd bij de aanvullende nota, blijkt dat verzoeker nog steeds kampt met zijn huidaandoening en hiervoor behandeld wordt. Daarnaast blijkt hieruit dat verzoeker **psychische stress** heeft en dat er op 22 januari 2016 een verzoek om psychologische ondersteuning werd ingediend. Ter terechtzitting bevestigt verzoekers advocaat dat verzoeker op een wachtlijst voor psychologische begeleiding staat. Verweerder was niet aanwezig ter zitting en kon derhalve niet mondeling repliceren op deze aanvullende nota.

Het geheel van de voorliggende vaststellingen duidt dan ook op het bestaan van een bijzondere kwetsbaarheid in hoofde van verzoeker. Samengenomen met de verklaringen van verzoeker en zijn advocaat ter zitting, waar werd benadrukt dat verzoeker zijn land van herkomst heeft verlaten op minderjarige leeftijd, hij geen medische behandeling kreeg in Griekenland, er mishandeld werd door de politie en hij geen zelfredzaam profiel, noch een netwerk heeft in Griekenland, vormt de aanvullende nota, waar deze in het bijzonder betrekking heeft op de medische en psychologische situatie van verzoeker, een nieuw essentieel feitelijk gegeven. Uit de notities van het persoonlijk onderhoud kan niet blijken dat verzoeker actueel over een betekenisvol netwerk beschikt in Griekenland dat hem in staat zou kunnen stellen om, in geval van terugkeer naar Griekenland, het hoofd te bieden aan de moeilijkheden waarmee hij na haar terugkeer naar Griekenland te maken kan krijgen voor de toegang tot de gezondheidszorg, de arbeidsmarkt, de sociale bijstand en de huisvesting. In de huidige stand van zaken en gelet op het voorgaande kan niet zonder verder onderzoek bevestigd worden dat bij verzoeker geen sprake is van een bijzondere kwetsbaarheid die hem verhindert zijn rechten als statushouder te doen gelden. Verder onderzoek nodig.

Bestreden beslissing in hoofde van verzoeker broer wordt eveneens vernietigd: A 343196

CCE arrêt 343194 du 20/03/2026

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Palestine
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
CG Irrec.-P.I. autre état membre UE
composition du siège
1 juge

Statushouders Griekenland - **gezin met minderjarige kinderen**

Er dient te worden benadrukt dat het onderzoek van het beschermingsverzoek ingediend door verzoekers zich niet kan beperken tot een beoordeling van hun levensomstandigheden in Griekenland als statushouders voor hun vertrek uit deze lidstaat maar dat de voorzienbare levensomstandigheden in geval van terugkeer naar deze lidstaat in aanmerking moeten worden genomen worden, rekening houdend met hun individuele omstandigheden.

Uit de notities van de persoonlijke onderhouds kan niet blijken dat verzoekers actueel over een betekenisvol **netwerk** beschikken in Griekenland dat hen in staat zou kunnen stellen om, in geval van terugkeer naar Griekenland, het hoofd te bieden aan de moeilijkheden waarmee zij na hun terugkeer naar Griekenland te maken kunnen krijgen voor de toegang tot de gezondheidszorg, de arbeidsmarkt, de sociale bijstand en de huisvesting. Samengenomen met beide verzoekers' verklaringen ter zitting, waar onder meer uitdrukkelijk wordt gewezen op de situatie van hun minderjarige kinderen, de procedure om een duplicaat van de ADET te verkrijgen in Griekenland en het feit dat verzoekers niet over een actieve AFM en AMKA beschikken, vormen de door verzoekers neergelegde aanvullende nota's, waaruit een psychologische fragiliteit in hoofde van verzoeker (en in mindere mate van verzoekster) blijkt, een **nieuw essentieel feitelijk gegeven**. In de huidige stand van zaken en gelet op het voorgaande kan niet zonder verder onderzoek bevestigd worden dat bij verzoekers en hun gezin geen sprake is van een bijzondere kwetsbaarheid die hen verhindert hun rechten als statushouder te doen gelden.

Bovendien heeft verzoekers' zoon M. de Belgische nationaliteit en heeft hij geen internationale beschermingsstatus in Griekenland en worden er aanwijzingen bijgebracht van een psychologische fragiliteit in hoofde van verzoekers

Verder en gedegen onderzoek door de beslissingsautoriteit is aangewezen.

CCE arrêt 343186 du 19/03/2026

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Palestine
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
CG Irrec.-P.I. autre état membre UE
composition du siège
1 juge

Bestreden beslissing: VIB niet-ontvankelijk, reeds IB in andere EU-lidstaat: verzoekster + 3 minderjarige kinderen werden erkend in Griekenland - geldige ADET.

Individueel onderzoek bijzondere kwetsbaarheid:

- alleenstaande moeder met 3 jonge kinderen; psychologische problemen (gestaafd)
- Artikel 57/1, 1: VIB wordt geacht eveneens te zijn ingediend namens de kinderen - hoger belang van het kind.
- Bespreking informatie administratieve obstakels AMKA - toegang tot gezondheidszorg

Voldoende elementen aangebracht die de toepassing van artikel 57/6, §3, eerste lid, 3° van de Vreemdelingenwet verhinderen.

Beoordeling ten aanzien van land van herkomst, ten volle rekening houdend met de erkenningsbeslissing in Griekenland.

Verzoekster verklaarde tijdens het persoonlijk onderhoud dat zij niet bij UNRWA geregistreerd is, sinds november 2016 gehuwd is met een Palestijnse man die in Saoedi-Arabië geboren is, dat zij zich bij hem voegde in Saoedi-Arabië tussen 2017 en 2021 maar daarna terugkeerde naar Gaza, dat hij nog steeds in Saoedi-Arabië verblijft en dat haar kinderen in Saoedi-Arabië geboren zijn. In de bestreden beslissing wordt de nood aan internationale bescherming van verzoekster en haar drie minderjarige kinderen niet onderzocht en beoordeeld ten aanzien van Gaza en evenmin ten aanzien van Saoedi-Arabië, waar verzoekster vier jaar verbleven heeft, haar drie kinderen geboren zijn en haar echtgenoot nog steeds zou verblijven. De documenten betreffende de beslissing van de Griekse autoriteiten om verzoekster als vluchteling te erkennen en de elementen die deze beslissing ondersteunen die zich in het administratief dossier bevinden zijn in het Grieks opgesteld en zijn niet vertaald, zodat de Raad geen kennis kan nemen van de inhoud ervan. Het rechtsplegingsdossier bevat verder ook geen objectieve landeninformatie die de Raad zouden toelaten de nood aan internationale bescherming van verzoekster en haar drie minderjarige kinderen in het licht van de artikelen 48/3 en 48/4 van de Vreemdelingenwet zelf naar behoren te onderzoeken en beoordelen. Essentiële elementen ontbreken.

CCE arrêt 343168 du 19/03/2026

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Indéfini

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-P.I. autre état membre UE

composition du siège

1 juge

Statushouders Griekenland - ADET verstreken - bijzondere kwetsbaarheid - voorwaarden toepassing artikel 57/6, §3, eerste lid, 3° zijn niet langer vervuld - beoordeling ten aanzien van land van herkomst, ten volle rekening houdend met beslissing Griekenland en elementen die deze ondersteunen (HvJ C-753/22).

Uit verzoekers documenten blijkt dat hij UNRWA geregistreerd is. Uit informatie blijkt dat UNRWA niet langer in staat is mandaat uit te oefenen.

Uit de notities van het persoonlijk onderhoud blijkt dat verzoeker enkel een aantal vragen werden gesteld over zijn UNRWA registratie maar verder niet werd gehoord door de commissaris-generaal met betrekking tot de redenen voor zijn vertrek uit Gaza en zijn activiteiten aldaar, zodat hierover geen enkele informatie voorligt. Het administratief dossier bevat verder geen documenten met betrekking tot de elementen die de beslissing van de Griekse autoriteiten die hebben geleid tot de toekenning van internationale bescherming hebben ondersteund. De "aanvraag derde landen" die aan de Griekse autoriteiten werd gericht bleef onbeantwoord.

Essentiële elementen ontbreken.

CCE arrêt 343185 du 19/03/2026

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Palestine

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-P.I. autre état membre UE

composition du siège

1 juge

Statushouders Griekenland - moeder met 2 minderjarige kinderen, IB in Griekenland - geldige ADET - hoger belang van het kind - bijzondere kwetsbaarheid - medische en psychologische problemen

Toepassing artikel 57/6, §3, eerste lid, 3° wordt verhinderd.

Beoordeling ten aanzien van land van gewoonlijk verblijf, ten volle rekening houdend met beslissing Griekenland en elementen die die beslissing ondersteunen (HvJ C-753/22).

Uit het administratief dossier blijkt dat verzoekster niet werd gehoord met betrekking tot de redenen voor haar vertrek uit haar land van herkomst. De documenten betreffende de beslissing van de Griekse autoriteiten om verzoekster als vluchteling te erkennen en de elementen die deze beslissing ondersteunen, die zich in het administratief dossier bevinden zijn in het Grieks opgesteld en zijn **niet vertaald**, zodat de Raad geen kennis kan nemen van de inhoud ervan.

CCE arrêt 343112 du 19/03/2026

procédure CCE

Annulation

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

OQT (art 13 §3) – rétroactes : demande de renouvellement de séjour étudiant a été jugée irrecevable par l'administration communale sur la base de l'art 103 §4 de l'AR (document manquant) – la PR n'a pas attaqué cette décision – PR : la décision d'irrecevabilité doit être écartée en application de l'art 159 de la Constitution notamment parce que l'art 103.1 de l'AR excède le cadre légal de l'article 61/1/2 et suivants + demande question préjudicielle puisque la Directive ne prévoit pas cette sanction lorsqu'un document de la demande est manquant → si cette décision est écartée la demande de renouvellement est toujours pendante et la PD ne pouvait prendre l'AA – CCE : l'argumentation ne vise pas l'AA – en tout état de cause, même si la décision d'irrecevabilité devait être écartée, la prise d'un OQT serait possible puisque la PR n'était autorisée au séjour que jusqu'au 31 octobre 2023 + JP CE : En dehors du délai de recours, la légalité d'un acte individuel ne peut être contestée devant le juge administratif, même par la voie incidente, en application de l'article 159 de la Constitution, l'objectif étant de préserver la sécurité et la stabilité des relations juridiques – sur l'arg. selon lequel le principe de légalité doit primer sur le principe de sécurité juridique, dans la mesure où ces propos ne sont pas étayés, ils ne peuvent être suivis – question préjudicielle non nécessaire - rejet.

"3.2. En l'occurrence, le Conseil observe que la partie défenderesse a motivé la décision en précisant que :

« *Considérant que l'intéressée n'est plus autorisée au séjour sur le territoire belge depuis le 01.11.2023 (date d'expiration de sa carte A) ; Considérant que la demande de renouvellement du titre de séjour temporaire pour études (carte A) de l'intéressée pour l'année académique 2023-2024 a fait l'objet d'une décision d'irrecevabilité (annexe 29) en date du 28.11.2023* ».

Ce motif n'est pas valablement contesté par la partie requérante en sorte qu'il doit être considéré comme établi. Partant, il y a lieu de considérer la décision attaquée comme suffisamment et valablement motivée à cet égard.

3.3. En effet, force est de constater que les trois premières branches du moyen visent en réalité à contester la décision d'irrecevabilité de la demande de renouvellement du titre de séjour du 28 novembre 2023, laquelle est désormais devenue définitive et n'est pas visée par le présent recours. Partant, l'argumentation de la partie requérante à cet égard ne peut être suivie.

3.4. En tout état de cause, quant à la première branche du moyen, le Conseil n'en perçoit pas la pertinence dans la mesure où, même si la décision d'irrecevabilité de la demande de renouvellement de séjour venait à être écartée en vertu de l'article 159 de la Constitution, la partie défenderesse pourrait toujours constater que la requérante n'est pas/plus autorisée au séjour étant donné qu'elle était autorisée au séjour jusqu'au 31 octobre 2023 seulement.

Le Conseil précise également que :

« [...] *Par définition, le moyen qui invoque l'article 159 de la Constitution n'allègue pas la violation de cette disposition elle-même, mais bien l'illégalité de l'acte attaqué découlant de celle de l'acte dont il est demandé d'écarter l'application. L'assemblée générale de la section du contentieux administratif du Conseil d'État, confirmant la jurisprudence unanime et constante, rappelle, dans son arrêt n° 234.035 du 4 mars 2016, qu' "hors le cas d'une opération complexe qui ne se justifie pas en l'espèce, un acte administratif individuel [...] devient définitif s'il n'a pas fait l'objet d'un recours en annulation devant lui dans le délai de soixante jours prévu par le règlement général de procédure. En dehors de ce délai, la légalité de cet acte ne peut pas être contestée devant le juge administratif, même par la voie incidente, en application de l'article 159 de la Constitution, l'objectif étant de préserver la sécurité et la stabilité des relations juridiques. Il en résulte que [...] le Conseil d'État ne peut plus vérifier la légalité de la décision [individuelle] dès lors que cette décision est devenue définitive"* »**[1]**.

Le Conseil rappelle que, comme le reconnaît la partie requérante dans sa requête, aucun recours n'a été introduit contre la décision d'irrecevabilité de la demande de renouvellement de séjour du 28 novembre 2023, en sorte qu'elle est devenue définitive.

Le Conseil observe que la partie requérante affirme que le principe de légalité doit primer sur le principe de sécurité juridique. Dans la mesure où ces propos ne sont pas étayés, ils ne peuvent être suivis.

Ensuite, le Conseil relève que la partie requérante reproche à la partie défenderesse de ne pas avoir précisé, dans la décision d'irrecevabilité, quel était le document manquant justifiant la décision. A cet égard, le Conseil observe que la partie requérante ne conteste pas avoir reçu une invitation à transmettre un engagement de prise en charge légalisé en sorte qu'elle savait précisément quel document était attendu de la partie défenderesse. Le Conseil précise également que les reproches concernant la durée de la procédure de légalisation de l'engagement de prise en charge visent en réalité l'Ambassade de Belgique à Paris, laquelle n'est pas à la cause.

Le Conseil note enfin que la partie requérante allègue la disproportionnalité de la décision d'irrecevabilité susvisée mais qu'elle n'étaye pas ses propos en sorte que l'argumentation ne peut être suivie.

Enfin, concernant la question préjudicielle proposée, le Conseil observe que la partie requérante ne précise pas en quoi cette question est nécessaire au dossier en sorte que le Conseil n'en perçoit pas l'intérêt.

Dans sa deuxième branche, la partie requérante ne peut être suivie lorsqu'elle affirme que la partie défenderesse a été saisie, par le biais du courrier « droit à être entendu » de la requérante, d'une demande de renouvellement de l'autorisation de séjour. En effet, force est de constater qu'il s'agissait uniquement d'une demande de révision d'une décision déjà prise, soit la décision d'irrecevabilité du 28 novembre 2023. En outre, le Conseil observe que la prétendue demande n'a pas été introduite conformément à l'article 61/1/2 de la loi du 15 décembre 1980, lequel indique que :

« Le ressortissant de pays tiers autorisé au séjour en qualité d'étudiant, conformément à l'article 61/1/1, § 3, et qui souhaite continuer à séjourner en cette qualité doit se présenter à l'administration communale du lieu de sa résidence pour demander le renouvellement de son titre de séjour au plus tard quinze jours avant la fin de son séjour ».

Enfin, dans sa troisième branche, la partie requérante ne démontre pas qu'elle a fait l'objet d'une différence de traitement. Si elle invoque effectivement un dossier dans lequel la partie défenderesse a accepté de revoir sa décision, force est de constater que la partie requérante reste en défaut de démontrer qu'elle se trouvait dans la même situation que le requérant auquel elle fait référence.

Enfin, quant à la violation du principe de légitime confiance, le Conseil rappelle que ce dernier implique que l'administré doit pouvoir se fier à une ligne de conduite adoptée par l'administration, qui est tenue de respecter les promesses ou les attentes que son attitude a fait naître. En l'occurrence, le Conseil n'aperçoit aucun élément au dossier administratif permettant de conclure que la partie défenderesse aurait au préalable fourni à la requérante des assurances précises susceptibles de faire naître dans son chef des espérances fondées, de sorte que cette articulation du moyen manque en fait."

[1] C.E., 28 octobre 2022, n° 254 947.

CCE arrêt 343046 du 19/03/2026

procédure CCE

Annulation

nationalité

Indéfini

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 17

composition du siège

1 juge

Annexe 17 (refus statut résident longue durée) – Faits : PR titulaire d’une carte S de 2018 à 2023 (carte d’identité spéciale délivrée par le SPF Affaires étrangères sur la base de l’art 4, 3° de l’AR du 30/10/1991) – ensuite séjour 9bis de 2023 À 2025 AA : demande prématurée – art 4 AR 30/10/1991 « stipule que le droit au séjour n’est ouvert que pour la durée de l’affectation, de la mission ou de la formation » => finalité du séjour autorisé sous carte S est strictement limitée dans le temps - entre dans le champ des séjours temporaires exclus du calcul de la durée visée à l’article 15bis – séjour ne permettait pas l’établissement durable et ne peut être pris en compte dans le calcul de la durée de séjour exigée pour l’acquisition du statut de résident de longue durée + cite arrêt Singh CJUE - séjour 9bis trop court – CCE : erreur dans l’AA sur l’intitulé de l’AR + référence faite à l’article jugé pertinent est erronée + AR 30/10/1991 ne contient pas l’art 4 tel que cité dans l’AA – motif AA s’appuie expressément sur ces considérations et revêt un caractère déterminant – jurisprudence CJUE ne peut suffire seule – en ce que la PD considère que l’intro d’une demande 9bis démontrerait que son droit de séjour a été interrompu : motif ne trouve pas d’appui dans la loi / AR – ne peut justifier AA à lui seul – Annulation.

« 3.1. L’acte attaqué expose que le caractère temporaire du séjour, qui exclurait la partie requérante du régime prévu à l’article 15bis de la loi du 15 décembre 1980, est inhérent au régime juridique de la carte S qui lui avait été délivrée. Pour parvenir à cette conclusion, la partie défenderesse se fonde sur deux dispositions de « l’arrêté royal du 30 octobre 1991 relatif à la délivrance gratuite de cartes d’identité spéciales à certaines catégories d’étrangers » (*sic* - lire : l’arrêté royal du 30 octobre 1991 relatif aux documents de séjour en Belgique de certains étrangers). Elle évoque d’abord l’article 1^{er}, 3° (*sic* - lire : l’article 4, 3°) de cet arrêté, lequel prévoirait expressément que ces cartes peuvent être délivrées aux officiers admis en stage dans le Royaume, puis l’article 4 du même règlement qui stipulerait « *que le droit de séjour attaché à la carte spéciale ne vaut que pour la durée de l’affectation, de la mission ou de la formation* ».

Cependant, outre le fait que l’intitulé de l’arrêté n’est pas correct, le Conseil relève, d’une part, que la référence à l’article jugé pertinent par la partie défenderesse est erronée et, d’autre part, que l’arrêté royal du 30 octobre 1991 ne contient pas la disposition citée par l’acte attaqué, que ce soit à son article 4 ou ailleurs.

Or, le motif de rejet contenu dans l’acte attaqué s’appuie expressément sur ces considérations et revêt un caractère déterminant. La référence à la jurisprudence de la Cour de justice de l’Union européenne n’a pour vocation que d’étayer le point de vue de la partie défenderesse. Elle ne peut suffire à motiver seule l’acte attaqué.

3.2. La partie défenderesse considère également que l’introduction d’une demande d’autorisation de séjour fondée sur l’article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 démontrerait que le droit de séjour de la partie requérante a été interrompu. Un tel motif ne trouve d’appui ni dans la loi ni dans l’arrêté royal du 30 octobre 1991, de sorte qu’il ne peut justifier, à lui seul, l’acte attaqué.

3.3. Le Conseil déduit de ce qui précède que le motif déterminant tel que circonscrit *supra* méconnaît l’obligation de motivation visée au moyen et est entaché d’une erreur de droit. Le moyen est donc fondé.

Le Conseil n’estime pas nécessaire de poursuivre son contrôle de légalité dès lors que cette considération suffit à annuler l’acte attaqué.

3.4. Dans sa note d’observation, la partie défenderesse n’aborde pas l’argument de la partie requérante qui conduit à l’annulation de l’acte attaqué, de sorte que ladite note n’est pas de nature à renverser le constat du Conseil. »

procédure CCE
Annulation
nationalité
Tunisie
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
ANNEXE 20
composition du siège
1 juge
dictum arrêt
Rejet

OQT suivant une annexe 20 (refus RF fondé sur l’OP) – Moyen soulevé d’office – Absence de base légale pour le délai – AA : quitter le territoire dans les 30 jours - CCE rappelle l’art. 44ter, §2 de la Loi « *L’ordre de quitter le territoire délivré à un citoyen de l’Union ou à un membre de sa famille indique le délai endéans lequel il doit quitter le territoire du Royaume. Sauf en cas d’urgence dûment justifié, ce délai ne peut pas être inférieur à un mois à compter de la notification de la décision* » - CCE constate que l’OQT est ; conformément à l’art. 44ter, §1^{er} de la Loi ; fondé sur l’art. 7, alinéa 1^{er}, 1° ou 2° - PR estime que la PD a fait application de l’art. 74/14, §1^{er}, alinéa 1^{er} de la Loi alors que ce délai ne peut pas être inférieur à 1 mois – PD argue lors de l’audience que elle ne se réfère par à 74/14 de la Loi et que le délai de 1 mois prévu à l’art. 44ter, §2 a été respecté, il ne peut être déduit de l’application de l’art. 74/13 de la loi qu’elle aurait fait application de 74/14 – CCE estime que le délai pour quitter le territoire est, au vu de la formulation de l’OQT, fondé sur 74/14, §1^{er}, al 1^{er} même si cet article n’est pas formellement mentionné car : 1) Référence 74/13 donc appli par le PD d’une disposition applicable aux ressortissants d’un pays tiers à la PR, membre de la famille d’une ressortissante UE ; 2) Art. 44ter, §2, al. 1^{er} de la Loi dispose que « ce délai ne peut être inférieur à 1 mois » alors que 74/14 « décision d’éloignement prévoit un délai de 30 jours », l’AA mentionne « dans les 30 jours » ; 3) le fait que, conformément à l’art. 44ter, §1^{er} de la Loi, l’OQT soit fondée sur l’art. 7, al. 1^{er}, 1° ou 2° de la loi n’occulte pas le fait que cette disposition n’est pas mentionnée dans l’OQT – l’AA, ainsi motivé, doit être considérée comme dépourvu de toute base légale pertinente dès lors que la motivation de cet acte ne correspond pas à la réalité de la situation de la PR – L’erreur quant au fondement invoqué à une incidence sur le contenu de l’AA – Lors de l’audience, PD dit pas intérêt à cette question dès lors que la PR a pu bénéficier du délai de 30 jours qui est maintenant écoulé : CCE rappelle art. 44ter, §2 « Sauf en cas d’urgence dûment justifié, ce délai ne peut pas être inférieur à un mois à compter de la notification de la décision » - Donc a défaut de motiver un « cas d’urgence », le délai d’un mois pour quitter le territoire est un minimum, sans que la loi ne précise de durée maximale – Absence de base légale est une question d’OP - Annulation.

« 3.9 En ce qui concerne l’ordre de quitter le territoire.

3.10 Le Conseil rappelle que l’article 44ter de la loi du 15 décembre 1980 précise que : « Lorsqu'un citoyen de l'Union ou un membre de sa famille n'a pas ou n'a plus le droit de séjourner sur le territoire, le ministre ou son délégué peut lui donner un ordre de quitter le territoire, en application de l'article 7, alinéa 1er.

Lorsque le ministre ou son délégué envisage de prendre un ordre de quitter le territoire, il tient compte de la durée du séjour du citoyen de l'Union ou du membre de sa famille sur le territoire du Royaume, de son âge, de son état de santé, de sa situation familiale et économique, de son intégration sociale et culturelle dans le Royaume et de l'intensité de ses liens avec son pays d'origine.

§ 2. L'ordre de quitter le territoire délivré à un citoyen de l'Union ou à un membre de sa famille indique le délai endéans lequel il doit quitter le territoire du Royaume. Sauf en cas d'urgence dûment justifié, ce délai ne peut pas être inférieur à un mois à compter de la notification de la décision. Le délai visé à l'alinéa 1er peut être prolongé par le ministre ou son délégué lorsque :

1° le retour volontaire ne peut se réaliser dans ledit délai; ou

2° les circonstances propres à la situation de l'intéressé le justifient.

La demande visant à obtenir une prolongation du délai pour quitter le territoire du Royaume doit être introduite par le citoyen de l'Union ou le membre de sa famille auprès du ministre ou de son délégué ».

Le Conseil constate que la seconde décision attaquée mentionne que « [c]onformément à l’article 74/13 de la loi du 15/12/1980 sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers, la demande de la personne concernée a été examinée en tenant compte de sa vie familiale et de son état de santé. Vu que l’examen du dossier n’apporte aucun élément relatif à l’existence de problèmes médicaux chez la personne concernée; Vu que les intérêts familiaux de la personne concernée ne peuvent prévaloir sur le non-respect des conditions légales prévues à l’article

[sic] 43 et 45 de la loi du 15/12/1980. En effet, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a jugé que « les rapports entre les adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux » (Cour EDH arrêt Ezzouhdi n° 47160/99 du 13 février 2001). Les éléments du dossier n'établissent aucun lien de dépendance autres que les liens affectifs normaux avec son épouse. En outre, rien n'indique que la relation entre les membres de famille concernés ne peuvent se poursuivre en dehors du territoire belge. S'il le souhaite, il peut poursuivre sa relation et son éventuelle vie de famille en Tunisie ou ailleurs. Son épouse est de nationalité française et dispose d'un titre de séjour en Belgique. Elle peut donc quitter le territoire et y revenir légalement. Dès lors, en exécution de l'article 7, alinéa 1er, 1°, OU en exécution de l'article 7, alinéa 1er, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à la personne concernée de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours vu qu'elle n'est pas autorisée ou admise à y séjourner à un autre titre: la demande [sic] de séjour introduite [sic] le 15.09.2023, le 03.10.2024 et le 17.04.2025 en qualité de membre de famille d'un citoyen UE lui a [sic] été refusée [sic] ce jour. Elle séjourne donc en Belgique de manière irrégulière. [...] Si l'intéressé(e) ne se conforme pas à l'ordre de quitter le territoire dans le délai imparti, ou si cet ordre n'est pas prolongé par l'Office des étrangers, ou s'il ne remplit pas son obligation de coopérer, les services de police compétents peuvent se rendre à l'adresse de l'intéressé(e). Ils pourront alors vérifier et établir si la personne concernée a effectivement quitté le territoire dès l'expiration du délai de l'ordre de quitter le territoire ou de sa prolongation. Si la personne reste toujours à l'adresse, cela peut conduire à un transfert au commissariat de police et à une détention en vue ».

3.11.1 Le Conseil constate que l'ordre de quitter le territoire attaqué est, conformément à l'article 44ter, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, fondé sur l'article 7, alinéa 1er, 1°, ou 2°, de la loi du 15 décembre 1980.

3.11.2 Les parties ont été interrogées, lors de l'audience du 18 février 2026, sur le moyen d'ordre public relatif à l'absence de base légale du délai pour quitter le territoire, suite à l'arrêt interlocutoire n° 339 992 du 23 janvier 2026.

La partie requérante fait valoir que la seconde décision attaquée précise que le délai est de 30 jours et que la partie défenderesse a donc fait application de l'article 74/14, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 alors que ce délai ne peut pas être inférieur à un mois.

La partie défenderesse déclare que la seconde décision attaquée ne se réfère pas à l'article 74/14 de la loi du 15 décembre 1980 et que le délai d'un mois prévu à l'article 44ter, § 2, a été respecté. Elle précise qu'il ne peut être déduit de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 qu'elle aurait fait application de l'article 74/14 de la loi du 15 décembre 1980. Elle ajoute que l'arrêt interlocutoire du Conseil admet que la partie défenderesse a fait application de l'article 44ter, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980.

3.11.3 Le Conseil estime que le délai pour quitter le territoire est, au vu de la formulation de l'ordre de quitter le territoire attaqué, fondé sur l'article 74/14, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980, même si cet article n'est formellement pas mentionné.

En effet :

- la référence à l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 démontre l'application, par la partie défenderesse, d'une disposition applicable aux ressortissants d'un pays tiers à la partie requérante, membre de la famille d'une ressortissante de l'Union européenne ;

- l'article 44ter, § 2, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 dispose que « Sauf en cas d'urgence dûment justifié, ce délai ne peut pas être inférieur à un mois à compter de la notification de la décision » (le Conseil souligne) ; tandis que l'article 74/14 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que « § 1er. La décision d'éloignement prévoit un délai de trente jours pour quitter le territoire. [...] § 3. Il peut être dérogé au délai prévu au § 1er, quand : [...]. Dans ce cas, la décision d'éloignement prévoit soit un délai inférieur à sept jours, soit aucun délai ».

- Le fait que la seconde décision attaquée mentionne qu' « il est enjoint à la personne concernée de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours » (le Conseil souligne), signifie donc bien que c'est l'article 74/14 de la loi du 15 décembre 1980 qui a été appliqué ; le fait que, conformément à l'article 44ter, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, la seconde décision attaquée soit fondée sur l'article 7, alinéa 1er, 1°, ou 2°, de la loi du 15 décembre 1980, n'occulte pas le fait que cette disposition n'est pas mentionnée dans la seconde décision attaquée.

Or, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 24 février 2017, à savoir, le 29 avril 2017, l'article 44ter de la loi du 15 décembre 1980 doit être appliqué dans le cas de figure de la partie requérante, à savoir un membre de la famille d'un ressortissant de l'Union européenne qui n'a pas le droit de séjourner sur le territoire belge. Par conséquent, la seconde décision attaquée, ainsi motivée, doit être considérée comme dépourvue de toute base légale pertinente dès lors que la motivation de cet acte ne correspond pas à la réalité de la situation de la partie requérante. Le Conseil estime en outre que cette erreur quant au fondement invoqué a une incidence sur le contenu de l'acte administratif²⁶.

3.12 Lors de l'audience du 18 février 2026, la partie défenderesse souligne que la partie requérante n'a pas intérêt à cette question, dès lors qu'elle a pu bénéficier du délai de 30 jours qui est maintenant écoulé.

Cette argumentation n'est pas de nature à énerver les constats qui précèdent. En effet, l'article 44ter, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que « § 2. L'ordre de quitter le territoire délivré à un citoyen de l'Union ou à un membre de sa famille indique le délai endéans lequel il doit quitter le territoire du Royaume. Sauf en cas d'urgence dûment justifié, ce délai ne peut pas être inférieur à un mois à compter de la notification de la décision » (le Conseil souligne). Il en résulte qu'à défaut de motiver un « cas d'urgence », le délai d'un mois pour quitter le territoire est un minimum, sans que la loi ne précise de durée maximale.

3.13 Le Conseil constate par conséquent l'absence de base légale de la seconde décision attaquée et cette question est d'ordre public²⁷.

Par conséquent, il convient de soulever d'office le moyen d'ordre public, pris de l'absence de base légale adéquate de la décision attaquée, et d'annuler cet acte.

3.14 Il n'y a pas lieu d'examiner les dix-septième et dix-huitième branches du moyen unique, relatives à la seconde décision attaquée, qui, à les supposer fondées, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

Par ailleurs, l'argumentation développée dans la note d'observations de la partie défenderesse n'est pas de nature à énerver le raisonnement qui précède, lequel relève d'une question d'ordre public ».

CCE arrêt 343023 du 18/03/2026

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Palestine
dictum arrêt
Reconnaissance

acte attaqué
CG Irrec.-P.I. autre état membre UE
composition du siège
1 juge

Bestreden beslissing: VIB niet-ontvankelijk, IB in Griekenland.

Psychologische kwetsbaarheid van verzoekster (en dochters) wordt vastgesteld door de Raad - aanranding in opvangcentrum.

Verder kan uit de notities van het persoonlijk onderhoud niet blijken dat verzoekster actueel over een betekenisvol netwerk beschikt in Griekenland dat haar in staat zou kunnen stellen om, in geval van terugkeer naar Griekenland, het hoofd te bieden aan de moeilijkheden waarmee zij samen met haar dochters na hun terugkeer naar Griekenland te maken kan krijgen voor de toegang tot de gezondheidszorg, de arbeidsmarkt, de sociale bijstand en huisvesting. Dat verzoekster in het verleden in staat was om in Griekenland haar plan te trekken, zoals in de bestreden beslissing wordt gemotiveerd, doet geen afbreuk aan het feit dat verzoekster en haar dochters, onder meer en vooral door het incident waarbij A. in het opvangcentrum op achtjarige leeftijd seksueel werd aangerand door een meerderjarige medebewoner van het centrum, intussen een verhoogde kwetsbaarheid vertonen die maakt dat er ingeval van terugkeer naar Griekenland sprake moet zijn van een stabiel en betrouwbaar sociaal netwerk, zoals ook in het psychologisch attest van 9 december 2025 wordt aangehaald, om verzoekster en haar dochters in staat te stellen de moeilijkheden te overbruggen die zij bij een terugkeer in Griekenland zouden kunnen ondervinden. De Raad is van oordeel dat actueel een dergelijk netwerk ontbreekt, daar verzoekster er slechts beroep kon doen op mensen die zij niet kende, daar haar echtgenoot niet (langer) als een ondersteunende persoon kan worden beschouwd en daar haar familieleden zich in België en in Duitsland bevinden.

De Raad is van oordeel dat verzoekster en haar dochters buiten hun wil en hun persoonlijke keuzes om terecht zullen komen in een toestand van zeer verregaande materiële deprivatie bij terugkeer naar Griekenland.

> **Beoordeling ten gronde**, ten volle rekening houdend met beslissing van de Griekse autoriteiten en met de elementen die deze beslissing ondersteunen (Hof van Justitie 18 juni 2024, nr. C-753/22, QY t. Bondsrepubliek Duitsland, overweging 76).

Verzoekster toont een hoedanigheid als **UNRWA-vluchteling** uit de Gazastrook aan.

Na onderzoek van het feitenrelaas, zoals dit ook blijkt uit de bestreden beslissing, moet in deze zaak worden aangenomen dat de voorwaarden voor toekenning van de vluchtelingenstatus nog steeds vervuld zijn.

De bestreden beslissing dient derhalve te worden hervormd en verzoekster wordt **erkend als vluchteling in de zin van artikel 1, D van het Vluchtelingenverdrag**.

De commissaris-generaal die **niet is verschenen** en niet werd vertegenwoordigd ter terechtzitting, hoewel zij door de griffie van de Raad op de hoogte werd gebracht van zowel verzoeksters derde aanvullende nota als de datum van de terechtzitting van 4 februari 2026, wordt geacht in te stemmen met de vordering of het beroep. Door zo te handelen werd immers een essentiële fase bij de beroepsinstantie omzeild, wat niet zonder enige procedurele consequentie is.

CCE arrêt 343028 du 18/03/2026

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

9de VIB - aangevoerde vrees: militias in Irak en homoseksuele geaardheid - geaardheid werd voor het eerst aangehaald in 8ste VIB.

Op 1 juli 2021 stelt **Nansen** een **advies** op, specifiek naar aanleiding van verzoekers dossier. Zij werpen onder meer op dat verzoeker had moeten worden gehoord aangezien er een element van geaardheid wordt aangevoerd en dat de CGVS niet louter op grond van schriftelijke verklaringen kon besluiten tot de ongeloofwaardigheid ervan.

De CGVS heeft omstandig en duidelijk uiteengezet waarom de analyses van Nansen de eerdere bevindingen hieromtrent niet kan weerleggen.

Artikel 57/5ter, § 2 van de Vreemdelingenwet voorziet dat bij uitzondering kan worden besloten om geen **persoonlijk onderhoud** te organiseren (onder meer) wanneer de commissaris-generaal in het geval van een volgend verzoek om internationale bescherming van oordeel is dat zij een beslissing kan nemen op basis van een volledige bestudering van de door de verzoeker aan de minister of zijn gemachtigde verstrekte elementen, zoals bepaald in artikel 51/8 van de voormelde wet. Het feit dat er op het CGVS geen persoonlijk onderhoud heeft plaatsgevonden, belet de commissaris-generaal overeenkomstig het bepaalde in artikel 57/5ter, § 3 van de Vreemdelingenwet niet een beslissing te nemen over het (volgend) verzoek om internationale bescherming. Er is de Raad verder geen rechtsregel of -beginsel bekend op grond waarvan de verwerende partij verplicht zou zijn om de verzoeker die een volgend verzoek om internationale bescherming indient op basis van zijn seksuele oriëntatie, genderidentiteit, genderexpressie of sekskenmerken altijd te horen.

Wat betreft de **laattijdige melding** van verzoekers geaardheid: de argumentatie in het advies van Nansen, onder verwijzing naar het bijgevoegde profiel, dat personen die asiel aanvragen op basis van hun seksuele oriëntatie omwille van verschillende redenen moeilijkheden kunnen ondervinden om daarover in het begin van de procedure te spreken en mogelijk denken dat de eventuele andere redenen omwille waarvan zij hun land van herkomst dienden te verlaten voldoende zullen zijn om internationale bescherming te krijgen zonder te hoeven praten over hun geaardheid, is in casu allerm minst afdoend ter verklaring of verschoning van het feit dat verzoeker pas in het kader van een achtste verzoek om internationale bescherming voor het eerst melding heeft gemaakt van zijn vermeende homoseksuele geaardheid en vrees in dit verband. Daargelaten de vraag of verzoeker voordien wel of niet in een omgeving met een grote Arabische aanwezigheid woonde, weegt de schroom die verzoeker beweerdelijk zou hebben gevoeld om zijn geaardheid, op nochtans vertrouwelijke basis, kenbaar te maken aan de Belgische asielinstanties en zijn vermeende schrik dat zijn familie hiervan op de hoogte komt, geenszins op tegen het risico dat hij meent te lopen omwille van zijn geaardheid in zijn land van herkomst. De adjunct-commissaris wijst er in de bestreden beslissing verder terecht op dat reeds in het kader van verzoekers eerste verzoek door zowel de toenmalige commissaris-generaal als de Raad geoordeeld werd dat geen geloof kan worden gehecht aan het toen door hem naar voor gebrachte relaas, waarin verzoeker niettemin bleef volharden doorheen zijn zes daaropvolgende verzoeken, die telkenmale werden afgewezen, waardoor het geheel niet aannemelijk is dat verzoeker zou hebben gedacht dat andere motieven dan zijn homoseksuele geaardheid voldoende zouden zijn om internationale bescherming te krijgen. Door in zijn verzoekschrift nogmaals te benadrukken dat hij het pas met de steun van zijn partner heeft aangedurfd om zijn geaardheid te vermelden bij de DVZ, blijft verzoeker in gebreke te concretiseren in welke zin de steun van zijn partner voormelde schroom en vrees wegneemt of dermate tempert dat hij het thans wel aandurft om zijn geaardheid kenbaar te maken aan de asielinstanties.

CCE arrêt 342940 du 17/03/2026

procédure CCE
Plein contentieux

nationalité
Russie
dictum arrêt
Rejet

acte attaqué
CG Retrait Genève - début proc. retrait avant 12 juin 2026
composition du siège
1 juge

"En l'espèce, le requérant, de nationalité russe et d'ethnie tchéchène, a introduit une demande de protection internationale dans le Royaume le 20 avril 2006. Il invoquait, en substance, à l'appui de sa demande, une crainte d'être persécutée par les autorités russes qui l'accusaient de collaborer avec les combattants indépendantistes tchéchènes dans le cadre du conflit opposant l'armée russe aux rebelles indépendantistes.

Le 8 juin 2006 la partie défenderesse a pris une décision de «refus de reconnaissance de la qualité de réfugié » qui a été réformée par l'arrêt du Conseil n° 70 882 du 28 novembre 2011 dans lequel il a été considéré que les faits invoqués par le requérant étaient suffisamment établis et que sa crainte devait s'analyser comme une crainte d'être persécuté du fait de ses opinions politiques.

Dans un courrier daté du 3 novembre 2022, la Sûreté de l'Etat a informé l'Office des étrangers ainsi que les services de la partie défenderesse que le requérant « effectue, depuis de nombreuses années, des trajets vers son pays d'origine, ceci en infraction avec le statut de réfugié qui lui a été octroyé ». Ainsi, il appert d'après ce courrier que depuis 2020, le requérant a ainsi franchi la frontière entre la Lettonie et la Russie à 49 reprises, la dernière étant en octobre 2022.

Suite à ce courrier, le dossier du requérant a été rouvert et il a été convoqué à deux reprises, celui-ci a été convoqué les 28 mai 2024 et 1er août 2024. Le requérant ne s'est présenté à aucun des entretiens fixés, se bornant à faire parvenir, à chaque fois, des attestations médicales pour justifier ses absences.

Le 28 novembre 2024, la Commissaire générale a pris dans le dossier du requérant une décision de « retrait du statut de réfugié » sur la base de l'article 55/3/1, § 2, 2°, de la loi du 15 décembre 1980. Il s'agit de l'acte attaqué.

(...)

Le Conseil observe que les motifs de la décision attaquée se vérifient à la lecture du dossier administratif et sont pertinents.

Le Conseil, qui les fait siens, estime qu'ils suffisent à justifier la décision de « retrait du statut de réfugié » prise par la Commissaire générale.

(...)

Quant à sa présence en Fédération de Russie, la partie requérante ne conteste pas que le requérant soit retourné à de très nombreuses reprises en Russie. Toutefois, elle soutient que les raisons de ce retour sont liées au fait que sa mère était malade, hospitalisée et qu'il se devait d'être à ses côtés dans ces moments particulièrement difficiles et ce malgré les risque qu'engendrait pour sa propre vie, sa présence en Russie. Elle considère qu'il est incompréhensible que la partie défenderesse n'ait pas pris l'initiative de convoquer une troisième fois le requérant afin de lui permettre de s'expliquer sur les raisons de sa présence dans son pays d'origine alors qu'il avait justifié son absence par des certificats médicaux lors de ses convocations (...).

Le Conseil ne se rallie pas à ces explications.

(...) le Conseil relève par ailleurs que la situation médicale invoquée par la partie requérante ne saurait être assimilée à celle visée à l'article 57/5 ter, § 2, 2°, de la loi du 15 décembre 1980, qui concerne l'hypothèse d'une impossibilité permanente pour le demandeur d'être entendu personnellement en raison de circonstances dont il n'aurait pas la maîtrise. En outre, lors de l'audience du 13 janvier 2026, la partie requérante - se bornant à indiquer que le requérant avait été malade, n'a fourni aucun élément complémentaire de nature à éclairer le Conseil ni sur les motifs précis de son absence à ladite audience et aux convocations antérieures, ni sur l'état de santé actuel du requérant.

En tout état de cause, le Conseil constate que le requérant a été convoqué au moins à deux reprises par la partie défenderesse pour y être entendu sur les informations nouvelles lui concernant. Il considère que l'obligation de convocation prévue par l'article 57/5 ter de la loi du 15 décembre 1980 a dès lors été respectée.

Quant au fait qu'il soit allégué dans la requête que le requérant aurait dû être convoqué une troisième fois par la partie défenderesse, en dépit des deux autres convocations où il ne s'est pas présenté, le Conseil constate que conformément à l'article 18, § 2, de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, lorsqu'un demandeur ne se présente pas à l'audition et invoque, dans le délai prescrit, un motif valable justifiant son absence, le Commissaire général doit, après une première absence, soit le reconvoquer, soit solliciter des renseignements écrits. En l'espèce, une seconde convocation a été adressée au requérant, ce qui satisfait à cette exigence. De même, le Conseil constate que le dernier alinéa de cette disposition prévoit toutefois que, lorsque l'intéressé, après avoir été de nouveau convoqué, invoque un nouveau motif valable justifiant son absence, la partie défenderesse peut prendre une décision sur la base des éléments en sa possession. Il estime dès lors qu'il résulte de cette disposition qu'aucune obligation de convocation supplémentaire ne s'imposait dans une telle hypothèse.

Partant, le Conseil estime que la partie défenderesse pouvait dès lors, conformément à l'article 18, § 2, dernier alinéa, de l'arrêté royal du 11 juillet 2003, statuer sur la base des éléments en sa possession après la seconde absence justifiée du requérant, sans méconnaître les dispositions légales applicables ni le droit d'être entendu.

Dans un deuxième temps, le Conseil constate que dans sa requête, la partie requérante ne conteste pas le fait que le requérant ait effectivement franchi à quarante-neuf reprises (le Conseil souligne) la frontière entre la Lettonie et la Fédération de Russie et ce, à tout le moins sur une période de deux ans, allant de 2020 à 2022.

De même, le Conseil constate que la partie requérante reconnaît également que le requérant s'est rendu auprès de sa famille, notamment de sa mère, qui serait d'après ce qui est allégué par le requérant gravement malade et qui aurait été hospitalisée à de multiples reprises (...). Or, le Conseil constate, à la lecture du dossier administratif et des informations fournies par le requérant lors de l'introduction de sa demande de protection internationale en Belgique le 20 avril 2006, qu'il a indiqué à propos de son profil familial que ses parents, G.S. et G.I., étaient décédés (...). Il constate en outre que le requérant a également précisé par ailleurs dans le questionnaire CGRA qu'il a rempli, le lieu, la date et la cause de décès de ses deux parents ; précisant notamment au sujet de sa mère que cette dernière serait décédée en 1998 des suites d'une maladie (...).

Dès lors, le Conseil observe que l'explication tirée de l'état de santé prétendument grave de la mère du requérant et qui est avancée en termes de requête afin de justifier les quarante-neuf franchissements de frontière entre la Lettonie et la Fédération de Russie, manque résolument de fondement. En effet, le Conseil juge que cet argument développé dans la requête apparaît en contradiction avec les informations qui ont été fournies antérieurement par le requérant lui-même. Il considère que dès lors que la partie requérante avance l'état de santé supposé de la mère du requérant comme l'unique justification principale l'ayant motivée à se rendre à de très nombreuses reprises en Russie, pays à l'égard duquel il affirme nourrir une crainte, et à prendre des risques pour sa propre vie, l'incohérence de son propos à ce sujet porte sur un élément déterminant qui empêche d'accorder la moindre crédibilité à ses arguments avancés pour justifier les nombreux déplacements du requérant vers son pays.

Il estime par conséquent que les nombreux retours fréquents du requérant en Fédération de Russie sont objectivement inconciliables avec une crainte fondée de persécution ou de risques réelles d'atteintes graves à l'égard de ses autorités de son pays. Aussi, le Conseil constate que le requérant est volontairement rentré dans son pays après avoir obtenu la protection internationale en Belgique.

Partant, le Conseil estime, avec la partie défenderesse, qu'il y a lieu, en application de l'article 55/3/1, § 2, 2°, de la loi du 15 décembre 1980, de retirer au requérant le statut de réfugié qui lui a été précédemment octroyé le 28 novembre 2011 ; son comportement personnel démontrant clairement l'absence dans son chef de crainte de persécution vis-à-vis des autorités du pays dont il possède la nationalité.

(...)

Le Conseil n'aperçoit, dans le dossier administratif et dans le dossier de la procédure, aucun élément ou argument de nature à justifier que les faits relevés en l'espèce doivent être appréciés différemment au regard de l'article 55/5/1, § 2, 2°, de la même loi, de telle sorte qu'il n'y a pas d'intérêt à examiner le besoin d'un statut de protection subsidiaire dans le chef du requérant, dont le comportement personnel démontre clairement l'absence de risques de subir des atteintes graves dans son pays.

Le Conseil constate que le requérant ne prétend pas que la situation qui prévaut actuellement au Caucase du Nord, région dans laquelle le requérant déclare être né et avoir résidé avant de quitter son pays, correspond à un contexte de violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980. En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit, dans les déclarations du requérant ainsi que dans les pièces du dossier administratif et du dossier de la procédure, aucune indication de l'existence d'une telle situation.

En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder à la partie requérante la protection subsidiaire prévue par l'article 48/4, § 2, de la loi du 15 décembre 1980."

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Palestine
dictum arrêt
Reconnaissance

acte attaqué
CG Irrec.-P.I. autre état membre UE
composition du siège
1 juge

Bestreden beslissing: VIB niet-ontvankelijk - artikel 57/6, § 3, eerste lid, 3° van de Vreemdelingenwet - statushouder Griekenland.

Verzoeker was een NBMV en is intussen net meerderjarig geworden.

De Raad is van oordeel dat het **beschermingsstatuut dat verzoeker in Griekenland werd toegekend als niet-toereikend wordt beschouwd**, waardoor zich een onderzoek opdringt naar de vraag of verzoeker een gegronde vrees heeft voor vervolging of een reëel risico loopt op ernstige schade in zijn land van herkomst.

Hierbij moet worden aangestipt dat de autoriteiten niet verplicht zijn om de vluchtelingenstatus van verzoeker te erkennen, louter op basis van de omstandigheid dat die status hem eerder bij beslissing van een andere lidstaat is verleend. Wel moeten zij ten volle rekening houden met die beslissing en met de elementen die deze beslissing ondersteunen (Hof van Justitie 18 juni 2024, nr. C-753/22, “QY t. Bondsrepubliek Duitsland”, overweging 76). (...).

Luidens artikel 12, eerste lid, a) van de Kwalificatierichtlijn – waarvan artikel 55/2 van de Vreemdelingenwet de omzetting uitmaakt – wordt een onderdaan van een derde land of staatloze uitgesloten van de vluchtelingenstatus wanneer hij onder artikel 1,D van het Vluchtelingenverdrag valt, dat betrekking heeft op het genieten van bescherming of bijstand van andere organen of instellingen van de Verenigde Naties dan de UNHCR. In de tweede volzin van deze bepaling, wordt aangegeven dat indien deze bescherming of bijstand om welke reden dan ook ophoudt te bestaan, zonder dat de positie van de betrokkene definitief is geregeld in overeenstemming met de desbetreffende resoluties van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties, dan heeft de betrokkene op grond van dit feit recht op de voorzieningen uit hoofde van deze richtlijn. Deze tweede volzin moet aldus worden uitgelegd dat, wanneer de bevoegde autoriteiten van de lidstaat die verantwoordelijk is voor de behandeling van een asielverzoek, hebben vastgesteld dat is voldaan aan de voorwaarde inzake het ophouden van de bescherming of de bijstand van UNRWA wat de verzoeker betreft, de omstandigheid dat hij op grond van dit feit „recht [heeft] op de voorzieningen uit hoofde van deze richtlijn” de erkenning door die lidstaat als vluchteling inhoudt in de zin van artikel 2, sub c, van die richtlijn en de toekenning van rechtswege van de vluchtelingenstatus aan die verzoeker, voor zover hij evenwel niet binnen de werkingssfeer van de leden 1, sub b, of 2 en 3 van bedoeld artikel 12 valt (HvJ 19 december 2012, *El Kott e.a. t. Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal*, zaak C-364/11). De bescherming of bijstand van UNRWA moet worden geacht te zijn opgehouden in de zin van voormelde bepaling “wanneer, ten eerste, die organisatie om welke reden dan ook, inclusief wegens de algemene situatie in de sector van het werkgebied van die organisatie waar deze staatloze vroeger gewoonlijk verbleef, niet in staat is aan die staatloze waardige levensomstandigheden te bieden die stroken met de taak van die organisatie, in voorkomend geval rekening houdend met zijn kwetsbaarheid, zonder dat die staatloze hoeft aan te tonen dat die algemene situatie specifiek op hem van toepassing is als gevolg van factoren die verband houden met zijn persoonlijke situatie, en, ten tweede, de betrokken staatloze bij terugkeer naar die sector in een situatie van ernstige onveiligheid zou verkeren, in voorkomend geval rekening houdend met zijn kwetsbaarheid, waarbij de bestuurlijke en rechterlijke autoriteiten elk verzoek om internationale bescherming op basis van die bepaling individueel moeten beoordelen. De leeftijd van de betrokkene kan bij die beoordeling relevant zijn. De bijstand of bescherming van de UNRWA moet met name worden geacht te zijn opgehouden ten aanzien van de verzoeker wanneer die organisatie, om welke reden dan ook, aan geen enkele staatloze van Palestijnse afkomst die verblijft in de sector van het werkgebied van die organisatie waar die verzoeker vroeger gewoonlijk verbleef, menswaardige levensomstandigheden of minimale veiligheidseisen kan waarborgen. De vraag of de bescherming of bijstand van de UNRWA moet worden geacht te zijn opgehouden, moet worden beoordeeld op het tijdstip waarop die staatloze de sector van het werkgebied van de UNRWA waar hij vroeger gewoonlijk verbleef, heeft verlaten, het tijdstip waarop de bevoegde bestuurlijke autoriteiten uitspraak doen over zijn verzoek om internationale bescherming of het tijdstip waarop de bevoegde rechterlijke instantie uitspraak doet op enig beroep tegen een beslissing waarbij dat verzoek werd verworpen.” (HvJ 13 juni 2024, *SN en LN, t. Zamestnik-predsdatel na Darzhavna agentsia za bezhantsite*, zaak -563/22).

Verzoeker toont een hoedanigheid als **UNRWA-vluchteling uit de Gazastrook** aan. Dit blijkt uit de door hem neergelegde stukken (zie AD, mapje cgvs, “documenten”). Verzoeker legt een UNRWA-kaart neer. Volledigheidshalve stipt de Raad aan dat zijn naam staat vermeld met de code “01”. Tijdens zijn persoonlijk onderhoud werd verzoeker

bevraagd of zijn gezin in het verleden in Gaza hulp ontving van UNRWA, waar hij aangaf dat zij voedsel, scholing en medische hulp ontvingen (zie NPO, p. 11). Omtrent de door verzoeker neergelegde Palestijnse documenten, wordt in de bestreden beslissing gesteld dat *“ze uw identiteit en familiesamenstelling [bevestigen] waaraan niet getwijfeld wordt”*. De Raad stelt dan ook vast dat de commissaris-generaal geen twijfels uit omtrent de inhoud van de neergelegde UNRWA-kaart.

Verzoeker stelt in zijn verzoekschrift dat hij niet kan terugkeren naar zijn herkomstland, vanwege de actuele situatie aldaar. Ter terechtzitting gaat verzoeker in op de oorlog in Gaza, zijn statuut als UNRWA-vluchteling en de onmogelijkheid van UNRWA om haar taken te vervullen. Hoewel verzoekers betoog niet wordt onderbouwd door objectieve landeninformatie, weerhoudt de Raad de omstandigheid dat UNRWA, als gevolg van de oorlog die momenteel in de Gazastrook woedt, niet in staat is haar taak ten aanzien van de Palestijnse vluchtelingen die in deze regio onder haar hoede staan te vervullen, als een **feit van algemene bekendheid**.

Aangezien de bescherming of bijstand van UNRWA, omwille van de in de Gazastrook heersende oorlog – die ook reeds aan de gang was voor de totstandkoming van de bestreden beslissing – **moet worden geacht te zijn opgehouden**, houdt deze omstandigheid de toekenning van rechtswege van de vluchtelingenstatus aan verzoeker in, voor zover hij evenwel niet binnen de werkingssfeer van één van de andere dan artikel 1.D van het Vluchtelingenverdrag voorziene uitsluitingsclausules valt. De Raad kan enkel vaststellen dat hij in het rechtsplegingsdossier geen enkele indicatie ontwaart dat één van voormelde uitsluitingsclausules *in casu* van toepassing zouden zijn.

De Raad onderstreept in dit alles dat de commissaris-generaal **ter terechtzitting niet aanwezig** was om zijn standpunt kenbaar te maken. Niettegenstaande dat verzoeker reeds bij het indienen van zijn verzoek om internationale bescherming stavingstukken omtrent zijn UNRWA-statuuut heeft bijgebracht, dat verzoeker tijdens het persoonlijk onderhoud reeds werd ondervraagd omtrent de bijstand die hij van UNRWA ontving, evenals omtrent de levensomstandigheden van hemzelf en zijn familie in Gaza – waaronder diens tewerkstellingen en mogelijke banden met Hamas – en dat er in het verzoekschrift reeds werd verwezen naar een onmogelijkheid om terug te keren naar het herkomstland vanwege de actuele situatie aldaar, is de commissaris-generaal niet ter terechtzitting verschenen om zijn standpunt kenbaar te maken. De Raad leidt hieruit af dat de commissaris-generaal zich niet verzet tegen de inhoud van de stukken, zoals deze werden neergelegd door verzoeker of tegen de verklaringen, zoals deze werden afgelegd door verzoeker in het persoonlijk onderhoud, en evenmin elementen kenbaar wenst te maken die alsnog zouden wijzen op het bestaan van één van de andere uitsluitingscriteria.

De bestreden beslissing dient derhalve te worden hervormd en verzoeker wordt erkend als vluchteling in de zin van artikel 1, D, van het Vluchtelingenverdrag.

CCE arrêt 342972 du 17/03/2026

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Palestine
dictum arrêt
Reconnaissance

acte attaqué
CG Irrec.-P.I. autre état membre UE
composition du siège
1 juge

Zie A 342 970

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Syrie
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
CG Irrec.-P.I. autre état membre UE
composition du siège
1 juge

Syrische nationaliteit - NBMV - statushouder Griekenland

De Raad is van oordeel dat niet kan worden vastgesteld dat verzoeker onvoldoende pogingen heeft ondernomen om zijn rechten verbonden aan zijn status in Griekenland voldoende te benutten. De Raad komt tot deze beoordeling, rekening houdend met de specifieke omstandigheden van voorliggende zaak en de omstandigheid dat van een minderjarige begunstigde van internationale bescherming niet dezelfde inspanningen kan worden verwacht als van een meerderjarige begunstigde van internationale bescherming om zijn levensomstandigheden in Griekenland te verbeteren en er een bestaan uit te bouwen. De omstandigheid dat verzoeker zeer kort na ontvangst van zijn documenten Griekenland heeft verlaten is onvoldoende overtuigend om hieraan afbreuk te doen. De Raad kan niet anders dan de zwaarwichtigheid van deze omstandigheid ernstig te relativeren, wetende dat verzoeker bij zijn vertrek uit Griekenland slechts dertien jaar oud was.

Gelet op het geheel van de voorliggende elementen – met name (i) de actuele en nieuwe landeninformatie die bevestigt dat de situatie van statushouders in Griekenland op dit ogenblik nog steeds bijzonder moeilijk is, mede omwille van een evolutie naar toenemende bureaucratische complexiteit in het verkrijgen van de juiste documenten die statushouders toegang geven tot de rechten en voordelen die zijn verbonden aan hun internationale beschermingsstatus in Griekenland; (ii) verzoekers kwetsbaar profiel als NBMV, op grond waarvan niet op dezelfde manier als van een volwassene kan worden verwacht dat hij zich zelfstandig kan beroepen op de uit zijn beschermingsstatus voortvloeiende rechten en voordelen; (iii) verzoekers verklaringen omtrent zijn concrete ervaringen in Griekenland; (iv) het ontbreken van een betekenisvol netwerk in Griekenland dat verzoeker in staat zou kunnen stellen om, in geval van terugkeer naar Griekenland, het hoofd te bieden aan de moeilijkheden waarmee hij als NBMV na zijn terugkeer naar Griekenland te maken kan krijgen – acht de Raad dat er *in casu* voldoende indicaties voorliggen dat verzoeker bij een terugkeer naar Griekenland het risico loopt om terecht te komen in een situatie die de vereiste bijzonder hoge drempel van zwaarwichtigheid bereikt, dat zijn toestand kan worden gelijkgesteld met een onmenselijke of vernederende behandeling (HvJ 19 maart 2019, Ibrahim e.a., overweging 91).

Alles tezamen genomen is de Raad van oordeel dat verzoeker voldoende elementen heeft aangebracht waaruit blijkt dat **van hem niet redelijkerwijs zou kunnen worden verwacht dat hij zich beroept op de beschermingsstatus die hem in Griekenland reeds werd toegekend**. Het vermoeden dat zijn grondrechten als begunstigde van internationale bescherming in Griekenland zullen worden geëerbiedigd en de uitoefening van de daaruit voortvloeiende keuzemogelijkheid om het verzoek niet-ontvankelijk te verklaren, blijkt *in casu* aldus niet gerechtvaardigd (Hof van Justitie 18 juni 2024, nr. C-753/22, “QY t. Bondsrepubliek Duitsland”, overwegingen 49-54).

Aangezien het beschermingsstatuut dat verzoeker in Griekenland werd toegekend in het voorliggende geval als niet-toereikend wordt beschouwd, **dringt zich een onderzoek op naar de vraag of verzoeker een gegronde vrees heeft voor vervolging of een reëel risico loopt op ernstige schade in zijn land van herkomst**. Hierbij moet worden aangestipt dat de autoriteiten niet verplicht zijn om de vluchtelingenstatus van verzoeker te erkennen, louter op basis van de omstandigheid dat die status hem eerder bij beslissing van een andere lidstaat is verleend. Wel moeten zij **ten volle rekening houden met** die beslissing en met de elementen die deze beslissing ondersteunen (Hof van Justitie 18 juni 2024, nr. C-753/22, “QY t. Bondsrepubliek Duitsland”, overweging 76). Om te bepalen of is voldaan aan artikel 13 van de Kwalificatierichtlijn om de vluchtelingenstatus te verlenen aan een derdelander of staatloze die voldoet aan de materiële voorwaarden om, overeenkomstig de hoofdstukken II en III van die Richtlijn als vluchteling te worden erkend, wordt het verzoek om internationale bescherming op individuele basis beoordeeld en wordt met name rekening gehouden met alle relevante feiten in verband met het land van herkomst op het tijdstip waarop een beslissing inzake het verzoek wordt genomen, de door de verzoeker afgelegde verklaringen en overgelegde documenten alsmede de individuele situatie en persoonlijke omstandigheden van deze verzoeker (artikel 4, lid 3, van de Richtlijn 2011/95; zie in die zin arresten van het Hof van Justitie van 25 januari 2018, F, C-473/16, EU:C:2018:36, punt 41, en 19 maart 2019, Ibrahim e.a., C-297/17, C-318/17, C-319/17 en C-438/17, EU:C:2019:219, punt 98).

De Raad stelt vast dat het rechtsplegingsdossier *in casu* onvoldoende elementen bevat, die hem toelaten om de actuele beschermingsnood van verzoeker ten opzichte van zijn herkomstland te beoordelen.

CCE arrêt 342976 du 17/03/2026

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Syrie
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
CG Irrec.-P.I. autre état membre UE
composition du siège
1 juge

Zie A 342 975

CCE arrêt 342885 du 16/03/2026

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Russie

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Nationalité(s) du requérant

Dans un premier temps, le Conseil constate qu'il n'est pas contesté que le requérant a la nationalité russe. (...)

Cependant, une question essentielle ressort des écrits de la procédure : le requérant a-t-il la nationalité congolaise ?

(...)

Dans le cas présent, la partie défenderesse estime que le requérant a la nationalité congolaise.

Elle ne conteste pas que le droit congolais n'accepte pas la double nationalité, et que le requérant a la nationalité russe. Cependant, elle affirme que « *dans la pratique, de nombreux Congolais ont une double nationalité sans que cela ait des conséquences, notamment car les autorités sont rarement au courant de la seconde nationalité* ». Dans le cas du requérant, « *rien n'indique [que les autorités congolaises] soient au courant ou qu'elles ont le moyen de savoir que [le requérant a] obtenu cette seconde nationalité* ». En conséquence, « *il n'y a aucune raison de penser que [le requérant] n'[aurait] plus la nationalité congolaise aux yeux des autorités congolaises* ».

En outre, elle estime que, selon les informations générales, le requérant pourra toujours renoncer à sa nationalité russe, « *de sorte à ne pas avoir de souci du fait d'une double nationalité* ».

Pour sa part, le Conseil ne se rallie pas à l'appréciation de la partie défenderesse.

Le Conseil estime qu'il y a lieu de considérer que le requérant ne possède plus la nationalité congolaise.

En effet, la loi n° 04/024 du 12 novembre 2004 relative à la nationalité congolaise (...) jointe à la requête indique :

« **Article 1^{er}** :

La nationalité congolaise est une et exclusive.

Elle ne peut être détenue concurremment avec une autre nationalité.

[...]

Article 26 :

Toute personne de nationalité congolaise qui acquiert une nationalité étrangère perd la nationalité congolaise en vertu des dispositions de l'article 1^{er} de la présente loi. »

Ces dispositions n'organisent aucune procédure spécifique préalable ou ultérieure destinée à constater cette perte de nationalité. Il s'en déduit que celle-ci opère de plein droit par le seul effet de l'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère.

Dès lors, la circonstance que les autorités congolaises n'auraient pas connaissance, en pratique, de l'acquisition par l'intéressé d'une autre nationalité ne suffit pas à établir la subsistance juridique de la nationalité congolaise dans son chef. Une telle circonstance peut, tout au plus, révéler une défaillance dans les mécanismes administratifs de détection ou de mise à jour, mais ne saurait prévaloir sur les effets attachés par la loi à l'acquisition d'une nationalité étrangère.

Cette lecture est du reste corroborée par les informations figurant au dossier administratif (voir le « *COI Focus – République démocratique du Congo – Nationalité congolaise une et exclusive : quid dans la pratique ?* » du 05 octobre 2017), dont il ressort que, selon les autorités congolaises elles-mêmes, les personnes qui ont acquis une nationalité étrangère ne demeurent pas congolaises, même si elles continuent parfois à se prévaloir indûment de cette qualité en raison de carences de l'administration. (...)

Il convient encore d'examiner si, nonobstant cette perte de nationalité, la République démocratique du Congo pourrait néanmoins être regardée comme un pays de protection effectivement accessible au requérant.

A cet égard, le Conseil rappelle que la seule possibilité abstraite d'obtenir ou de recouvrer une nationalité ne suffit pas. Encore faut-il que l'intéressé puisse y avoir accès par l'accomplissement d'une simple formalité, sans marge d'appréciation des autorités concernées.

A l'inverse, lorsque la procédure demande davantage qu'une simple formalité ou que les autorités concernées détiennent un pouvoir discrétionnaire, cette nationalité potentielle ne peut pas être prise en compte.

Tel n'est pas le cas en l'espèce.

Les articles 32 et 33 la loi du 12 novembre 2004 précitée - et référencée comme source dans le COI focus versé par la partie défenderesse au dossier administratif -, indiquent que:

« **Article 32 :**

Tout congolais d'origine, qui a perdu sa nationalité, peut la recouvrer par déclaration faite conformément aux dispositions de l'article 34.

Il doit avoir conservé ou acquis avec la République Démocratique du Congo des liens manifestes, notamment d'ordre culturel, professionnel, économique[,] sentimental ou familial.

La déclaration n'a d'effet qu'à compter du jour de son enregistrement. »

Article 33 :

Le Gouvernement peut s'opposer au recouvrement de la nationalité congolaise de l'impétrant pour indignité. »

Il résulte de ces dispositions que le recouvrement de la nationalité congolaise n'est ni automatique ni purement déclaratif au sens d'une formalité dépourvue de toute appréciation. Il suppose au contraire l'examen de conditions tenant à la situation personnelle de l'intéressé et laisse subsister un pouvoir d'opposition dans le chef des autorités compétentes. De surcroît, l'article 32 précise que la déclaration n'a d'effet qu'à compter de son enregistrement, ce qui exclut tout effet rétroactif.

Partant, en l'état actuel du dossier, la République démocratique du Congo ne peut être considérée comme un Etat dont le requérant pourrait actuellement et immédiatement revendiquer la protection.

Au surplus, la partie défenderesse ne peut davantage être suivie lorsqu'elle soutient que le requérant pourrait, au besoin, renoncer à sa nationalité russe afin d'éviter toute difficulté liée à la prohibition de la double nationalité.

Certes, certains Etats reconnaissent aux individus le droit de renoncer à leur nationalité sans devoir obtenir une autorisation des autorités. Cependant, dans certains Etats, la renonciation à la nationalité n'est possible que lorsqu'elle n'entraîne pas l'apatridie du requérant ; or, il n'est pas établi que le requérant ne sera pas en apatridie entre sa renonciation à la nationalité russe et l'obtention de la nationalité congolaise. Enfin, dans d'autres Etats, la renonciation à la nationalité n'est pas reconnue, ou nécessite des procédures administratives impossibles à compléter en pratique.

En l'espèce, la partie défenderesse n'apporte aucun élément concret de nature à établir, d'une part, que cette renonciation serait juridiquement et pratiquement possible dans le chef du requérant et, d'autre part, qu'elle permettrait à bref délai et de manière certaine, le recouvrement de sa nationalité.

Certes, elle mentionne des cas de personnes ayant pu faire ce choix. Cependant, il s'agit soit du moratoire prévu dans la loi du 12 novembre 2004 (article 51) et qui est désormais obsolète, soit de moratoires ponctuels qui, à première vue, ne concernent pas le requérant.

Il s'ensuit que la partie défenderesse n'établit nullement que le requérant disposerait, au moment où le Conseil statue, d'un accès effectif à la protection des autorités congolaises.

Partant, la demande du requérant doit être analysée uniquement au regard de la Fédération de Russie.

Crainte de persécution

Tout d'abord, le Conseil relève que la décision attaquée indique :

« A l'appui de votre demande de protection internationale en Belgique, vous invoquez votre impossibilité de retourner en Fédération de Russie, dont vous avez obtenu la nationalité en 2021, à cause du racisme et des agressions dont vous auriez été victime en tant que personne originaire d'Afrique (...). Vous craignez que les actes de violences physiques et verbales à caractère raciste dont vous avez été victime se reproduisent et vous craignez pour votre vie en cas de retour en Fédération de Russie. En l'état actuel de votre dossier, le CGRA ne conteste pas ces éléments au fondement de votre crainte à l'égard de la Russie. »

Le Conseil observe ainsi que la décision attaquée ne remet pas en cause, sur le fond, les faits invoqués par le requérant à l'appui de sa crainte à l'égard de la Fédération de Russie.

Le Conseil ne conteste pas davantage ces éléments. Il les considère établis par les déclarations du requérant, qu'il estime cohérentes, consistantes, empreintes de sentiment de vécu et soutenues par les informations générales disponibles.

Ensuite, le Conseil considère que ces faits ainsi tenus pour établis, à savoir des agressions physiques et verbales répétées, commises dans un contexte de racisme visant le requérant en raison de sa couleur de peau et de son origine africaine, présentent, par leur répétition, et leur gravité, un degré suffisant pour être qualifiées de persécutions au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

Il en découle que la présomption établie par l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980 s'applique (...).

Or, en l'espèce, le Conseil n'aperçoit aucune bonne raison de croire que cette persécution ne se reproduira pas.

Il ressort par ailleurs des déclarations crédibles du requérant qu'il n'a pu obtenir la protection des autorités russes malgré ses tentatives en ce sens. Celui-ci explique en substance que, malgré les difficultés rencontrées, il n'a bénéficié d'aucune aide réelle ni des instances universitaires ni des autorités chargées de l'ordre public.

Au vu de ces déclarations, conjuguées aux des informations générales exposées par le requérant, le Conseil n'aperçoit aucune raison de penser qu'il pourrait, en cas de retour, obtenir une protection effective contre les persécutions qu'il redoute.

Le Conseil estime, enfin, que les persécutions ainsi établies présentent un lien avec l'un des motifs de la Convention de Genève. Elles trouvent en effet leur origine dans la perception du requérant par ses agresseurs, comme personne noire et d'origine africaine. Elles se rattachent dès lors aux motifs de « race » et/ou de « nationalité » au sens de l'article 1^{er} de la Convention de Genève et de l'article 48/3, §3 et §4, alinéa 1^{er}, a) et c) de la loi du 15 décembre 1980."

CCE arrêt 342768 du 12/03/2026

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"En l'espèce, la requérante invoque en substance craindre d'être persécutée en raison, d'une part, des liens de sa famille avec le parti Baas et du profil politique qui pourrait lui être imputé à tort, et d'autre part, de son profil occidentalisé.

Dans la motivation de sa décision de refus, la partie défenderesse estime en substance que les déclarations de la requérante, de même que les documents qu'elle verse au dossier administratif à l'appui de sa demande, ne permettent pas d'établir le bien-fondé des craintes qu'elle invoque.

Dans la présente affaire, le Conseil estime, après un examen attentif du dossier administratif et du dossier de la procédure, qu'il ne peut se rallier aux motifs de la décision attaquée, soit qu'ils ne se vérifient pas à la lecture du dossier administratif, soit qu'ils trouvent des explications plausibles dans la requête.

Tout d'abord, le Conseil estime que les déclarations de la requérante quant aux changements qu'elle a opérés depuis son arrivée en Belgique sont très consistantes.

La requérante fait notamment état du fait qu'elle a retiré son voile dès le premier jour de son arrivée en Belgique, de changements dans la pratique de sa religion vers un islam modéré contrairement à ce qu'elle était obligée de faire en Irak, de la possibilité de montrer sa dévotion à la vierge marie - en laquelle elle a toujours cru malgré sa foi musulmane -, de sa découverte de la liberté et de la démocratie, de ses sorties avec son mari ou ses copines, de ses voyages, de ses sorties au restaurant, du maquillage qu'elle peut enfin porter, et de ses ambitions de suivre des formations et de devenir coiffeuse.

Ensuite, le Conseil constate que, lors de son entretien personnel, la requérante a tenu des propos très consistants concernant, d'une part, ses publications sur les réseaux sociaux relatant son nouveau mode de vie avec son époux en Belgique et, d'autre part, la colère et le rejet dont elle a fait l'objet en conséquence de la part de ses frères mais aussi de ses oncles et de sa tribu - suite à une dénonciation par ses frères -. De plus, le Conseil relève que, à l'audience, les déclarations de la requérante sont consistantes et empreintes de sentiment de vécu, tant à propos de la colère de ses frères et de l'actualité de leurs menaces, que de son exclusion de sa tribu, et qu'elles sont cohérentes avec les déclarations faites lors de son entretien personnel. (...)

Dès lors, le Conseil observe que la requérante établit qu'elle a changé radicalement de comportement depuis son arrivée en Belgique ; qu'elle documente son nouveau mode de vie sur les réseaux sociaux ; que ses frères et ses oncles ont connaissance de ses changements de comportements depuis son arrivée en Belgique - notamment le fait qu'elle ne porte plus le voile - par le biais de ses publications sur les réseaux sociaux ; que ceux-ci sont en colère et la menacent à cause de ces transgressions et ont même été jusqu'à la dénoncer aux membres de leur tribu ; et que sa tribu a considéré que ce nouveau mode de vie constituait une transgression suffisante pour la faire exclure.

Concernant lesdites transgressions, le Conseil relève qu'il ressort du rapport de l'EUA intitulé « Country Focus : Irak » de mai 2024 (ci-après « Country Focus »), dont la requérante reproduit des extraits dans sa requête, et du rapport de l'EUA intitulé « COI - Iraq: Arab tribes and customary law » d'avril 2023 (ci-après « COI Tribes 2023 »), auquel le Country Focus précité fait référence (...) que les personnes qui, comme la requérante en l'espèce, sont perçues comme ayant transgressé une norme culturelle, sociale, ou religieuse et ayant porté atteinte à l'honneur de leur famille peuvent être sujettes à des violences fondées sur l'honneur (...). Les violences fondées sur l'honneur se définissent comme des violences commises avec l'intention de restaurer l'honneur d'une personne ou l'honneur collectif d'une famille, d'un clan ou d'une tribu (...). Cette atteinte à l'honneur peut découler d'une grande variété de comportements tels que notamment le fait de porter une tenue vestimentaire ou d'adopter un comportement « honteux », y compris sur les réseaux sociaux (...), ce qui est le cas de la requérante en l'espèce. A cet égard, le Conseil relève qu'il ressort du rapport EUA intitulé « Country guidance » de juin 2022 que les personnes présentes sur les réseaux sociaux peuvent être perçues comme menant un style de vie amoral (...). Ces violences fondées sur l'honneur peuvent prendre différentes formes, telles que les mariages arrangés ou forcés, le divorce forcé, le meurtre des femmes et/ou des parties impliquées, la violence physique, le suicide forcé ou simulé, les mutilations génitales féminines, la privation de nourriture ou l'empoisonnement, la restriction de la liberté de mouvement ou l'enfermement, le déni des droits fondamentaux, l'avortement forcé, les tests de virginité forcés, le déni de l'autonomie personnelle, ou encore la violence verbale ou

l'abandon (...). L'ampleur réelle du problème, qui touche l'ensemble du pays, n'est pas connue en raison du nombre extrêmement faible de cas signalés, mais l'United Nations Assistance Mission for Iraq a signalé que plusieurs centaines de femmes meurent chaque année à cause des violences fondées sur l'honneur (...).

Au vu de ces développements, le Conseil ne peut que se rallier aux développements de la requête quant au fait que la nature des publications de la requérante sur les réseaux sociaux engendre un risque de rejet social complet et de graves violences fondées sur l'honneur de la part de ses frères ou des membres de sa tribu. Dans les circonstances particulières de la présente cause, ce risque n'apparaît aucunement hypothétique au vu des réactions des frères de la requérante et de sa tribu que le Conseil tient pour établies en l'espèce.

Ensuite, dès lors que la réalité des problèmes ainsi allégués par la requérante n'est pas valablement remise en cause par l'acte présentement attaqué, le Conseil estime que la question qu'il convient de se poser est celle de la possibilité, pour la requérante, de rechercher une protection adéquate auprès de ses autorités nationales face aux difficultés qu'elle invoque et aux représailles qu'elle dit craindre en cas de retour dans son pays d'origine.

(...)

Le Conseil estime que la requérante démontre à suffisance qu'elle n'aurait pas accès à une protection effective auprès de ses autorités nationales au sens de l'article 48/5, § 2, de la loi du 15 décembre 1980.

Au vu des développements qui précèdent, le Conseil considère que la requérante nourrit avec raison une crainte d'être persécutée en cas de retour en Irak. Il ressort de ces développements que les exactions qu'elle dit craindre en cas de retour sont la conséquence du fait que les membres de sa famille et de sa tribu estiment que la requérante contrevient aux normes sociétales mises en place par ces derniers de par son comportement. Sa crainte peut, dès lors, être analysée comme une crainte d'être persécutée du fait de ses opinions politiques et religieuses, à tout le moins imputées, au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980."

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Burundi
dictum arrêt
Reconnaissance

acte attaqué
CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire
composition du siège
1 juge

"Comme le mentionne la décision querellée *« même si la violence est moins flagrante qu'en 2015, un communiqué émanant de nombreuses organisations burundaises et internationales indique que tous les problèmes structurels identifiés par la Commission d'enquête onusienne perdurent : arrestations arbitraires d'opposants politiques ou de personnes perçues comme telles, torture, disparitions forcées, exécutions extrajudiciaires, violences sexuelles, restrictions aux libertés d'expression et violations des droits économiques et sociaux. Ces violations sont pour la plupart la responsabilité des forces de sécurité, du Service National des Renseignements (SNR) et des Imbonerakure agissant généralement en toute impunité. »*

On peut encore lire dans la décision attaquée que *« HRW souligne en septembre 2022 que l'espace démocratique reste bien fermé et que le contrôle des médias et de la société civile ne faiblit pas. Elle apporte que les autorités (hauts responsables de l'Etat, armée, forces de l'ordre, autorités administratives locales et Imbonerakure) ciblent principalement des personnes qui ne montrent pas leur soutien au CNDD-FDD ou au président (notamment en refusant d'adhérer au parti ou de donner des contributions financières), des membres du CNL et parfois des membres d'autres partis d'opposition, des membres de familles d'opposants réels ou présumés, des personnes soupçonnées d'implication dans les attaques armées ou de collaboration avec des groupes armés. »*

Quant au COI Focus portant sur la situation sécuritaire au Burundi daté du 17 décembre 2025 auquel la décision attaquée renvoie, il mentionne en page 2 ce qui suit : *« Des observateurs soulignent la persistance de nombreux problèmes structurels au niveau des droits humains. Des sources onusiennes relèvent une « recrudescence alarmante » des exactions à l'égard des défenseurs des droits humains et des opposants politiques depuis fin 2023. Les violations telles que des arrestations arbitraires, des cas de torture et des disparitions forcées et exécutions extrajudiciaires perdurent. Elles sont pour la plupart de la responsabilité de la police, du Service national de renseignement (SNR) et des Imbonerakure, agissant dans un environnement de large impunité. Des sources soulignent la connivence entre les services de sécurité et les Imbonerakure qui, selon le rapporteur spécial onusien, ont toute latitude pour commettre des violations. »*

Partant, le Conseil estime que ce contexte particulier doit inciter les autorités compétentes à faire preuve d'une grande prudence dans l'examen des demandes de protection internationale des personnes originaires du Burundi.

(...)

Le Conseil relève tout d'abord que la partie défenderesse ne remet pas en cause l'identité de la requérante, les démêlées judiciaires de son père, les arrestations de ce dernier, de la requérante et de sa mère survenues en 2022.

(...)

Par ailleurs, il y a lieu en l'espèce d'avoir égard au profil de la requérante, jeune femme tutsie, universitaire, fille d'un père ayant eu des démêlées judiciaires avec le pouvoir en place et tombé dans la clandestinité, ayant un lien de parenté avec l'ancien président Pierre Buyoya et dont le cousin qui l'employait est inquiet pour avoir refusé d'adhérer au parti au pouvoir. Au vu du contexte burundais, il est plausible, comme invoqué dans la requête et plaidé à l'audience, que les cours donnés par la requérante l'ait rendue plus visible et que cela ait attiré l'attention du régime en place. En outre, la requérante produit des documents et des témoignages qui viennent corroborer ses déclarations."

Après avoir rappelé les §§ 1er et 4 de l'article 48/6 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil considère :

"En l'espèce, au vu des constats qui précèdent, le Conseil est d'avis que les conditions cumulatives de l'article 48/6 § 4 précité sont réunies. Partant, les faits allégués par la requérante à l'appui de sa demande de protection internationale sont établis à suffisance et sont de nature à établir l'existence d'une crainte de persécution dans son chef."

Après avoir rappelé l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil considère :

"En l'espèce, la partie requérante établit qu'elle *« a déjà été persécutée ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes »* de sorte que cette disposition peut s'appliquer *in specie*, la partie défenderesse n'établissant pas à suffisance qu'il existe de bonnes raisons de penser que ces

persécutions ne se reproduiront pas.

(...)

(...) Le Conseil considère que la requérante a des craintes liées à ses opinions politiques imputées et à sa race au sens de l'article 1^{er}, section A, §2, de la Convention de Genève."

CCE arrêt 342690 du 11/03/2026

procédure CCE

Annulation

nationalité

Érythrée

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Visa RF art. 10, §1^{er}, al. 1^{er}, 4° - Epouse et enfant d'un réfugié – CCE rappelle art. 10, §1^{er}, al. 1^{er}, 4° et 5°, art. 11, §1^{er}, art. 12bis, §5 et §6 de la loi du 15 décembre + circulaire 17 juin 2009 sur le régime de preuve du lien familial – Art. 11, §1^{er}, al. 2 de la Loi « *la décision ne peut pas être fondée uniquement sur le défaut de documents officiels prouvant le lien de parenté ou d'alliance conformes à l'article 30 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé ou aux conventions internationales portant sur la même matière* » - AA : lien de parenté et d'alliance pas prouvé car docs non légalisés en raison de l'absence, en Erythrée, d'autorités civiles compétentes responsable de la délivrance de docs d'état civil – Analyse de l'AA par le CCE : PD reconnaît l'impossibilité pour la PR de fournir les documents officiels qui prouvent qu'ils remplissent les conditions relatives au lien de parenté ou d'alliance, visées à l'art. 10 – Système en cascade, la PD a tenu compte des autres preuves valables produites au sujet de ces liens = les déclarations de Monsieur faites uniquement devant elle et non devant le CGRA – PD compare les dates de naissances mentionnées lors de la procédure de PI (simples déclarations) et les dates de naissances mentionnées par la PR lors de l'introduction de leur demande de visa -> conclut que la PR ne produit pas d'autres preuves valables permettant d'établir leur lien d'alliance ou de parenté mais estime que l'analyse complémentaire (= test ADN) visée à l'art. 12bis, §6 est appropriée – Cependant, PD rejette la demande de visa et affirme que les résultats de ces tests, s'ils sont positifs, peuvent être présentés dans le cadre d'une nouvelle décision – PR critique la pratique de l'OE consistant à prendre une décision de refus avant de procéder à un test ADN et soutient qu'il n'existe aucune base légale pour ce faire + si test ADN est nécessaire, ce test doit être organisé dans les délais légaux prévus par la directive 2003/86 et de la Loi – CCE estime que si la PD n'est pas tenue de procéder à une analyse complémentaire (art. 12bis, §6), il ressort de l'AA qu'elle préconise elle-même la réalisation de tests ADN, de sorte qu'elle n'exclut pas l'existence de tels liens – Or, PD adopte une décision de rejet – CCE constate qu'il n'existe pas de fondement juridique pour refuser les demandes de visa au motif que le lien d'alliance et de parenté n'est pas démontré, alors que la possibilité de les démontrer au moyen de tests ADN est suggérée par PD elle-même, ce qui montre qu'il n'y a pas encore de motif de rejeter les demandes avant même que ces tests soient effectivement réalisés – Violation art. 10 et 12bis de la Loi – **Annulation.**

« 5.1 Sur le moyen unique, ainsi circonscrit, le Conseil rappelle que l'article 10, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'applicable lors de l'introduction des demandes visées au point 1.1, dispose que « § 1^{er}. Sous réserve des dispositions des articles 9 et 12, sont de plein droit admis à séjourner plus de trois mois dans le Royaume:

[...]

4° les membres de la famille suivants d'un étranger admis ou autorisé, depuis au moins douze mois, à séjourner dans le Royaume pour une durée illimitée, ou autorisé, depuis au moins douze mois, à s'y établir. Ce délai de douze mois est supprimé si le lien conjugal ou le partenariat enregistré préexistait à l'arrivée de l'étranger rejoint dans le Royaume ou s'ils ont un enfant mineur commun. Ces conditions relatives au type de séjour et à la durée du séjour ne s'appliquent pas s'il s'agit de membres de la famille d'un étranger admis à séjourner dans le Royaume en tant que bénéficiaire du statut de protection internationale conformément à l'article 49, § 1^{er}, alinéas 2 ou 3, ou à l'article 49/2, §§ 2 ou 3 :

- son conjoint étranger ou l'étranger avec lequel il est lié par un partenariat enregistré considéré comme équivalent à un mariage en Belgique, qui vient vivre avec lui, à la condition que les deux personnes concernées soient âgées de plus de vingt et un ans. Cet âge minimum est toutefois ramené à dix-huit ans lorsque le lien conjugal ou ce partenariat enregistré, selon le cas, est préexistant à l'arrivée de l'étranger rejoint dans le Royaume;

- leurs enfants, qui viennent vivre avec eux avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans et sont célibataires; [...] ».

L'article 10, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'applicable lors de la prise des décisions attaquées, dispose que « § 1^{er}. Sous réserve des dispositions des articles 9 et 12, sont de plein droit admis à séjourner plus de trois mois dans le Royaume:

[...]

5° sous réserve du 4°, les membres de la famille suivants d'un étranger qui est admis à séjourner dans le Royaume soit en tant que bénéficiaire du statut de réfugié soit conformément à l'article 57/45:

a) le conjoint étranger qui vient vivre avec lui, à condition qu'ils soient tous les deux âgés de plus de vingt-et-un ans; [...]

c) leurs enfants mineurs communs, qui viennent vivre avec eux avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans et qui sont non mariés; [...] ».

L'article 11, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'applicable lors de l'introduction des demandes visées au point 1.1, dispose que :

« § 1er. Le ministre ou son délégué peut décider que l'étranger qui déclare se trouver dans un des cas prévus à l'article 10 n'a pas le droit d'entrer ou de séjourner dans le Royaume, dans un des cas suivants : 1° l'étranger ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions de l'article 10; [...]

Dans le cas des membres de la famille d'un réfugié reconnu ou d'un étranger bénéficiant de la protection subsidiaire dont les liens de parenté ou d'alliance sont antérieurs à l'entrée de celui-ci dans le Royaume, la décision ne peut pas être fondée uniquement sur le défaut de documents officiels prouvant le lien de parenté ou d'alliance conformes à l'article 30 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé ou aux conventions internationales portant sur la même matière. [...] ».

L'article 11, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'applicable lors de la prise des décisions attaquées, dispose que :

« § 1er. Le ministre ou son délégué peut décider que l'étranger qui déclare se trouver dans un des cas prévus à l'article 10 n'a pas le droit d'entrer ou de séjourner dans le Royaume, dans un des cas suivants :

1° l'étranger ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions de l'article 10;

[...]

Dans le cas des membres de la famille visés à l'article 10, § 1er, alinéa 1er, 4°, et des membres de la famille visés à l'article 10, § 1er, alinéa 1er, 5°, dont les liens familiaux existaient déjà avant l'arrivée de l'étranger rejoint dans le Royaume, la décision ne peut pas être fondée uniquement sur le défaut de documents officiels prouvant le lien de parenté ou d'alliance conformes à l'article 30 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé ou aux conventions internationales portant sur la même matière. [...] ».

L'article 12bis, § 5, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'applicable lors de l'introduction des demandes visées au point 1.1, dispose que « Lorsque le ou les membres de la famille d'un étranger reconnu réfugié ou bénéficiant de la protection subsidiaire dont les liens de parenté ou d'alliance sont antérieurs à l'entrée de celui-ci dans le Royaume, ne peuvent fournir les documents officiels qui prouvent qu'ils remplissent les conditions relatives au lien de parenté ou d'alliance, visées à l'article 10, il est tenu compte d'autres preuves valables produites au sujet de ce lien. À défaut, les dispositions prévues au § 6 peuvent être appliquées ».

L'article 12bis, § 5, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'applicable lors de la prise des décisions attaquées, dispose que « Lorsque les membres de la famille visés à l'article 10, § 1er, alinéa 1er, 4°, et les membres de la famille visés à l'article 10, § 1er, alinéa 1er, 5°, dont les liens familiaux existaient déjà avant l'arrivée de l'étranger rejoint dans le Royaume, ne peuvent fournir les documents officiels qui prouvent qu'ils remplissent les conditions relatives au lien de parenté ou d'alliance, visées à l'article 10, il est tenu compte d'autres preuves valables produites au sujet de ce lien. À défaut, les dispositions prévues au § 6 peuvent être appliquées ».

L'article 12bis, § 6, de la loi du 15 décembre 1980 précise que « Lorsqu'il est constaté que l'étranger ne peut apporter la preuve des liens de parenté ou d'alliance invoqués, par des documents officiels conformes à l'article 30 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé ou aux conventions internationales portant sur la même matière, le ministre ou son délégué peut tenir compte d'autres preuves valables produites au sujet de ce lien.

À défaut, le ministre ou son délégué peut procéder ou faire procéder à des entretiens avec l'étranger et l'étranger rejoint ou à toute enquête jugée nécessaire, et proposer, le cas échéant, une analyse complémentaire ».

La circulaire du 17 juin 2009 portant certaines précisions ainsi que des dispositions modificatives et abrogatoires en matière de regroupement familial précise en son point 1. que le régime de la preuve du lien familial est « organisé sous la forme d'un système en cascade » et prévoit trois modes de preuve : « 1. Des documents officiels en faisant foi, établis conformément aux règles de droit international privé, en ce qui concerne tant les conditions de fond et de forme que la légalisation [...] 2. " d'autres preuves valables "; [...] 3. un entretien ou une analyse complémentaire. [...] ». Ce système en cascade implique que la partie défenderesse ne peut recourir à une analyse complémentaire, telle qu'un test ADN, qu'« en dernier ressort, c'est-à-dire lorsque l'étranger ne peut produire ni documents officiels ni autres preuves valables permettant d'établir le lien familial ». Quant aux « autres preuves valables », elles « sont produites uniquement en cas d'impossibilité pour l'étranger de produire des documents officiels et sont soumises à l'appréciation discrétionnaire de l'Office des étrangers ». S'agissant de cette impossibilité, la circulaire précitée indique en son point 2. que « L'étranger

doit prouver son impossibilité de se procurer les documents officiels établissant son lien familial » et précise que « Cette impossibilité peut être prouvée par toutes voies de droit », que « Le simple défaut de production des documents officiels ne suffit pas à lui seul » et que « L'impossibilité doit être réelle et objective, c'est-à-dire indépendante de la volonté de l'étranger ».

Enfin, l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Dans le cadre du contrôle de légalité, le Conseil n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné des dits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation.

5.2 Dans les cas d'espèce, et conformément à l'article 11, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, « la décision ne peut pas être fondée uniquement sur le défaut de documents officiels prouvant le lien de parenté ou d'alliance conformes à l'article 30 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé ou aux conventions internationales portant sur la même matière ».

5.3.1 Dans les deux décisions attaquées, la partie défenderesse a précisé que « le document présenté [un certificat de mariage pour la partie requérante et un certificat de naissance pour son enfant mineur] n'a pas été légalisé en raison de l'absence, en Erythrée, d'autorités civiles compétentes responsables de la délivrance de documents d'état civil » (le Conseil souligne).

Il se déduit, de manière implicite mais certaine, de cette motivation que la partie défenderesse reconnaît l'impossibilité pour la partie requérante et son enfant mineur de « fournir les documents officiels qui prouvent qu'ils remplissent les conditions relatives au lien de parenté ou d'alliance, visées à l'article 10 ».

Le fait que la seconde décision attaquée, visant l'enfant mineur de la partie requérante, mentionne que « si le certificat de naissance N°[...] devait être pris en considération, quod non en l'espèce, qu'il n'est pas possible sur ce document d'identifier formellement les parents, en les distinguant d'éventuels homonymes car, si ledit document mentionne l'enfant a pour père " [I.I.F.] " et pour mère " [la partie requérante] " mais il ne mentionne pas d'information complémentaire comme la date de naissance des parents ou le numéro de carte d'identité des parents » est donc surabondant.

5.3.2 Il résulte du système en cascade, rappelé au point 5.1, que la partie défenderesse a ensuite « tenu compte [des] autres preuves valables produites au sujet [du lien de parenté ou d'alliance] », à savoir les déclarations que Monsieur [F.I.I.] a faites – uniquement devant elle et non devant le Commissaire général CCE 350 399 - Page 7 aux réfugiés et aux apatrides – lors du traitement de sa procédure de protection internationale par les autorités belges et les dates de naissance mentionnées par la partie requérante et son enfant mineur lors de l'introduction de leurs demandes de visas.

Elle a, à cet égard, précisé que :

- dans la première décision attaquée, qui concerne la partie requérante : « [c]onsidérant par ailleurs qu'en date du 10/02/2020, [I.F.I.] a introduit une demande d'asile en Belgique, qu'il a été auditionné le 19/06/2020 dans le cadre de cette demande et qu'il a déclaré aux autorités belges, lors de cette interview, être marié avec " [H.S.F.] " née en août 1980 ; Considérant toutefois qu'il s'agit de simples déclarations et non d'éléments probants constituant des preuves valables du mariage. De surcroît, l'identité de l'épouse déclarée par [I.F.I.] lors de son interview susmentionnée ne correspond pas à l'identité sous laquelle [la partie requérante] a introduit sa demande de visa. En effet, l'épouse déclarée par le regroupant est née en août 1980 alors que, selon le cadre 4 du formulaire de demande de visa, [la partie requérante] est née le [...] » ;

- dans la seconde décision attaquée, qui concerne l'enfant mineur de la partie requérante : « [c]onsidérant par ailleurs qu'en date du 10/02/2020, [I.F.I.] a introduit une demande d'asile en Belgique, qu'il a été auditionné le 19/06/2020 dans le cadre de cette demande et qu'il a déclaré aux autorités belges, lors de cette interview, avoir cinq enfants : "[I.Am.]" née le [...], "[I.E.]" née le [...], "[I.O.]" né le [...], "[I.Ad.]" né le [...] et "[I.M.]" né le [...] ; Considérant toutefois qu'il s'agit de simples déclarations et non d'éléments probants constituant des preuves valables du lien de filiation. De surcroît, l'identité de l'enfant déclaré par [I.F.I.] lors de son interview susmentionnée dont le nom correspond à celui du requérant ("[I.M.]") ne correspond pas à l'identité sous laquelle [l'enfant mineur de la partie requérante] a introduit sa demande de visa. En effet, l'enfant déclaré par le regroupant est né le [...] /2009 alors que, selon le cadre 4 du formulaire de demande de visa, [l'enfant mineur de la partie requérante] est né le [...] ».

Elle en a conclu que ni la partie requérante ni son enfant mineur ne produisait d'autres preuves valables permettant d'établir leur lien d'alliance ou de parenté :

- dans la première décision attaquée, qui concerne la partie requérante : « [p]ar conséquent, au vu de l'absence de documents officiels en faisant foi établis conformément aux règles de droit international privé en ce qui concerne tant les conditions de fond et de forme que la légalisation ou d'autres preuves valables du mariage, les documents produits à l'appui de la demande ne peuvent être considérés comme des preuves absolues du lien matrimonial et la demande de visa est rejetée » ;

- dans la seconde décision attaquée, qui concerne l'enfant mineur de la partie requérante : « [p]ar conséquent, au vu de l'absence de documents officiels en faisant foi établis conformément aux règles de droit international privé en ce qui concerne tant les conditions de fond et de forme que la légalisation ou d'autres preuves valables du lien de filiation, les documents produits à l'appui de la présente demande ne peuvent être considérés comme des preuves absolues du lien de filiation et la demande de visa est rejetée ».

5.4 La partie défenderesse a néanmoins ensuite précisé :

- dans la première décision attaquée, qui concerne la partie requérante : « [t]outefois, la preuve du lien matrimonial pourra être établie par le biais d'un test ADN " trio " effectué dans le cadre de la procédure sécurisée mise en application avec le SPF " Affaires étrangères ". En effet, puisque le fils de [la partie requérante] et [I.F.I.], à savoir [l'enfant mineur de la partie requérante] né le [...] a introduit une demande de visa regroupement familial qui a fait l'objet d'un rejet sous réserve d'un test ADN en date du 11/09/2025, il est donc possible d'effectuer un test ADN entre [la partie requérante], Monsieur [I.F.] et [l'enfant mineur de la partie requérante]. Si les résultats du test s'avèrent positifs, ils pourront être invoqués comme preuve du lien matrimonial/de filiation à l'appui d'une nouvelle décision qui sera prise par l'Office des Étrangers » ;

- dans la seconde décision attaquée, qui concerne l'enfant mineur de la partie requérante : « [t]outefois, la preuve du lien de filiation entre [l'enfant mineur de la partie requérante] et son père pourra être établie par le biais d'un test ADN effectué dans le cadre de la procédure sécurisée mise en application avec le SPF " Affaires étrangères ". Si les résultats du test s'avèrent positifs, ils pourront être invoqués comme preuve de filiation à l'appui d'une nouvelle décision qui sera prise par l'Office des Étrangers ».

La partie défenderesse estime, par conséquent, que l' « analyse complémentaire », à savoir un test ADN, visée à l'article 12bis, § 6, de la loi du 15 décembre 1980, est appropriée. Elle rejette néanmoins les demandes de visa introduites par la partie requérante et son enfant mineur et affirme que les résultats de ces tests, s'ils sont positifs, peuvent être présentés dans le cadre d'une nouvelle décision.

La partie requérante conteste, en substance, la pratique consistant à prendre une décision de refus avant de procéder à un test ADN et soutient qu'il n'existe aucune base légale à cet égard. Elle estime que si un test ADN est nécessaire, ce test doit être organisé dans les délais légaux prévus par la directive 2003/86 et la loi du 15 décembre 1980.

À ce sujet, le Conseil estime que, si la partie défenderesse n'est pas, conformément à l'article 12bis, § 6, de la loi du 15 décembre 1980, tenue de procéder à une « analyse complémentaire », il ressort des décisions attaquées qu'elle préconise elle-même la réalisation de tests ADN pour prouver le lien d'alliance et de parenté de la partie requérante et de son enfant mineur avec leur époux et père, de sorte qu'elle n'exclut pas l'existence de tels liens avec ce dernier.

Or, si la partie défenderesse a accepté que la partie requérante et son enfant mineur aient la possibilité de prouver leur lien d'alliance et de parenté avec leur époux et père au moyen d'une analyse complémentaire, en l'occurrence un test ADN, il ressort toutefois du libellé des décisions attaquées qu'il s'agit de décisions rejetant les demandes de la partie requérante et de son enfant mineur.

Le Conseil estime, à l'instar de la partie requérante, qu'il n'existe pas de fondement juridique pour refuser les demandes de visa au motif que le lien d'alliance et de parenté entre la partie requérante et son enfant mineur avec leur époux et père n'est pas démontré, alors que la possibilité de les démontrer au moyen de tests ADN est suggérée par la partie défenderesse elle-même, ce qui montre qu'il n'y a pas encore de motif de rejeter les demandes avant même que ces tests soient effectivement réalisés.

5.5 Par conséquent, le Conseil estime qu'en prenant les décisions attaquées, la partie défenderesse a méconnu le prescrit des articles 10 et 12bis de la loi du 15 décembre 1980 ».

procédure CCE

Annulation

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

Fin de séjour

composition du siège

1 juge

Beëindiging verblijf met bevel om het grondgebied te verlaten – vernietiging – artikel 21 en 23 van de Vreemdelingenwet – afweging hoger belang van het kind in het kader van artikel 8 EVRM – verzoeker heeft vijf verblijfsgerechtigde minderjarige kinderen in België – uit hoorrecht en stukken in het administratief dossier blijkt dat hij, voor zijn gevangenisstraf van 30 maanden, waarvan uitstel 3 jaar voor 20 maanden, altijd heeft samengewoond met echtgenote en kinderen – hij wijst erop dat hij niet kan terugkeren naar Afghanistan omdat hij de broodwinner is van het gezin, hij heel betrokken is bij elk aspect van zijn kinderen omdat hij de enige ouder is die Nederlands spreekt, dat één van de dochters een leerachterstand heeft, dat hij haar naar alle afspraken met de logopedist en begeleiders brengt, dat hij aanwezig is bij alle gesprekken met de begeleiders en dat de kinderen brieven schreven dat ze hem niet kunnen missen – er worden aldus meerdere concrete elementen aangehaald aangaande (impact van) de dagdagelijkse zorg van verzoeker – deze elementen worden genoemd in de bestreden beslissing, doch wordt er enkel gesteld dat deze elementen niet opwegen tegen de (ernstige) feiten van openbare orde – geen concrete afweging van het hoger belang van het kind – niet nagegaan of de impact op de kinderen daadwerkelijk niet opweegt tegen het maatschappelijk belang – geen concrete uiteenzetting waarom hoger belang van de kinderen, dat gebaat is bij verdere (dagdagelijkse) aanwezigheid en zorg door verzoeker, minder dient door te wegen dan algemeen belang – schending zorgvuldigheidsplicht in het licht van artikel 8 EVRM

Voorname vragenlijst en stavingstukken bevinden zich in het administratief dossier (stuk 124). Uit de vragenlijst en de gevoegde stavingstukken blijkt dat de verzoekende partij vijf verblijfsgerechtigde minderjarige kinderen in België heeft, namelijk N.S. (14 jaar), K.S. (12 jaar), O.S. (10 jaar), W.S. (5 jaar) en M.S. (4 jaar) en dat zij voor haar verblijf in de gevangenis altijd bij haar echtgenote en minderjarige kinderen heeft gewoond. Op de vraag waarom zij niet naar haar land van herkomst kan terugkeren, antwoordde de verzoekende partij in de vragenlijst onder meer dat zij de broodwinner is van haar gezin, dat zij erg betrokken is bij elk aspect van het leven van haar kinderen gezien zij de enige ouder is die Nederlands spreekt, dat één van haar dochters, W., leerachterstand heeft en intensieve opvolging, begeleiding en logopedische ondersteuning nodig heeft, dat zij degene is die haar naar alle afspraken brengt en aanwezig is bij elk gesprek bij de begeleiders op school, dat haar kinderen brieven schreven waarom zij haar niet kunnen missen en welke rol zij speelt in hun leven, dat zij smeekt om haar in het belang van haar kinderen het recht te geven om verder te kunnen blijven in België, voor hen te zorgen en hen op te voeden.

In voornoemde brieven van de kinderen van de verzoekende partij kan voorts worden gelezen: *"We willen dat ons papa niet weggaat. Het gaat moeilijk zonder ons papa. Mama kan niet goed Nederlands spreken en het gaat moeilijk als wij op school zijn. Wij houden van ons papa. Hij speelt met ons en zorg(t) voor ons.", "Ik wil dat mijn papa altijd bij mij is. Hij is de beste papa ooit. Hij speelt met ons en we maken wandeling samen. Zonder papa gaat niets leuk zijn. Mijn mama kan een beetje Nederlands en ze heeft veel problemen met afspraak maken. Ze kan wel maar met de bus of tram is het moeilijk(er) dan met een auto van papa en als wij op school zijn dan kan ze niet alleen gaan. We houden van ons papa" en "Ik wil dat mijn papa niet weggaat. Zonder papa kunnen we ni(e)ks doen. Ik wil dat mijn papa bij mij blijft. Onze papa brengt ons naar de afspraak en naar overal."*

[...]

Uit voornoemde motieven van de bestreden beslissing blijkt weliswaar dat de verwerende partij heeft vermeld en niet ontkent of betwist dat de verzoekende partij de broodwinner is van haar gezin en de enige ouder is die Nederlands spreekt en uit de motieven vermeld in punt 2.7. blijkt tevens dat de verwerende partij heeft verwezen naar de brieven van de kinderen van de verzoekende partij, doch blijkt geenszins uit de bovenstaande motieven waarom deze elementen in het kader van het hoger belang van het kind geen elementen zijn die een andere beoordeling kunnen rechtvaardigen of kunnen doorwegen in de belangenafweging in het kader van artikel 8 van het EVRM. De Raad merkt op dat het onzorgvuldig is om voornoemde elementen niet af te wegen in het kader van het hoger belang van het kind of om niet te verduidelijken waarom de bestreden beslissing, gelet op deze elementen, geen afbreuk doet aan het hoger belang van het kind, te meer nog omdat de verzoekende partij zich in het kader van haar hoorrecht uitdrukkelijk heeft beroepen op het hoger belang van haar kinderen als reden waarom zij niet kan terugkeren naar haar land van herkomst.

[...]

Ter verduidelijking wijst de Raad er hier nog op dat uit de bestreden beslissing niet blijkt waarom de wezenlijke rol die de verzoekende partij vervult in het gezin – waar het blijkt het administratief dossier en de door de verzoekende partij aangevoerde elementen gaat om een dagdagelijkse aanwezigheid (behoudens de periode doorgebracht in de gevangenis van 18 december 2022 tot 19 oktober 2023), het brengen van kinderen naar afspraken (met de auto), het spelen met de kinderen, het zorgen voor de kinderen, een inkomen voorzien voor het gezin, de ouder zijn die Nederlands spreekt terwijl de andere ouder niet goed Nederlands spreekt en het maken van afspraken – niettegenstaande het de moeder was die aanwezig was op de onderzoeken door CAR Stappie vzw (multidisciplinair onderzoek) (waarbij nog moet opgemerkt worden dat de verzoekende partij aanwezig was op het intakegesprek) en niettegenstaande de communicatie met de school vaak verloopt via de oudere zus of tijdens overleg met de brugfiguur, niet opweegt tegen de overwegingen van openbare orde en het nemen van de bestreden beslissing in het licht van het hoger belang van de minderjarige kinderen niet verhindert. Ook uit de motieven dat de verzoekende partij niet aannemelijk maakt dat het gezinsleven niet op een andere manier kan worden beleefd, bijvoorbeeld door middel van moderne communicatiemiddelen dan wel korte bezoeken in landen waartoe zowel de verzoekende partij, haar echtgenote en kinderen toegang zouden hebben, blijkt dit niet, minstens niet afdoende gelet op het feit dat de impact van de bestreden beslissing op de betrokken kinderen een belangrijke overweging is. Ook door louter te erkennen dat *“de genomen beslissing onmiskenbaar gepaard gaat met een zekere mate van hardheid”*, geeft de verwerende partij niet aan waarom in casu de wezenlijke rol die de verzoekende partij vervult in het gezin, zoals die blijkt uit de stukken van het administratief dossier, niet opweegt tegen de overwegingen van openbare orde en het nemen van de bestreden beslissing in het licht van het hoger belang van de minderjarige kinderen niet verhindert. Uit de bestreden beslissing blijkt inderdaad dat de private belangen van de verzoekende partij worden afgewogen tegen de belangen van de samenleving en besloten wordt dat de private belangen niet opwegen tegen de bescherming van de openbare orde, doch zonder dat blijkt waarom het gezinsleven van de verzoekende partij, meer specifiek in het licht van het hoger belang van haar minderjarige kinderen, niet kan doorwegen. **De Raad herhaalt dat uit het louter vermelden van de elementen die het gezins- en privéleven van de verzoekende partij kenmerken en te erkennen dat zij een wezenlijke rol vervult in het leven van haar minderjarige kinderen niet blijkt op welke wijze de verwerende partij de elementen van het gezinsleven met de kinderen – waar het gaat om een dagdagelijkse aanwezigheid, het brengen van kinderen naar afspraken (met de auto), het spelen met de kinderen, het zorgen voor de kinderen, een inkomen voorzien voor het gezin, de ouder zijn die Nederlands spreekt terwijl de andere ouder niet goed Nederlands spreekt en het maken van afspraken – in de belangenafweging heeft betrokken, noch waarom deze elementen in het kader van het hoger belang van het kind geen elementen zijn die een andere beoordeling kunnen rechtvaardigen of kunnen doorwegen in de belangenafweging in het kader van artikel 8 van het EVRM.**

[...]

Waar de verwerende partij stelt dat in de mate dat de verzoekende partij een schending van artikel 8 van het EVRM voorhoudt nu zij geen afweging zou hebben gemaakt in het licht van het hoger belang van het kind, zij benadrukt dat zij in hoofdde heeft gemotiveerd: *“DVZ stelt vast dat u veroordeeld bent voor ernstige feiten. De aanwezigheid van uw gezinsleden, gelet op de aard en de ernst van de bewezen verklaarde feiten, vormt geen grond om uw verblijfsrecht te handhaven. U wordt beschouwd als een manifest gevaar voor de openbare orde. DVZ benadrukt voorts dat eventuele nadelige gevolgen van deze beslissing voor uzelf en voor uw familieleden volledig het gevolg zijn van uw eigen handelen, waarvoor u de volle verantwoordelijkheid draagt. Artikel 8, tweede lid, van het EVRM staat toe om in uw hoofde te oordelen dat een inmenging in uw gezinsleven zich opdringt door het gevaar voor de openbare orde dat u vormt. Derhalve vormen deze beslissingen geen schending van artikel 8 EVRM.”*, dat dit de (determinerende) overweging vormt op grond waarvan zij heeft geoordeeld dat de bestreden beslissing niet in strijd is met artikel 8 van het EVRM en dat zij hiermee de bescherming nastreeft van minderjarigen, merkt de Raad op dat uit voornoemde motieven enkel blijkt dat de verwerende partij het belang van de staat, de bescherming van de openbare orde, in overweging neemt, beoordeelt en dit laat doorwegen op de private belangen van de verzoekende partij, echter zonder het hoger belang van het kind, zoals de verzoekende partij en haar kinderen dat in het kader van het hoorrecht hebben toegelicht, te beoordelen of te betrekken in deze belangenafweging. Het louter gegeven dat de verwerende partij met de thans bestreden beslissing de bescherming van minderjarigen zou nastreven, doet hieraan geen afbreuk.

CCE arrêt 342665 du 10/03/2026

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

"En l'espèce, le Conseil considère qu'il manque des éléments essentiels à défaut desquels il ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans qu'il soit procédé à des mesures complémentaires d'instruction.

En effet, le Conseil relève que le rapport médical du 23 janvier 2026 précité est particulièrement circonstancié et conclut que le requérant « présente des séquelles cutanées (nombreuses cicatrices) et psychologiques (syndrome de stress post-traumatique sévère à composante dépressive et dissociative), typiques à spécifiques de l'histoire qu'il relate » (...).

A cet égard, le Conseil rappelle que conformément aux enseignements à tirer de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, il revient aux instances d'asile, face à un tel document, de dissiper tout doute quant à la cause des séquelles qu'il établit mais aussi quant au risque de nouveaux mauvais traitements en cas de retour du demandeur dans son pays d'origine, l'absence de crédibilité de son récit n'étant pas suffisante à cet effet (voir les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme R.J. c. France du 19 septembre 2013, § 42 ; RC c. Suède du 9 mars 2010, §§ 50, 53 et 55 et I. c. Suède du 5 septembre 2013, §§ 62 et 66).

Dès lors, en l'espèce, le Conseil estime indispensable que la partie défenderesse, qui n'a pas entendu le requérant dans le cadre de sa nouvelle demande de protection internationale, instruisse plus avant la présente cause afin de dissiper tout doute quant à l'origine des séquelles cutanées et psychologiques observées dans son chef et quant au risque de nouveaux mauvais traitements en cas de retour dans son pays d'origine.

En outre, toujours concernant le rapport médical du 23 janvier 2026 précité, le Conseil rappelle que suivant l'arrêt du Conseil d'Etat n°244 033 du 26 mars 2019, « [l]a simple mise en perspective des attestations médicales nouvellement produites par rapport à l'appréciation déjà émise sur la crédibilité du récit dans le cadre de la première demande d'asile, sans évaluer les risques que les cicatrices constatées par ces attestations sont susceptibles de révéler [le Conseil souligne], est insuffisante dès lors que, comme l'a souligné la Cour européenne des droits de l'homme dans les arrêts précités des 5 et 19 septembre 2013, le manque de crédibilité du récit lié à son caractère vague et peu étayé ne peut suffire à justifier la non prise en compte de certificats médicaux objectivant les sévices subis allégués. » Dès lors, le Conseil invite la partie défenderesse à évaluer les risques que les séquelles relevées dans le chef du requérant sont susceptibles de révéler en cas de retour dans son pays d'origine.

Par ailleurs, le Conseil relève que le requérant a annexé à son recours une copie de son passeport national afin d'établir son âge et sa minorité, lesquels avaient été contestés lors de sa première procédure d'asile. Le Conseil invite la partie défenderesse à user de son pouvoir d'instruction pour évaluer la force probante de cette pièce quant à la détermination de l'âge du requérant."

procédure CCE
Plein contentieux

nationalité
Indéfini
dictum arrêt
Rejet

acte attaqué
CG Exclusion Genève et exclusion protection
subsidaire
composition du siège
3 juges

Elément déposé postérieurement à la clôture des débats

"La dernière note, celle du 20 janvier 2026, a été déposée postérieurement à la clôture des débats.

En vertu de l'article 39/76, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, lequel régit les modalités de communication d'éléments nouveaux jusqu'à la clôture des débats : « Les parties peuvent lui communiquer des éléments nouveaux jusqu'à la clôture des débats par le biais d'une note complémentaire. [...] ». Cet article ne prévoit toutefois pas cette possibilité postérieurement à la clôture des débats.

La partie défenderesse n'a pas sollicité la réouverture de ceux-ci. Le Conseil n'aperçoit pas la nécessité d'y procéder. Cette dernière note est donc écartée des débats."

Exclusion agissements contraires aux buts et principes des Nations Unies

"En l'espèce, il convient de déterminer s'il existe des raisons sérieuses de penser que le requérant s'est rendu coupable d'agissements contraires aux buts et principes des Nations Unies.

Le Conseil rappelle à cet égard que les buts et principes susmentionnés sont définis aux articles 1 et 2 de la Charte des Nations Unies et précisés dans diverses résolutions ultérieures dont les principales sont abondamment citées dans la décision entreprise. Il ressort de ces éléments que les actes de terrorisme constituent, sans conteste, des agissements contraires aux buts et principes des Nations Unies. En effet, outre que les actes en question constituent souvent, intrinsèquement, des menaces contre « la paix et la sécurité internationales », les Nations unies ont affirmé à de multiples reprises que les actes de terrorisme étaient contraires aux buts et principes des Nations unies (...). Elles ont également affirmé qu'étaient aussi contraires aux buts et principes précités « [...] le financement, la planification et la préparation [...] de même que toutes les autres formes d'appui [...] » (...). De surcroît, la directive 2011/95/UE rappelle que les « actes, méthodes et pratiques terroristes », de même que le financement, la planification ou l'incitation à de tels actes sont contraires aux buts et principes des Nations unies.

La partie défenderesse exclut le requérant de la qualité de réfugié au motif qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'il s'est rendu coupable d'actes terroristes et, partant, d'agissements contraires aux buts et principes des Nations Unies.

Elle fonde son appréciation sur plusieurs jugements déposés par le requérant, sur des articles de presse, dont certains ont été déposés par le requérant également, ainsi que sur les déclarations du requérant. La partie défenderesse constate qu'il ressort des éléments susmentionnés que le requérant a été condamné à de nombreuses reprises pour meurtre, tentative de meurtre, enlèvement et terrorisme (notamment des attentats à la bombe) entre 1998 et 2012 et qu'il est décrit comme un membre actif, exécutif et hautement formé du groupe terroriste Asbat Al Ansar. (...)

(...)

Le Conseil (...) considère, à la suite de la partie défenderesse, que les propos du requérant quant aux raisons pour lesquelles il aurait été accusé à tort manquent de vraisemblance, en particulier à la lumière des accusations lourdes et précises telles qu'elles ressortent des documents précités. (...) La circonstance que le requérant a lui-même produit les jugements le condamnant est sans incidence sur l'établissement des faits reprochés, en particulier dans la mesure où, ainsi qu'il vient d'être constaté, ses explications à cet égard ne convainquent nullement. Si la partie requérante soutient encore que l'absence d'incarcération à la suite de ses interrogatoires contredit la lourdeur du dossier répressif contre lui, le Conseil note, pour sa part, que le requérant explique lui-même qu'il a été libéré car il a nié l'ensemble des charges pesant contre lui et qu'il a ensuite pris la fuite dans le camp, dès 1998. En tout état de cause, de manière similaire au constat qui précède, la circonstance que le requérant n'a pas été incarcéré alors qu'un lourd dossier répressif pesait contre lui ne suffit pas à conclure à l'absence de fondement de celui-ci, en particulier, à nouveau, à la lumière de ses

explications non convaincantes sur ce point. À cet égard, si la partie requérante soutient que cette « *discordance [...] laisse [...] perplexe et nécessiterait une investigation plus ample [...]* », elle ne développe cependant aucun argument ni précision utile de nature à indiquer qu'une instruction supplémentaire s'avérerait pertinente en l'espèce.

En conséquence, à la lecture des documents judiciaires et articles de presse produits au dossier administratif et au vu des explications particulièrement peu convaincantes du requérant à ces égards, le Conseil estime, à la suite de la partie défenderesse qu'il existe des raisons sérieuses de penser que le requérant s'est rendu coupable des faits reprochés, lesquels sont susceptibles d'entraîner son exclusion de la protection internationale.

Quant à la qualification de ces faits à la lumière de la clause d'exclusion, le Conseil se rallie entièrement à la position de partie défenderesse. Il ressort en effet à suffisance de l'ensemble des éléments susmentionnés que les faits en question s'inscrivent dans un contexte terroriste au sens des développements théoriques *supra* (...). (...) le requérant a été condamné à de multiples reprises pour terrorisme, commission d'actes terroristes et attentat à la bombe. La partie requérante ne formule aucun argument de nature à contredire cette qualification.

(...)

Il ressort donc clairement de l'ensemble des éléments qui précèdent qu'il existe des raisons sérieuses de penser que le requérant s'est rendu coupable d'agissements contraires aux buts et principes des Nations Unies.

(...)

Quant aux éventuelles causes d'exonération de la responsabilité individuelle, le Conseil rejoint la partie défenderesse lorsqu'elle constate que, si le requérant était mineur lors de la première infraction terroriste pour laquelle il a été condamné, il en a commis de nombreuses autres par la suite, étant majeur, de sorte qu'il n'y a là aucun motif d'exonération de sa responsabilité individuelle. La partie requérante reste, quant à elle, muette à cet égard et ne fait valoir aucun autre motif éventuel d'exonération de la responsabilité individuelle du requérant.

En conséquence, le Conseil constate que le requérant ne fait valoir aucun motif d'exonération de sa responsabilité individuelle quant aux raisons sérieuses de penser qu'il s'est rendu coupable des agissements susmentionnés.

(...)

Par ailleurs, la partie requérante développe de nombreuses considérations quant à l'inclusion du requérant dans la protection internationale.

À cet égard, le Conseil constate, pour sa part, l'absence d'intérêt à se livrer à l'exercice de savoir si le requérant doit être inclus dans le statut de réfugié ou le statut de protection subsidiaire en dépit de son exclusion de ces statuts puisqu'il ressort en tout état de cause des développements qui précèdent que le requérant est exclu de ces deux formes de protection. (...)

Ainsi, le Conseil rappelle les termes très clairs de l'article 1er, section F, de la Convention de Genève dont il ressort que « *les dispositions de cette convention ne s'appliquent pas aux personnes dont on aura des raisons sérieuses de penser* » qu'elles ont commis l'un des crimes visés aux points a) et b) ou qu'elles se sont rendues coupables des agissements visés au point c) ; c'est donc toute la Convention, en ce compris l'article 1er, section A, § 2, qui concerne l'inclusion, qui ne peut trouver à s'appliquer à l'égard de la personne exclue (Dans le même sens, voir arrêt du Conseil n°215 964 du 29 janvier 2019, point 5.8)."

Conclusion

"Il résulte des considérations qui précèdent qu'il existe des raisons sérieuses de penser que le requérant s'est rendu coupable d'agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies au sens de l'article 1er, section F, c, de la Convention de Genève et qu'il convient de l'exclure de la qualité de réfugié sur la base de la même disposition ainsi que de l'article 55/2 de la loi du 15 décembre 1980.

Pour les mêmes motifs, le Conseil estime que le requérant est exclu du bénéfice de la protection subsidiaire ainsi que le prévoit l'article 55/4, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Colombie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Annexe 20 – partenaire relation durable (art. 47/2) – le requérant est colombien et est donc dispensé de visa – il est arrivé en 2023, a obtenu un séjour étudiant puis, 15 jours après l’échéance de son titre de séjour étudiant, a introduit sa demande de RF - AA : art. 41 §2 : PR doit soit produire passeport avec visa valable soit prouver autrement qu’il jouit du droit de circuler et de séjourner librement - bien qu’entré de manière régulière en Belgique, le requérant y demeure au-delà de son droit au séjour étudiant – CCE : rappel art 41 §2 doit être interprété de la même façon pour 40bis et pour 47/2 – dans l’AA, l’OE semble déduire de sa situation que le requérant ne pouvait « *établir ou prouver d’une autre manière qu’il jouit du droit de circuler et de séjourner librement* » => motivation insuffisante – NO : PR pas autorisée au séjour en Belgique ni dans un autre E-M - PR n’a pas apporté la preuve qu’elle jouit du droit de circuler ou de séjourner librement => CCE : motivation *a posteriori* – à titre surabondant : l’article 41, § 2 ne prévoit aucune condition relative au séjour légal de l’intéressé, ce qui est logique puisque cet article concerne des conditions d’entrée et non de séjour - le fait que le requérant a ou non introduit sa demande de carte de séjour, avant l’expiration de son autorisation de séjour, n’a aucune incidence sur la recevabilité ou le bien-fondé de cette demande – annulation.

« 3.2. **Sur le 1^{er} moyen, en sa seconde branche :**

3.2.1. La directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l’Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres (ci-après : la directive 2004/38/CE) est articulée de la manière suivante :

a) Un chapitre I – « Dispositions générales », dans lequel figure l’article 3 – « Bénéficiaires », qui prévoit notamment ce qui suit :

« 2. *Sans préjudice d’un droit personnel à la libre circulation et au séjour de l’intéressé, l’État membre d’accueil favorise, conformément à sa législation nationale, l’entrée et le séjour des personnes suivantes:*

a) tout autre membre de la famille, quelle que soit sa nationalité, qui n’est pas couvert par la définition figurant à l’article 2, point 2), si, dans le pays de provenance, il est à charge ou fait partie du ménage du citoyen de l’Union bénéficiaire du droit de séjour à titre principal, ou lorsque, pour des raisons de santé graves, le citoyen de l’Union doit impérativement et personnellement s’occuper du membre de la famille concerné;

b) le partenaire avec lequel le citoyen de l’Union a une relation durable, dûment attestée.

L’État membre d’accueil entreprend un examen approfondi de la situation personnelle et motive tout refus d’entrée ou de séjour visant ces personnes ».

b) Un chapitre II – « Droit de sortie et d’entrée », dans lequel l’article 5 – « Droit d’entrée » prévoit notamment ce qui suit :

« 2. *Les membres de la famille qui n’ont pas la nationalité d’un État membre ne sont soumis qu’à l’obligation de visa d’entrée, conformément au règlement (CE) n° 539/2001 ou, le cas échéant, à la législation nationale. [...]*

4. Lorsqu’un citoyen de l’Union ou un membre de la famille qui n’a pas la nationalité d’un État membre ne dispose pas du document de voyage requis ou, le cas échéant, du visa nécessaire, l’État membre concerné accorde à ces personnes tous les moyens raisonnables afin de leur permettre d’obtenir ou de se procurer, dans un délai raisonnable, les documents requis ou de faire confirmer ou prouver par d’autres moyens leur qualité de bénéficiaires du droit de circuler et de séjourner librement, avant de procéder au refoulement. [...] ».

c) Un chapitre III – « Droit de séjour », dans lequel l’article 10 – « Délivrance de la carte de séjour » prévoit ce qui suit :

« 1. *Le droit de séjour des membres de la famille d’un citoyen de l’Union qui n’ont pas la nationalité d’un État membre est constaté par la délivrance d’un document dénommé "Carte de séjour de membre de la famille d’un citoyen de l’Union" au plus tard dans les six mois suivant le dépôt de la demande. [...]*

2. Pour la délivrance de la carte de séjour, les États membres demandent la présentation des documents suivants:

a) un passeport en cours de validité;

b) un document attestant l'existence d'un lien de parenté ou d'un partenariat enregistré;

c) l'attestation d'enregistrement [...];

d) dans les cas visés à l'article 2, paragraphe 2, point c) et d), les pièces justificatives attestant que les conditions énoncées dans cette disposition sont remplies;

e) dans les cas visés à l'article 3, paragraphe 2, point a), un document délivré par l'autorité compétente du pays d'origine ou de provenance attestant qu'ils sont à la charge du citoyen de l'Union ou font partie de son ménage, ou une preuve de l'existence de raisons de santé graves qui exigent que le citoyen de l'Union s'occupe personnellement du membre de la famille concerné;

f) dans les cas relevant de l'article 3, paragraphe 2, point b), une preuve de l'existence d'une relation durable avec le citoyen de l'Union ».

3.2.2. Les dispositions pertinentes de la loi du 15 décembre 1980 et de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, qui transposent les dispositions susmentionnées, sont les suivantes :

a) Les dispositions générales :

- L'article 47/2 de la loi du 15 décembre 1980, qui énumère les catégories visées d'« autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union ».

- L'article 47/1 de la même loi :

« Sans préjudice des dispositions du présent chapitre, les dispositions du chapitre Ier relatives aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 40bis ou aux membres de la famille d'un Belge qui a exercé son droit de libre circulation [...] s'appliquent aux autres membres de la famille visés à l'article 47/2 ».

- L'article 40bis de la même loi :

« § 2. Sont considérés comme membres de famille du citoyen de l'Union :

[liste des membres de la famille nucléaire]

§ 4. Les membres de la famille visés au § 2 ont le droit d'accompagner ou de rejoindre le citoyen de l'Union visé à l'article 40, § 4, alinéa 1er, 1° et 2°, pour une période de plus de trois mois, pour autant qu'ils remplissent, selon le cas, les conditions visées à l'article 41, §§ 1er ou 2 ».

b) Les dispositions relatives à l'entrée des membres de la famille d'un citoyen de l'Union.

Il s'agit de l'article 41, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, dont l'alinéa 1^{er} prévoit ce qui suit :

« Le droit d'entrée est reconnu aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 40bis, § 2, qui ne sont pas citoyens de l'Union sur présentation d'un passeport en cours de validité revêtu, le cas échéant, d'un visa d'entrée en cours de validité, conformément au règlement (UE) 2018/1806 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa [...] ».

et l'alinéa 4, ce qui suit :

« Lorsque le membre de la famille d'un citoyen de l'Union ne dispose pas des documents requis, le ministre ou son délégué lui accorde tous les moyens raisonnables afin de lui permettre d'obtenir ou de se procurer, dans un délai raisonnable, les documents requis ou de faire confirmer ou prouver par d'autres moyens sa qualité de bénéficiaire du droit de circuler et de séjourner librement, avant de procéder à son refoulement ».

En exécution de cette disposition, l'article 47, § 1, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 prévoit ce qui suit :

« Conformément à l'article 41, alinéa 2, de la loi **[1]**, les autorités chargées du contrôle aux frontières autorisent l'accès au territoire au membre de la famille du citoyen [de] l'Union qui n'est pas citoyen de l'Union, et qui n'est pas titulaire des documents requis en vertu de l'article 2 de la loi, sur la production d'un des documents suivants :

1° un passeport national ou une carte d'identité valable ou non [...]

ou 4° toute autre preuve d'identité et de nationalité de l'intéressé. [...]

Si le membre de la famille est soumis à l'obligation de visa, il reçoit un visa, ou, si l'intéressé n'a pas de passeport en cours de validité, une autorisation tenant lieu de visa d'une durée de validité de 3 mois.

Dans le cas cité sous 4°, la décision est prise par le ministre ou son délégué ».

c) Les dispositions relatives au séjour des membres de la famille d'un citoyen de l'Union

- L'article 42, § 1, alinéa 1, de la loi du 15 décembre 1980 :

« Le droit de séjour de plus de trois mois dans le Royaume est reconnu le plus rapidement possible et au plus tard six mois après la date de la demande telle que prévue au § 4, alinéa 2, au citoyen de l'Union et aux membres de sa famille qui sont dans les conditions et pour la durée déterminées par le Roi, conformément aux règlements et directives européens. [...] ».

- L'article 52, § 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 :

« Lors de la demande, ou, au plus tard, dans les trois mois après la demande, le membre de la famille est tenu en outre de produire les documents suivants :

1° la preuve de son identité conformément à l'article 41, alinéa 2, de la loi;

2° les documents permettant d'établir valablement qu'il remplit les conditions prévues aux articles 40bis, §§ 2 et 4 ou 40ter, de la loi, qui lui sont applicables ».

- L'article 58 du même arrêté royal :

« A l'exception de l'article 45, les dispositions du chapitre Ire relatives aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 40bis, de la loi, sont applicables aux autres membres de la famille visés à l'article 47/1, de la loi. Toutefois, le Ministre ou son délégué favorise leur entrée et leur séjour sur le territoire du Royaume et ce, à l'issue d'un examen individuel et approfondi de leur demande ».

3.2.3. Par ailleurs, l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité administrative en vertu des diverses dispositions légales doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs.

Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre

- au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours,

- et au Conseil d'exercer son contrôle à ce sujet.

3.2.4. a) L'énumération des dispositions pertinentes de la directive 2004/38/CE montre que le législateur européen n'a pas fait de distinction entre les membres de la famille nucléaire et les « autres membres de la famille » en ce qui concerne le séjour et la délivrance d'une carte de séjour.

b) Les dispositions susmentionnées du droit belge sont moins explicites sur certains aspects, mais précisent clairement que toutes les dispositions de la loi, et presque toutes les dispositions de l'arrêté royal, relatives aux membres de la famille nucléaire (à l'exception de l'article 45), sont également applicables aux « autres membres de la famille » d'un citoyen de l'Union.

3.2.5. a) Ce n'est pas contesté par la partie défenderesse dans la motivation de l'acte attaqué.

Elle relève en particulier qu'en vertu de l'article 41, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, « la personne concernée doit :

- soit présenter un passeport en cours de validité muni, le cas échéant, d'un visa d'entrée en cours de validité;

- soit établir ou prouver d'une autre manière qu'il jouit du droit de circuler et de séjourner librement ».

b) La partie défenderesse constate ensuite

- que « les ressortissants colombiens, dispensés de visa, ne peuvent demeurer dans le Royaume au-delà du délai fixé conformément à l'article 6 de la loi du 15/12/1980 ou doivent apporter la preuve qu'ils peuvent séjourner plus de nonante jours dans le Royaume sur toute période de cent-quatre-vingt jours »

- et qu'en l'espèce, « la personne concernée, bien qu'entrée de manière régulière sur le territoire du Royaume, y demeure au-delà de son droit au séjour décerné dans le cadre de ses études : il était en effet en possession d'un titre de séjour étudiant valable jusqu'au 31.10.2024. Il a introduit sa demande sur base de l'article 47/2 le 14.11.2024 ».

La partie défenderesse semble déduire de cette situation que le requérant ne pouvait bénéficier de l'aménagement prévu à l'article 41, § 2, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, soit « établir ou prouver d'une autre manière qu'il jouit du droit de circuler et de séjourner librement ».

Cette conclusion n'est pas compréhensible au vu du constat, susmentionné, selon lequel

- le législateur a entendu traiter les autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union de la même manière que les membres de sa famille nucléaire,

- à l'exception de la procédure simplifiée de délivrance d'un visa d'entrée.

Or, l'article 41, § 2, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, dont le législateur n'a pas limité l'application aux seuls membres de la famille nucléaire d'un citoyen de l'Union, prévoit la prise en considération d'autres éléments lorsque l'intéressé « *ne dispose pas des documents requis* » par l'alinéa 1^{er} de la même disposition.

La seule référence aux articles 40bis, § 4, alinéa 1er, 41, § 2, et 47/2 de la loi du 15 décembre 1980, dans la motivation de l'acte attaqué,

ne permet pas de comprendre la raison pour laquelle la partie défenderesse estime que le requérant doit être traité différemment d'un membre de la famille nucléaire d'un citoyen de l'Union, se trouvant dans la même situation.

La motivation de l'acte attaqué est donc insuffisante.

3.2.6. Dans la note d'observations, la partie défenderesse expose notamment ce qui suit :

« C'est à juste titre que la décision attaquée est fondée sur le constat que la partie requérante, qui est un membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne et qui a introduit une demande de séjour en application de l'article 47/2 de la loi du 15 décembre 1980, doit respecter les conditions visées à l'article 41, § 2, de la loi du 15 décembre 1980. Autrement dit, elle doit présenter « *un passeport en cours de validité revêtu, le cas échéant, d'un visa d'entrée en cours de validité* » ou « *de prouver par d'autres moyens sa qualité de bénéficiaire de droit de circuler et de séjourner librement* ».

Or, la décision attaquée relève valablement que la partie requérante, bien qu'entrée de manière régulière sur le territoire du Royaume, y demeure au-delà de son droit au séjour décerné dans le cadre de ses études puisqu'elle était en possession d'un titre de séjour étudiant valable jusqu'au 31 octobre 2024 et a introduit sa demande le 14 novembre 2024.

Force est par ailleurs de constater que la partie requérante n'apporte pas non plus la preuve qu'elle est autorisée au séjour dans un autre Etat membre de l'Union européenne. [...]

La partie requérante n'est pas un membre de la famille au sens de l'article 2, point 2), de la directive 2004/38. [...]

Comme le souligne la partie requérante, l'article 3.2, point b) de la Directive 2004/38, l'Etat membre d'accueil favorise, conformément à sa législation nationale, l'entrée et le séjour des autres membres de la famille qui ne sont pas couverts par la définition figurant à l'article 2, point 2) précité.

La partie défenderesse est en droit, conformément à ses articles 40bis, § 4, alinéa 1er, 41, § 2, et 47/2 de la loi du 15 décembre 1980 d'exiger de la partie requérante qu'elle fournisse la preuve qu'elle jouit du droit de circuler et de séjourner librement.

A cet égard, la partie défenderesse renvoie à l'arrêt n°260.674 du 19 septembre 2024 du Conseil d'Etat (chambre néerlandophone), qui a jugé que les autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 47/2 de la loi du 15 décembre 1980, n'étant pas bénéficiaires de la Directive 2004/38, ne bénéficient pas d'un droit d'entrée et de séjour automatique et doivent satisfaire à la condition visée à l'article 41, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, à savoir être en possession des documents requis par l'article 2 de la loi du 15 décembre 1980 ou qu'il soit établi qu'il jouit du droit de circuler et de séjourner librement dans ce pays. [...]

Ainsi, la partie défenderesse n'a pas commis la moindre erreur lorsqu'elle a considéré que la partie requérante, à défaut de fournir un passeport ou un visa d'entrée en cours de validité, n'a pas respecté les conditions prescrites par les articles 40bis, § 4, alinéa 1er, 41, § 2, et 47/2 de la loi du 15 décembre 1980. [...] contrairement à ce qu'affirme la partie requérante, elle a fait l'objet d'un examen approfondi de sa situation personnelle et le refus est motivé. La partie défenderesse a pu constater sur base de cet examen que la condition de la preuve qu'elle jouit du droit de circuler ou de séjourner librement n'est pas remplie en l'espèce. La partie défenderesse a tenu compte de sa situation personnelle puisqu'elle a constaté que la partie requérante disposait d'un titre de séjour étudiant valable jusqu'au 31 octobre 2024 mais que la demande fondée sur l'article 47/2 de la loi du 15 décembre 1980 a été introduite le 14 novembre 2024».

Cette argumentation n'est pas de nature à contredire le constat qui précède.

Il en est d'autant plus ainsi qu'elle consiste, pour une grande partie, en une tentative de compléter *a posteriori* la motivation du 1^{er} acte attaqué, par des considérations qui n'en ressortent nullement.

En effet, la motivation du 1^{er} acte attaqué

- comporte uniquement les constats reproduits au point 3.2.5. b)

- mais ne relève aucunement que « la condition de la preuve [que le requérant] jouit du droit de circuler ou de séjourner librement n'est pas remplie en l'espèce », contrairement à ce que prétend la partie défenderesse dans sa note d'observations.

Ce n'est pas admissible, en vertu du principe de légalité.

3.3.1. **A titre surabondant**, force est de constater que l'article 41, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 est une disposition applicable à l'entrée sur le territoire belge.

Cette disposition mentionne ainsi les documents requis pour cette entrée, soit un passeport et un visa d'entrée, si l'intéressé n'est pas dispensé de visa.

Elle prévoit également un aménagement lorsque l'intéressé ne dispose pas des documents requis (alinéa 4).

Par contre, l'article 41, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 ne prévoit aucune condition relative au séjour légal de l'intéressé, ce qui est logique puisque cet article concerne des conditions d'entrée et non de séjour.

L'article 40bis, § 4, de la même loi, qui concerne le droit de séjour des membres de la famille d'un citoyen de l'Union, renvoie, certes, aux conditions visées, notamment, à l'article 41, § 2, de cette loi.

Ce renvoi ne peut toutefois justifier l'exigence d'autres conditions que celles requises dans cette dernière disposition, soit celles relevées dans l'acte attaqué (point 3.2.5. a)).

Or, le constat selon lequel le membre ou l'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union, doit être autorisé au séjour de 3 mois maximum ou de plus de 3 mois, ne figure nullement parmi ces conditions.

Le raisonnement de la partie défenderesse n'est donc pas fondé légalement à cet égard.

3.3.2. Au vu de ce qui précède, le fait que le requérant a ou non introduit sa demande de carte de séjour, avant l'expiration de son autorisation de séjour,

qui fait l'objet de l'argumentation de la partie requérante, exposée dans le 2^{ème} moyen, en sa seconde branche (point 2.2.),

n'a aucune incidence sur la recevabilité ou le bien-fondé de cette demande. »

[1] Etant donné la modification de l'article 41 de la loi du 15 décembre 1980 par la loi du 19 mars

2014, lire : l'article 41, § 2, de la loi

procédure CCE

Annulation

nationalité

Algérie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

MUST READ – bijlage 20 zonder bgv – vernietiging – gezinshereniging met Belgische wettelijk samenwonende partner – artikel 42 VW – beslissing niet genomen binnen 6 maanden – referentiepersoon overleden na verstrijken van deze 6 maanden-termijn – aanvraag geweigerd op enkele grond dat referentiepersoon is overleden – artikel 42 VW laat niet toe om de verblijfsaanvraag af te wijzen op grond van een feitelijk gegeven, met name overlijden van referentiepersoon, dat plaatsvond op het moment dat de termijn van zes maanden reeds is verstreken – verweerder dient op basis van de elementen die voorliggen in de periode van zes maanden te beoordelen of aan de voorwaarden voor de erkenning van het verblijfsrecht is voldaan – beëindiging op basis van artikel 42quater VW blijft mogelijk, maar dan wel beoordeling van humanitaire elementen vereist

De verzoeker kan worden bijgetreden en het wordt door de verweerder als dusdanig ook niet betwist dat de bestreden weigeringsbeslissing niet werd getroffen binnen de in artikel 42, §1, eerste lid, van de Vreemdelingenwet bepaalde termijn van zes maanden na de aanvraag. Het blijkt eveneens en wordt niet betwist dat de referentiepersoon, mevrouw M.-F.P., is overleden na het verstrijken van deze termijn. Zij is meer bepaald ongeveer acht maanden na de door de verzoeker ingediende verblijfsaanvraag overleden.

Uit de samenlezing van artikel 42, §1, eerste lid, van de Vreemdelingenwet en de derde paragraaf van datzelfde artikel volgt evenwel dat een verblijfsvergunning moet worden afgeleverd indien uiterlijk zes maanden na de aanvraag blijkt dat de aanvrager voldoet aan de verder in de Vreemdelingenwet en het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen gestelde verblijfsvoorwaarden.

Artikel 42, §1, eerste lid, van de Vreemdelingenwet bepaalt immers uitdrukkelijk dat het recht op verblijf binnen de zes maanden na de aanvraag moet worden "*erkend*" en dat bij deze "*erkenning*" rekening moet worden gehouden met het geheel van de elementen van het dossier. Artikel 42, §3, van de Vreemdelingenwet licht vervolgens toe dat het verblijfsrecht, voor de familieleden van de burger van de Unie c.q. Belg die zelf geen burger van de Unie zijn (*quod in casu*), wordt "*geconstateerd*" (hetgeen hetzelfde is als "*erkend*" en duidt op het declaratoir karakter van de afgeleverde verblijfstitel) door een verblijfsvergunning.

De verzoeker wijst er in dit kader dan ook terecht op dat uit artikel 42, §1, eerste lid, van de Vreemdelingenwet volgt dat de verweerder op basis van de elementen die voorliggen in deze periode van zes maanden dient te beoordelen of aan de voorwaarden voor de erkenning van het verblijfsrecht is voldaan.

Artikel 42 van de Vreemdelingenwet laat inderdaad niet toe om de verblijfsaanvraag af te wijzen op grond van een feitelijk gegeven, met name het overlijden van de referentiepersoon, dat plaatsvond op het moment dat de termijn van zes maanden reeds is verstreken.

Door de voorliggende verblijfsaanvraag te weigeren op de enkele grond dat de referentiepersoon is overleden, terwijl dit overlijden dateert van ná het verstrijken van de termijn van zes maanden, voorzien in artikel 42, §1, eerste lid, van de Vreemdelingenwet, heeft de verweerder artikel 42 van de Vreemdelingenwet geschonden.

Het verweer in de nota met opmerkingen doet hieraan geen afbreuk. De verweerder geeft immers geen repliek op de concrete kritiek van de verzoeker en tracht deze kritiek ten onrechte af te doen als een louter betoog dat een verblijfskaart diende te worden afgegeven nu er geen beslissing is genomen binnen de zes maanden na de aanvraag. Dit is echter, zoals de raadvrouw van de verzoeker ter terechtzitting pertinent heeft opgemerkt, niet de concrete strekking van verzoekers betoog. De voornaamste grief die de verzoeker naar voor brengt bestaat er immers in dat de verweerder de aanvraag niet vermag te weigeren op grond van een *a posteriori* element dat nog niet bestond op de datum van het verstrijken van de termijn van zes maanden die is bepaald in artikel 42, §1, eerste lid, van de Vreemdelingenwet. De verzoeker heeft dit overigens reeds in zijn verzoekschrift als volgt verwoord:

"[...] »

De verzoeker kan hierin volledig worden bijgetreden. Uit de rechtspraak van de Raad van State waarnaar de verweerder verwijst, kan niet worden afgeleid dat weigeringsbeslissingen op grond van artikel 40ter van de Vreemdelingenwet kunnen worden getroffen op feitelijke gronden die dateren van ná het verstrijken van de in artikel 42, §1, eerste lid, van de Vreemdelingenwet bepaalde termijn van zes maanden. De verzoeker heeft uiteraard een belang bij zijn kritiek dat deze termijn werd overschreden, aangezien de referentiepersoon nog in leven was bij het verstrijken ervan en zijn aanvraag buiten deze termijn wordt geweigerd zonder dat wordt onderzocht of er aan de gestelde verblijfsvoorwaarden voor de erkenning van het verblijfsrecht is voldaan. Weliswaar laat artikel 42quater, §1, van de Vreemdelingenwet alsnog toe om - binnen een termijn van vijf jaar na de erkenning van het verblijfsrecht - een einde te stellen aan het verblijfsrecht van de wettelijk samenwonende partner van een Belg wanneer deze laatste overlijdt, doch dan dient de verweerder wel *“rekening (te houden) met de duur van het verblijf van de betrokkene in het Rijk, diens leeftijd, gezondheidstoestand, gezins- en economische situatie, sociale en culturele integratie in het Rijk en de mate waarin hij bindingen heeft met zijn land van oorsprong.”* (cf. artikel 42quater, §1, derde lid, van de Vreemdelingenwet). Een dergelijke beoordeling is *in casu* geheel afwezig.

Het komt voorts niet aan de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (hierna: de Raad) toe om zich in de plaats van het bevoegde bestuur te stellen om te oordelen of hij, op datum van het verstrijken van de voormelde termijn van zes maanden (dit is op 28 juli 2025), voldeed aan de op zijn situatie toepasselijke verblijfsvoorwaarden. Dit gaat de annulatiebevoegdheid van de Raad te buiten. De Raad kan echter wel vaststellen dat de verweerder artikel 42 van de Vreemdelingenwet heeft miskend door deze beoordeling niet uit te voeren en door de aanvraag te weigeren op grond van een gegeven dat pas na 28 juli 2025 is tussen gekomen.

De Raad wijst er tenslotte nog op dat de verweerder niet dienstig kan verwijzen naar het Unierecht en de rechtspraak van het Hof van Justitie in het arrest Diallo (HvJ 27 juni 2018, C-246/17). *In casu* gaat het immers om een aanvraag tot gezinshereniging, gevraagd door een derdelander als wettelijk samenwonende partner van een Belg die geen gebruik heeft gemaakt van het recht op vrij personenverkeer binnen de Unie. Bij gebrek aan aanknoping met de bepalingen van het Unierecht, is een interpretatie van artikel 42, § 1, eerste lid, van de Vreemdelingenwet overeenkomstig artikel 10, lid 1, van de richtlijn 2004/38/EG in de voorliggende zaak dan ook niet aan de orde (zie ook: RvS 24 oktober 2017, nr. 239.533).

CCE arrêt 342560 du 09/03/2026

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"En l'espèce, après un examen attentif du dossier administratif et des pièces de procédure, le Conseil considère, une fois de plus, qu'il ne détient pas, au stade actuel de la procédure, tous les éléments nécessaires afin de statuer en toute connaissance de cause.

Ainsi, le Conseil relève en premier lieu que la requérante a fait état du fait que sa fille a obtenu un statut de protection internationale en France. Sur ce point, la requérante a en effet déclaré devant les services de la partie défenderesse que sa fille L. y avait obtenu une « protection subsidiaire » sur la base des mêmes faits que ceux en l'espèce invoqués (...). Au demeurant, il y a lieu de relever que cet octroi de protection internationale est corroboré par plusieurs documents versés au dossier administratif (...) comme au dossier de la procédure (...). Toutefois, dans sa note complémentaire du 3 février 2026 à laquelle était annexé le dernier document mentionné précédemment, il est indiqué que la fille L. de la requérante « a été reconnue réfugiée par l'OFPRA » (...).

Aussi, bien qu'il subsiste une certaine incertitude au sujet du statut précis que la fille L. de la requérante a obtenu en France, le fait qu'une protection internationale ait été octroyée à cette dernière n'est l'objet d'aucun débat entre les parties à la présente cause.

Le Conseil constate toutefois, à la suite de la partie requérante, que cette circonstance n'a pas été prise en compte à suffisance par la partie défenderesse dans le cadre de sa nouvelle instruction. En effet, la motivation de la décision présentement querellée se limite en substance à relever que le document déposé à cet égard « n'appelle aucun développement » dès lors que « les informations reprises dans cette pièce ne sont nullement abordées dans la décision ».

A cet égard, le Conseil renvoie à l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union Européenne du 4 octobre 2018 rendu dans l'affaire C-652/16 (Nigyar Rauf Kaza Ahmedbekova, Rauf Emin Ogla Ahmedbekov contre Zamestnik-predsdatel na Darzhavna agentsia za bezhantsite) dont il ressort notamment ce qui suit :

« 50 S'il résulte de ce qui précède qu'une demande de protection internationale ne saurait être accueillie, en tant que telle, au motif qu'un membre de la famille du demandeur a une crainte fondée de persécution ou court un risque réel d'atteintes graves, il importe en revanche, ainsi que l'a exposé M. l'avocat général au point 32 de ses conclusions, de tenir compte de telles menaces pesant sur un membre de la famille du demandeur afin de déterminer si le demandeur est, à cause de son lien familial avec ladite personne menacée, lui-même exposé à des menaces de persécution ou d'atteintes graves. À cet égard, et comme le souligne le considérant 36 de la directive 2011/95, les membres de la famille d'une personne menacée risquent en règle générale de se trouver, eux aussi, dans une situation vulnérable. 51 Dès lors, il convient de répondre à la quatrième question que l'article 4 de la directive 2011/95 doit être interprété en ce sens qu'il y a lieu, dans le cadre de l'évaluation individuelle d'une demande de protection internationale, de tenir compte des menaces de persécution et d'atteintes graves pesant sur un membre de la famille du demandeur, afin de déterminer si ce dernier est, à cause de son lien familial avec ladite personne menacée, lui-même exposé à de telles menaces » (le Conseil souligne).

Partant, le Conseil estime qu'il appartient à la requérante d'éclairer le Conseil sur le statut de protection internationale qui a été octroyé à sa fille par les instances d'asile françaises et sur les éléments qu'elle a mis en avant dans le cadre de sa propre procédure (rapport d'entretien personnel, décision de l'OFPRA,...). Le cas échéant, il appartiendra réciproquement à la partie défenderesse d'analyser l'ensemble des éléments produits à cet égard par la requérante et de tenir dûment compte, dans le cadre d'une nouvelle appréciation des craintes et risques en l'espèce invoqués par cette dernière, de la circonstance que sa fille se soit vu octroyer un statut de protection internationale.

Au surplus, le Conseil estime qu'il conviendra d'examiner les certificats médicaux et psychologiques de la fille de la requérante déjà produits à ce stade de la procédure (...) à l'aune des conclusions qui auront été tirées de cette nouvelle appréciation.

Par ailleurs, le Conseil relève qu'au stade actuel de la procédure, la requérante fait état de nouveaux faits relatifs à sa crainte, lesquels feraient suite aux mesures d'instructions réalisées indirectement par la partie défenderesse auprès de l'Ambassade d'Italie en R.D.C. (...). Ainsi, l'intéressée fait en substance valoir que des difficultés seraient survenues dans le chef de son époux et de l'auteur d'une attestation du 4 avril 2025 versée au dossier consécutivement à des démarches initiées par les services de la partie défenderesse afin d'analyser la force probante à attribuer à ladite attestation."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Weigering afgifte visum lang verblijf – vernietiging – gezinshereniging met (vermoedelijke) echtgenoot die erkend vluchteling is – niet-gelegaliseerde Afghaanse huwelijksakte (opgemaakt in Afghaanse ambassade te Iran) – twee motieven – 1) niet-gelegaliseerde akte – uit bijgebrachte informatie blijkt dat Belgische ambassade in Pakistan geen Afghaanse akten legaliseert – 2) grammaticale Engelstalige fouten – uit bijgebrachte informatie blijkt dat dit kan voorkomen, zelfs in overheidsdocumenten – schending motiveringsplicht en zorgvuldigheidsbeginsel

3.4. Betreffende het motief (i) dat de voorgelegde huwelijksakte niet gelegaliseerd is, stelt de verzoekende partij dat de verwerende partij de aanvraag gezinshereniging weigert omdat de huwelijksakte niet gelegaliseerd werd maar nalaat te verduidelijken hoe, in welke mate en op welke juridische grond dit gebrek aan legalisatie door de Belgische overheid verhindert dat een visum gezinshereniging zou kunnen worden afgeleverd aan de echtgenote van een erkend vluchteling in België. Voorts betoogt zij dat op de website van Diplomatie Belgium staat te lezen dat de Belgische diplomatieke post in Islamabad geen documenten kan legaliseren: *"3. Officiële Afghaanse documenten De Ambassade legaliseert geen Afghaanse documenten. Afghaanse documenten die als onderdeel van een visumaanvraag worden ingediend, worden geaccepteerd in de staat waarin ze aan de Ambassade worden voorgelegd."*, dat dus de enige instantie die bevoegd is om de Afghaanse documenten, afgegeven door de Afghaanse autoriteiten, te legaliseren, namelijk de Belgische ambassade in Islamabad, zelf aangeeft dat dit sinds de machtsovername van de taliban op 15 augustus 2021 en tot op heden niet mogelijk is, dat de door de verwerende partij gevraagde legalisatie niet wordt verstrekt door de Belgische diplomatieke post, dat het de Belgische overheid zelf is die aangeeft dat de legalisatie niet mogelijk is en dat het dan ook onzorgvuldig en onredelijk is dat het gebrek aan legalisatie voor de verwerende partij (de Belgische overheid) toch een reden is om haar visum gezinshereniging te weigeren.

De verzoekende partij kan vooreerst gevolgd worden dat de verwerende partij niet verduidelijkt hoe, in welke mate (en op welke juridische grond) het gebrek aan legalisatie (door de Belgische overheid) verhindert dat een visum gezinshereniging zou kunnen worden afgeleverd aan de echtgenote van een erkend vluchteling in België.

De verzoekende partij kan vervolgens worden bijgetreden dat uit informatie afkomstig van de Belgische autoriteiten blijkt dat de Belgische ambassade in Pakistan geen Afghaanse documenten legaliseert en dat Afghaanse documenten die als onderdeel van een visumaanvraag worden ingediend worden geaccepteerd in de staat waarin ze aan de ambassade worden voorgelegd. Het kan de verzoekende partij dan ook niet worden tegengeworpen dat zij geen gelegaliseerde huwelijksakte heeft voorgelegd, minstens blijkt uit de motieven van de bestreden beslissing niet waarom – niettegenstaande de Belgische ambassade in Pakistan geen Afghaanse documenten legaliseert en Afghaanse documenten, ingediend als onderdeel van een visumaanvraag, worden geaccepteerd in de staat waarin ze aan de ambassade worden voorgelegd – voor het document dat door de verzoekende partij in het kader van haar visumaanvraag werd voorgelegd, meer bepaald een huwelijkscertificaat afgegeven door de Afghaanse ambassade in Iran, wel een legalisatie mogelijk is of zou zijn.

Ook het administratief dossier bevat geen informatie over de vereisten en wijze van legalisatie van een Afghaans huwelijkscertificaat afgeleverd door de Afghaanse ambassade in Iran.

Het is de Raad in casu overigens niet duidelijk of de verwerende partij zonder de vaststellingen over de taalkundige fouten in het document, louter op grond van de vaststelling dat het huwelijkscertificaat niet gelegaliseerd is, ook zou geoordeeld hebben dat het voorgelegd document niet aanvaard kan worden als bewijs van de huwelijksband. Er blijkt uit de motieven van de bestreden beslissing niet dat het motief dat het huwelijkscertificaat niet gelegaliseerd is het besluit dat de huwelijksakte niet kan worden weerhouden als bewijs van de huwelijksband afdoende kan schragen.

3.5. Betreffende het motief (ii) dat de huwelijksakte verschillende opvallende taalkundige fouten bevat in de Engelstalige tekst, waaronder termen zoals *"spesifications"*, *"specificfitions"* en *"signituers"*, dat dergelijke fouten niet verenigbaar zijn met de opmaak van een officieel document dat door een bevoegde autoriteit zou worden opgesteld en dat bovenstaande onnauwkeurigheden afbreuk doen aan de geloofwaardigheid van de akte en ernstige twijfel doen rijzen over de authenticiteit ervan, stelt de verzoekende partij dat het onbegrijpelijk is dat de verwerende partij deze typfouten, die de verantwoordelijkheid zijn van de Afghaanse uitgever van dit huwelijksboekje, aangrijpt om het visum

te weigeren, dat het wel vaker voorkomt dat er typfouten staan in de Engelse vertalingen in Afghaanse documenten, waarbij zij verwijst naar een publicatie *"Afghanistan knowledge base profile"* van de *"UK Government"*, die zij voegt bij haar verzoekschrift en waarin wordt gesteld: *"Genuine documents if they are written in English, may have grammatical errors"* (vrije vertaling: Echte documenten die in het Engels geschreven zijn, kunnen grammaticale fouten bevatten). De verzoekende partij meent dat het niet aan haar verweten kan worden dat de Afghaanse ambassade in Teheran typfouten heeft staan in de standaardtekst in het door hun diensten uitgegeven huwelijksboekje.

De Raad stelt vast dat uit de motieven van de bestreden beslissing niet blijkt waarop de verwerende partij zich baseert waar zij stelt dat de opvallende taalkundige fouten in de Engelse tekst van de huwelijksakte niet verenigbaar zijn met de opmaak van een officieel document dat door een bevoegde autoriteit zou worden opgesteld. De Raad kan niet vaststellen dat dit motief in casu is gebaseerd op werkelijk bestaande feiten. Het administratief dossier bevat immers ook geen informatie over de vraag of dergelijke fouten kunnen voorkomen in Engelstalige tekst die wordt vermeld op een huwelijksakte uitgegeven door de Afghaanse ambassade in Teheran. In deze omstandigheden kan de Raad niet nagaan of de verwerende partij bij het nemen van de bestreden beslissing is uitgegaan van de juiste feitelijke gegevens om te besluiten dat de onnauwkeurigheden in de huwelijksakte afbreuk doen aan de geloofwaardigheid van die akte en ernstige twijfel doen rijzen over de authenticiteit ervan

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Somalie
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire
composition du siège
1 juge

De Raad schetst een algemeen kader wat betreft de vervolgingsgrond “**behoren tot een specifieke sociale groep**” en verwijst naar rechtspraak HvJ, onder meer wat betreft de **twee cumulatieve voorwaarden** waaraan moet worden voldaan.(...)

Vrouwen kunnen als geheel worden geacht te behoren tot een “bepaalde sociale groep” wanneer vaststaat dat zij in hun land van herkomst op grond van hun geslacht blootgesteld zijn aan lichamelijk of geestelijk geweld. Naargelang de omstandigheden in het land van herkomst, kunnen zowel vrouwen uit dat land in hun geheel evenals meer beperkte groepen van vrouwen die een bijkomende gemeenschappelijke eigenschap delen, worden geacht te behoren tot “een bepaalde sociale groep”, wat een “grond van vervolging” kan vormen die tot verlening van de vluchtelingenstatus kan leiden (HvJ 16 januari 2024, C-621/21, pt. 57 en 62). (...)

Er wordt verwezen naar rechtspraak HvJ waarin gesteld wordt dat rekening moet worden gehouden met het feit dat “een daad van vervolging in de zin van artikel 1, onder A, van het Verdrag van Genève onder meer de vorm kan aannemen van een **daad „van genderspecifieke aard**”, zoals in artikel 9, lid 2, onder f), van die richtlijn is gepreciseerd. (...)

De vraag stelt zich of Somalische vrouwen kunnen worden geacht te behoren tot een “bepaalde sociale groep”. Aldus dringt zich een onderzoek op naar de sociale, morele of juridische normen die in hun land van herkomst gelden, waarbij meer bijzonder moet worden stilgestaan bij de positie van de vrouw in de Somalische samenleving en vervolgens meer in het bijzonder de praktijken rond VGV als vorm van gendergerelateerd geweld.

De beschikbare **landeninformatie** wordt grondig geanalyseerd in dit kader. (...)

VGV, van welke aard dan ook, vormt een ernstige en onomkeerbare aantasting van de lichamelijke integriteit van de vrouwen die het ondergaan. Dergelijke handelingen vormen een **daad van vervolging** en vallen onder de noemer “dadens van lichamelijk of geestelijk geweld, inclusief seksueel geweld” en “dadens van genderspecifieke of kindspecifieke aard”, in de zin van artikel 48/3, § 2, tweede lid, a) en f) van de Vreemdelingenwet. Deze handelingen zijn **gericht tegen vrouwen als leden van een specifieke sociale groep** in de zin van artikel 48/3, § 4, d) van de Vreemdelingenwet.

De internationale bescherming waarin het Vluchtelingenverdrag voorziet, heeft tot doel de verzoeker tegen mogelijke vervolging te beschermen en niet de schade van een reeds ondergane vervolging te herstellen. Een erkenning van de hoedanigheid van vluchteling is overigens niet dienstig om een einde te maken aan het fysieke en psychische lijden dat voortvloeit uit een reeds ondergane vervolging, nu dit lijden er is, ongeacht de beschermingsstatus die de betrokkene desgevallend geniet. Waar niet wordt betwist dat VGV een ernstige en onomkeerbare aantasting vormt van de lichamelijke integriteit van de vrouwen die het ondergaan en voor hen levenslang blijvende gevolgen kan hebben, zowel op lichamelijk als mentaal vlak, gaat het niet op te stellen dat het recht op lichamelijke integriteit van de betrokken vrouwen opnieuw wordt geschonden, louter door het voortdurende karakter van de reeds ondergane VGV, dat voortvloeit uit de gevolgen ervan, en derhalve deze permanente gevolgen gelijk te stellen aan dadens van vervolging in de zin van artikel 1 van het Vluchtelingenverdrag.

Verzoekster voert een **vrees voor herbesnijdenis** aan. De **VGV type III**, waarvan verzoekster reeds het slachtoffer is geweest, wordt **gekwalificeerd als een eerdere vervolging**. (...)

Bij de beoordeling van het risico op een eventuele, toekomstige herhaalde vervolging komt **artikel 48/7 van de Vreemdelingenwet** bijgevolg in het vizier.(...)

De Raad brengt in herinnering dat een onderzoek naar een toekomstig risico op eventuele herhaalde vervolging kadert binnen het **onderzoek naar de gegrondheid** van het verzoek om internationale bescherming. Bijgevolg is de **samenwerkingsplicht** in het kader van de vaststelling van de feitelijke omstandigheden die bewijselementen tot staving van het beschermingsverzoek vormen, zoals vervat in artikel 48/6, § 1, van de Vreemdelingenwet, niet meer aan de orde (cf. HvJ 22 november 2012, zaak C-277/11, M.M. t. Minister for Justice, Equality and Law Reform, Ireland, Attorney General, pt. 64-70 en zie ook: RvS 25 november 2024, nr. 261.439, pt. 11). Dit neemt niet weg dat bij de beoordeling van de gevolgen van de tot staving van het verzoek ingediende elementen, met name de beslissing of die

elementen daadwerkelijk kunnen voldoen aan de voorwaarden voor de toekenning van de gevraagde internationale bescherming, naast artikel 48/7 van de Vreemdelingenwet, ook rekening moet worden gehouden met **artikel 48/6, §, 5 van de Vreemdelingenwet**. (...)

De beschikbare landeninformatie over alle vormen van VGV, zoals infibulatie, alsook het risico op herinfibulatie wordt nader bekeken. (...)

In het EUAA-rapport "Country Guidance. Somalia" van augustus 2023 worden in het kader van VGV **drie risicoprofielen** onderscheiden: (...)

In zijn aanvullende nota van 3 september 2025 voegt de commissaris-generaal de laatste versie van de COI Focus "Somalië – Vrouwelijke genitale verminking (VGV)" toe van 20 februari 2025 (update) (...).

Verzoeksters geval zich situeert in **categorie 3**. Zoals eerder vermeld, legt verzoekster een medisch attest voor waaruit blijkt dat zij **VGV type III** heeft ondergaan, d.i. *"een infibulatie, of de vernauwing van de vaginale opening door het creëren van een sluiting, die wordt gevormd door het snijden in en het verschuiven van de kleine schaamlippen en/of de grote schaamlippen, soms door hechting, met of zonder het verwijderen van de clitoris"*. Het gegeven dat verzoekster op heden reeds is besneden (VGV type III), vormt een belangrijk element dat moet worden betrokken bij de beoordeling of er in haar hoofde goede gronden bestaan om aan te nemen dat ze daadwerkelijk zal vervolgd worden bij een terugkeer naar Somalië, maar is op zichzelf niet voldoende. Uit de voormelde landeninformatie blijkt immers duidelijk dat **niet elke Somalische vrouw die reeds besneden is systematisch een risico loopt op re-infibulatie** bij een terugkeer naar Somalië. Een **individuele beoordeling** dringt zich aldus op, waarbij onder meer rekening moet worden gehouden met risicobepalende omstandigheden, zoals leeftijd, gezinssituatie, type VGV dat werd ondergaan, familiale percepties en tradities ten aanzien van de praktijk, enz. Uit de voormelde beschikbare landeninformatie volgt duidelijk dat het risico op re-infibulatie afhankelijk is van het individueel profiel van het meisje of de vrouw.

In casu stelt de Raad vast dat verzoekster zelf tijdens haar **persoonlijk onderhoud geen melding** maakt van een **vrees** in de toekomst naar aanleiding van de VGV die zij heeft ondergaan. Zij vermeldt enkel dat zij telkens heel veel pijn heeft als zij haar menstruatie heeft (administratief dossier, CGVS, p. 23). Het is haar advocaat die achteraf aanhaalt dat zij bij terugkeer naar Somalië het risico loopt om te worden herbesneden (CGVS, p. 23). Dezelfde avond stuurt haar advocaat nog een e-mail naar het CGVS over het risico op herbesnijdenis.

De kritiek in het verzoekschrift over de wijze van ondervragen kan geen afbreuk doen aan het feit dat verzoekster zelf geen concrete vrees omwille van de door haar reeds ondergane VGV heeft geuit. Er moet in casu echter wel rekening worden gehouden met volgende elementen eigen aan het dossier: verzoekster was nog **minderjarig ten tijde van het persoonlijk onderhoud**, haar advocaat heeft **kort na het persoonlijk onderhoud** een argumentatie per e-mail overgemaakt aan het CGVS, uit de bijlages bij haar aanvullende nota van 25 augustus 2025 (stuk 4) blijkt dat verzoekster heeft deelgenomen aan een **tweedaags project van GAMS** en nog wordt opgevolgd wordt, zodat de **vraag rijst of** er eventueel **sprake zou zijn van** een zekere mate van **bewustwording**. Bijgevolg kan dit feit in voorliggend geval niet meebrengen dat deze vrees niet verder moet worden onderzocht.

In haar verzoekschrift wijst verzoekster erop dat zij een **jonge vrouw is van huwbare leeftijd** en het risico loopt op desinfibulatie en herinfibulatie.

De commissaris-generaal benadrukt in zijn verweernota dat, in de hypothese dat verzoekster in de toekomst zou bevallen, uit de landeninformatie die is toegevoegd aan het administratief dossier, niet blijkt dat er een systematische toepassing is van herinfibulatie (geheel of gedeeltelijk) tegen de wil van de vrouw in na een bevalling in Somalië. Het principe van maagdelijkheid is op dat moment immers niet meer van toepassing.

Uit de landeninformatie blijkt ook dat een eventuele herinfibulatie na een bevalling vaak afhangt van de beslissing van de vrouw zelf, maar dat een vrouw hieraan **ook tegen haar wil kan onderworpen worden** en dit op een moment dat zij fysiek niet in staat is om zelf een beslissing te nemen. In die omstandigheden wordt de beslissing gemaakt door vrouwelijke familieleden van de vrouw of door de vroedvrouw zelf. Om het risico op herinfibulatie **te kunnen beoordelen** moet aldus **rekening gehouden worden met de context** waarin de vrouw leeft alsook haar toestand na de bevalling.

Om een individuele beoordeling te kunnen maken van verzoeksters situatie, moet zoals gesteld rekening worden gehouden met haar leeftijd, haar gezinssituatie, het feit dat ze VGV type III heeft ondergaan, familiale percepties en tradities ten aanzien van de praktijk. Het eventuele risico op re-infibulatie is afhankelijk van het **individueel profiel van het meisje of de vrouw**.

Uit de notities van het persoonlijk onderhoud blijkt dat **verzoekster hierover niet bevraagd** werd. Er blijkt niet op welke leeftijd ze werd besneden en door wie, of haar zus op dezelfde wijze werd besneden, of ze het standpunt van haar moeder hierin kent. De familiale percepties en de tradities ten aanzien van deze praktijk zijn in casu niet gekend. Hierbij is het ook belangrijk te benadrukken dat verzoeksters herkomst uit het dorp Jilib Marka niet in vraag gesteld wordt en dat zij minderjarig was ten tijde van het persoonlijk onderhoud.

De Raad acht de beschikbare elementen die verzoeksters context kenmerken niet voldoende om een gedegen beoordeling te maken van de redelijke waarschijnlijkheid dat zij bij terugkeer naar Somalië opnieuw wordt blootgesteld aan vervolging.

Rekening houdend met de zeer hoge prevalentiegraad van VGV in Somalië, de omstandigheid dat dergelijke praktijken zodanig cultureel zijn ingeburgerd en verzoeksters minderjarigheid ten tijde van het persoonlijk onderhoud, kan het verzoekster niet ten kwade worden geduid dat zij niet op eigen initiatief verdere verklaringen hierover heeft afgelegd. Het is daarom gepast te herhalen dat het persoonlijk onderhoud in de asielprocedure van fundamenteel belang is om een zicht te krijgen op het geheel van factoren die de context van verzoekster kenmerken en om deze naar behoren te kunnen beoordelen.

Om verzoeksters concrete situatie te beoordelen aan de hand van het hierboven geschetste kader komt het aan de commissaris-generaal aldus toe om **verzoekster uitvoeriger te horen** en om haar verklaringen hierover te beoordelen in het licht van de **beschikbare landeninformatie**, tezamen bekeken met de **objectieve medische gegevens** die in huidige zaak voorliggen, evenals de **persoonlijke omstandigheden** van verzoeksters zaak om na te gaan of er goede redenen zijn om aan te nemen dat zij niet opnieuw zal worden onderworpen aan de reeds ondergane daad van vervolging bij een terugkeer naar Somalië.

Essentiële elementen ontbreken. Vernietiging.

CCE arrêt 342451 du 06/03/2026

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Palestine
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
CG Irrec.-P.I. autre état membre UE
composition du siège
1 juge

Statushouder Griekenland - bijzondere kwetsbaarheid - homoseksuele geaardheid - slachtoffer poging tot groepsverkrachting, herhaalde grensoverschrijdende aanrakingen en denigrerende en intimiderende bejegening in Griekenland, onder meer door de Griekse politie - psychologische kwetsbaarheid die blijkt uit zelfmoordpogingen.

Dat de poging tot groepsverkrachting en de ongewenste aanrakingen plaatsvonden in het opvangcentrum vooraleer verzoeker de beschermingsstatus werd toegekend, verhindert niet dat deze feiten kunnen worden meegenomen bij de beoordeling van verzoekers bijzondere kwetsbaarheid.

Verder kan uit de notities van het persoonlijk onderhoud niet blijken dat verzoeker actueel over een betekenisvol netwerk beschikt in Griekenland dat hem in staat zou kunnen stellen om, in geval van terugkeer naar Griekenland, het hoofd te bieden aan de moeilijkheden waarmee hij na zijn terugkeer naar Griekenland te maken kan krijgen voor de toegang tot de gezondheidszorg, de arbeidsmarkt, de sociale bijstand en de huisvesting. Integendeel, uit verzoekers verklaringen blijkt dat zijn neven M. en Haj. in Athene verblijven, maar dat hij hen vreest omdat zij dezelfde mentaliteit als zijn broers hebben, i.e. gekant tegen homoseksualiteit. Uit verzoekers verklaringen blijkt dat verzoeker bij een terugkeer naar Griekenland een ernstige aantasting van zijn mentale gezondheid en persoonlijke integriteit vreest en dat zijn terugkeer voor hem zou neerkomen op een “persoonlijke dood”. Daarnaast uit hij gevoelens van schaamte en machteloosheid en vreest hij er een gebrek aan bescherming.

Nader en gedegen onderzoek van verzoekers situatie als begunstigde van internationale bescherming in Griekenland is aangewezen.

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Palestine
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
CG Irrec.-P.I. autre état membre UE
composition du siège
1 juge

Bestreden beslissing: VIB niet-ontvankelijk - IB Griekenland.

Geldige ADET - bijzondere kwetsbaarheid blijkt uit ernstige medische problemen en nood aan psychologische opvolging – onduidelijkheid over psychologisch attest waarover gemotiveerd wordt maar dat zich niet in het administratief dossier bevindt.

“Zo blijkt uit verzoekers verklaringen tijdens het persoonlijk onderhoud dat verzoeker problemen heeft met zijn schildklier, een kleine tumor heeft in zijn hoofd, kampt met epilepsie en een aandoening heeft die hem duizeligheid bezorgt. De Belgische medische documenten, neergelegd door verzoeker in de loop van de administratieve procedure, bevestigen verzoekers medische aandoeningen en maken melding van medische onderzoeken die hij reeds onderging en welke nog wenselijk zijn. Uit de medische documenten van Gaza blijkt het type medicatie dat verzoeker inneemt. Hoewel deze attesten geen indicaties bevatten over het type zorg, behandeling en monitoring waar verzoeker nood aan zou hebben, blijkt hieruit wel dat verzoeker **ernstige gezondheidsproblemen** heeft.

Uit de motivering van de bestreden beslissing blijkt dat verzoeker na het persoonlijk onderhoud een psychologisch attest neerlegde. Dit attest bevindt zich niet in het AD.

“Verzoekers bijzondere kwetsbaarheid blijkt verder uit de aanvullende nota van 25 februari 2026. Deze nota bevat medische stukken die dateren van de periode december 2025-februari 2026, alsook een psychologisch attest van 2 februari 2026. Uit de medische stukken blijkt dat verzoeker een ongeval heeft gehad op 29 december 2025 en dat hij verschillende afspraken heeft gehad op de afdelingen orthopedie en radiologie van VITAZ campus Sint-Niklaas. Uit het psychologisch attest blijkt dat verzoeker actueel met psychologische problemen kampt, dat daarbij sprake is van posttraumatische stress en een ernstige depressie, dat hij psychologische behandeling krijgt van een klinisch psycholoog en dat deze psycholoog verzoeker ook in de toekomst blijft opvolgen.

Verweerder was niet aanwezig ter zitting en kon derhalve niet mondeling repliceren op deze aanvullende nota. Samengenomen met verzoekers verklaringen ter zitting, waar hij onder meer uitlegt dat hij kampt met ernstige medische problemen (epilepsie, problemen aan zijn schildklier en een kleine tumor) en psychologische problemen, vormt de aanvullende nota van 25 februari 2026, waar deze in het bijzonder betrekking heeft op de medische en psychologische situatie, een nieuw essentieel feitelijk gegeven.”

Er kan niet zonder verder onderzoek bevestigd worden dat bij verzoeker geen sprake is van een bijzondere kwetsbaarheid die hem verhindert zijn rechten als statushouder te doen gelden.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Pakistan

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Bijlage 20 zonder bevel – verwerping – gezinshereniging met Deense echtgenoot – eerst visum C gekregen – 1) in de bestreden beslissing wordt vooreerst gemotiveerd dat Deense echtgenoot vroeger in België een verblijfsrecht heeft gekregen in functie van een familielid en dat er niet zoiets bestaat als “cascadegezinshereniging” – verweerder gaat wel verder over tot een inhoudelijke beoordeling – overtollig motief – 2) visum C met vermeldingen BNL 1 en BNL 11 – in bestreden beslissing wordt echter gemotiveerd dat economische situatie van Deense echtgenoot (referentiepersoon) is veranderd – niet langer werknemer, maar wel beschikker van voldoende bestaansmiddelen – verzoekster moet dan ook voldoen voorwaarden in artikel 40bis, §4, tweede lid van de Vreemdelingenwet – geen stukken voorgelegd aangaande bestaansmiddelen - nieuwe elementen vereisen nieuwe beoordeling

1)

2.3. Waar verzoekster aanvoert dat zij onvoldoende informatie heeft om te beslissen over het al dan niet instellen van een rechtsmiddel tegen de weigeringsbeslissing omdat de bestreden beslissing niet duidelijk is over de vraag of de referentiepersoon het recht op gezinshereniging kan openen en dat niet duidelijk is of dit een weigeringsgrond is die in de toekomst zal blijven doorwerken, merkt de Raad op dat dit kritiek betreft op een motief van de bestreden beslissing dat als overtollig moet worden beschouwd. In de bestreden beslissing kan worden gelezen dat verweerder aangeeft dat het “*in principe*” niet mogelijk zou zijn voor de referentiepersoon om een recht op gezinshereniging te openen voor verzoekster omdat hij zelf in 2008 een verblijfsrecht verkreeg in hoedanigheid van gezinslid van een Unieburger en richtlijn 2004/38 (de Burgerschapsrichtlijn) niet in “*cascade gezinshereniging*” voorziet. Echter stelt de Raad vast dat verweerder vervolgens overgaat tot een inhoudelijke beoordeling van de in punt 1.2. bedoelde aanvraag en toetst of verzoekster voldoet aan de voorwaarden om een verblijfsrecht van meer dan drie maanden te bekomen in toepassing van artikel 40bis van de Vreemdelingenwet ervan uitgaande dat “gezien de referentiepersoon op beroepsactieve leeftijd is en de hoedanigheid in dewelke men het verblijfsrecht uitoefent veranderlijk is, referentiepersoon toch het verblijfsrecht kan openen voor de betrokkene”. De inhoudelijke beoordeling van de in punt 1.2. bedoelde aanvraag die hierop volgt volstaat om de bestreden beslissing te schragen, zodat voormelde kritiek van verzoekster slechts kritiek op een overtollig motief betreft en op zich geen afbreuk doet aan de wettigheid van de bestreden beslissing. Ten overvloede merkt de Raad op dat verzoekster geen enkele poging onderneemt om de overwegingen van verweerder, die ertoe leiden dat hij vaststelt dat de referentiepersoon “*in principe*” het recht op gezinshereniging niet zou openen voor verzoekster, te weerleggen.

2)

2.8. Hiermee stelt verweerder vast dat de economische situatie van de referentiepersoon sinds de in punt 1.1. bedoelde visumaanvraag als gewijzigd moet worden beschouwd in die zin dat hij niet langer als werknemer maar als een beschikker van voldoende bestaansmiddelen moet worden beschouwd in de zin van artikel 40, §4, 2° van de Vreemdelingenwet. Dit houdt in dat verzoekster, om in aanmerking te komen voor een verblijf van meer dan drie maanden als echtgenote van een Unieburger, moet voldoen aan de voorwaarden vooropgesteld in artikel 40bis, §4, tweede lid van de Vreemdelingenwet. Verweerder stelt in dit verband vast dat geen bewijsstukken omtrent de actuele bestaansmiddelen van de referentiepersoon werden voorgelegd.

2.9. Verzoekster brengt tegen voormelde vaststellingen niets in en centreert haar betoog rond volgende paragraaf van de bestreden beslissing: “*Uit het dossier blijkt dat betrokkene een visum C BNL 11 ontvangen heeft. Het uitgereikte visum C BNL 11 is echter enkel een inreisvisum (cfr. artikel 5 van de EU-richtlijn 2004/38/EG). Het betreft dus geen visum gezinshereniging. Het is in het leven geroepen om de gezinsleden van EU-burgers een vergemakkelijkte toegang te verschaffen tot het Belgisch grondgebied binnen een uiterst korte wachttijd. Het gaat enkel over toegang, niet over lang verblijf. Vandaar dat er wel degelijk bij aankomst nog een verblijfsaanvraag moet worden ingediend en de ten gronde beoordeling nog moet gebeuren.*”

2.10. Verzoekster kan deze passage niet aan het wankelen brengen door aan te voeren dat door haar een visum kort verblijf met het oog op gezinshereniging toe te kennen haar recht op gezinshereniging onherroepelijk werd vastgesteld omdat er op het moment van de in punt 1.1. bedoelde visumaanvraag “*klaarblijkelijk*” al een inhoudelijke beoordeling

plaatsvond waarbij werd beslist dat aan de voorwaarden voor gezinshereniging werd voldaan.

2.11. De Raad wijst er immers op dat op het moment van de in punt 1.1 bedoelde visumaanvraag verweerder slechts diende vast te stellen dat verzoekster in het bezit is van een geldig paspoort, dat er een Unieburger is aan wie zij rechten kan ontleen en dat zij een familielid is van die Unieburger door in casu het voorleggen van een huwelijksakte. Dit in het kader van de toekenning van een visum kort verblijf type C of een inreisvisum overeenkomstig artikel 5.2. van de Burgerschapsrichtlijn, waarnaar verweerder verwijst, zoals geduid in *“Mededeling van de Commissie aan het Europees Parlement en de Raad betreffende richtsnoeren voor een betere omzetting en toepassing van Richtlijn 2004/38/EG betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden (p.27)”*. Voormelde beoordeling gebeurde niet in het kader van een beoordeling of verzoekster voldoet aan de voorwaarden om een lang verblijf of een verblijf van meer dan drie maanden te bekomen in het kader van gezinshereniging. Of verzoekster in aanmerking komt voor een verblijf van meer dan drie maanden als familielid van een Unieburger werd beoordeeld naar aanleiding van de in punt 1.2. bedoelde aanvraag. Verweerder stelde hierbij vast dat nieuwe elementen voorliggen waaruit blijkt dat de economische situatie van de referentiepersoon is gewijzigd en niet is aangetoond dat de voorwaarden vooropgesteld in artikel 40bis, §4, tweede lid van de Vreemdelingenwet voor het bekomen van een verblijf van meer dan drie maanden zijn voldaan. Zoals reeds vastgesteld gaat verzoekster helemaal niet in op de uitgebreide en concrete overwegingen van verweerder in dit verband waardoor deze overeind blijven.

procédure CCE
Annulation
acte attaqué
ANNEXE 13
composition du siège
1 juge

acte attaqué
9bis irrecevable
nationalité
Brésil
dictum arrêt
Rejet

Recevabilité – PR n’a pas informé le greffe, dans les 8 jours, si elle souhaitait ou non déposer un mémoire de synthèse – PR invoque ne jamais avoir reçu le courrier du greffe, avoir déposé plainte auprès de Bpost en novembre 2024 et dans l’intervalle, s’être entretenue avec la concierge de l’immeuble qui affirme avoir visionné les images de télésurveillance du jour de réception allégué du courrier et ne pas avoir vu la passage d’un facteur – débats rouverts 2x pour laisser la PR prouver le dysfonctionnement - à l’audience : PR indique n’avoir aucune nouvelle de Bpost – CCE : il appartient à la PR d’apporter la preuve d’un dysfonctionnement du service Bpost - l’ombudsman de Bpost a communiqué le courrier de la PR à Bpost qui n’a pas répondu – La PR indique avoir envoyé des rappels mais ne le prouve pas + n’a pas mis Bpost en demeure de répondre et n’a pas saisi l’ombudsman du défaut de réponse à cette plainte => PR ne démontre pas avoir mis en œuvre tous les moyens dont elle disposait, depuis la dernière audience un an avant, pour prouver le dysfonctionnement - l’enregistrement d’images n’est autorisé que dans le but de réunir la preuve d’incivilités, de faits constitutifs d’infraction ou générateurs de dommages, de rechercher et d’identifier les auteurs des faits, les perturbateurs de l’ordre public, les témoins ou les victimes => sinon, elles ne peuvent être conservées plus d’un mois – si la concierge a visionné ces images récemment, elles ne pouvaient plus l’être depuis plusieurs mois - si elle les a visionnées dans le mois suivant le jour de passage du facteur, ce seul souvenir ne suffit pas à contredire la réalité des éléments du DA ==> force majeure non démontrée – défaut d’intérêt.

”2. En l’espèce, la partie requérante n’a pas informé le greffe, dans le délai de 8 jours fixé, si elle souhaitait ou non déposer un mémoire de synthèse.

3.1. Entendue, à sa demande expresse, à l’audience du 21 novembre 2024, la partie requérante a déclaré ne jamais avoir reçu le courrier du greffe.

Après consultation du dossier de procédure, à sa demande, elle a requis un délai afin d’obtenir des informations de Bpost.

La partie défenderesse ne s’est pas opposée à un tel délai.

3.2. Postérieurement à cette audience, le 6 décembre 2024, la partie requérante a fait parvenir au Conseil, un courrier dans lequel elle a fait notamment valoir ce qui suit :

« je n'ai bien entendu pas manqué d'introduire une plainte auprès de Bpost et je viens de recevoir ce jour l'accusé de réception y relatif dont je vous joins une copie en annexe.

L'enquête de la poste étant relativement lente, j'ai entre-temps pu m'entretenir avec la gardienne de [l'] immeuble dans laquelle se situe mon cabinet.

J'ai ainsi appris [qu'elle] a directement accès aux enregistrements des caméras de surveillance dont elle a la responsabilité.

Après visionnage des images de surveillance du 11 juillet 2024, fête de la Communauté flamande, [elle] a formellement pu m'indiquer qu'aucun facteur n'était passé ce jour-là pour procéder à la distribution du courrier.

Je vous prie de trouver en annexe du présent la déclaration [qu'elle] me fait parvenir ainsi qu'une copie de sa carte d'identité.

Aucun facteur n’a ainsi sonné et aucun avis de passage n’a par conséquent pu être déposé dans la boîte de mon cabinet le 11 juillet 2024.

Au vu de ce qui précède, je vous remercie de dire pour droit que le délai de huit jours prévu par l’article 39/81, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980 n'a pas pu commencer à courir et n’a donc pas expiré, étant donné qu'aucune lettre recommandée ni avis de passage n'a été déposé dans la boîte aux lettres de mon cabinet le 11 juillet 2024.

Ainsi, si besoin en était encore et en réponse à la notification non reçue de la note d'observation de la partie requérante, je remercie Votre Conseil de prendre acte du fait que [le requérant] n'entend pas soumettre un mémoire de synthèse et remercie Votre Conseil de poursuivre la procédure comme de droit. »

3.3. Afin de ne pas léser la partie défenderesse, les débats ont été rouverts, afin de permettre aux parties de débattre au sujet des pièces déposées par la partie requérante, postérieurement à l'audience du 21 novembre 2024^[1].

3.4. Lors de l'audience du 13 février 2025, la partie requérante a déclaré n'avoir aucune nouvelle de Bpost en ce qui concerne la plainte déposée.

Elle s'est interrogée sur la qualification de force majeure des problèmes généraux, constatés dans le chef de Bpost.

3.5. Compte tenu des circonstances de la cause, l'affaire a été, une nouvelle fois, renvoyée au rôle, dans l'attente d'une réponse de Bpost à la plainte déposée par la partie requérante (arrêt n° 321 762 du 18 février 2025).

Dans cet arrêt, "Il est demandé à la partie requérante de communiquer au Conseil toute nouvelle information relative à ses échanges avec le service de plainte de Bpost".

4. La partie requérante s'étant abstenue de communiquer la moindre information au Conseil depuis le 18 février 2025, les parties ont été convoquées à une nouvelle audience.

5.1. Entendue, à l'audience du 26 février 2026, la partie requérante

- dépose des documents,
- déclare que Bpost n'a pas donné suite à sa plainte,
- et rappelle le témoignage de la concierge de l'immeuble dans lequel l'élection de domicile avait été faite.

5.2. La partie défenderesse relève que l'ombudsman de Bpost n'a pas donné de suite favorable à cette plainte, et souligne que la consultation d'enregistrements vidéos par la concierge de l'immeuble n'est pas conforme à la législation applicable.

5.3. La partie requérante demande de lui accorder le bénéfice du doute.

6.1. Or, il appartient à la partie requérante, le cas échéant, d'apporter la preuve d'un dysfonctionnement du service Bpost.

Le Conseil n'est en effet pas tenu de s'assurer de la réception d'un courrier qu'il a, pour sa part, valablement envoyé.

6.2. En l'occurrence, l'ombudsman de Bpost a répondu très rapidement à la plainte de la partie requérante, introduite le 26 novembre 2024, en l'informant

- qu'il ne pouvait prendre sa demande en considération,
- mais qu'il communiquerait son courrier à Bpost.

Le 6 décembre 2024, le Service Clientèle de Bpost a accusé réception de la plainte susmentionnée.

Dans un des documents déposés lors de l'audience, la partie requérante relève le défaut de « suite sérieuse » à la date du 19 février 2026, « malgré de nombreux rappels oraux et écrits ».

Elle n'a cependant pas jugé utile de communiquer la preuve de ces rappels.

En outre, elle ne semble pas non plus avoir jugé utile

- de mettre les services de Bpost en demeure de répondre à une plainte datant de novembre 2024,
- ni de saisir l'ombudsman du défaut de réponse à cette plainte.

Il en résulte que la partie requérante ne démontre pas avoir, depuis le 18 février 2025, mis en œuvre tous les moyens dont elle disposait, pour apporter la preuve d'un dysfonctionnement de Bpost.

Ses seules affirmations, relatives au comportement d'un agent remplaçant de Bpost ou à des problèmes généraux, constatés dans le chef de Bpost, ne peuvent suffire à cet égard, à défaut d'être valablement étayées.

6.3. A cette fin, la partie requérante se prévaut du témoignage de la concierge de l'immeuble dans lequel l'élection de domicile avait été faite, qui "confirme formellement après visionnage d'images du 11 juillet 2024 aucun facteur est passé pour procéder à la distribution du courrier". Ce témoignage date du 5 décembre 2024.

Or, selon la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, dite « loi caméras », combinée avec le Règlement général sur la protection des données, l'enregistrement d'images n'est autorisé que dans le but de réunir la preuve d'incivilités, de faits constitutifs d'infraction ou générateurs de dommages, de rechercher et d'identifier les auteurs des faits, les perturbateurs de l'ordre public, les témoins ou les victimes.

Si ces images ne permettent pas d'apporter une telle preuve ou ne permettent pas d'identifier de telles personnes, elles ne peuvent être conservées plus d'un mois.

Au vu de ce qui précède, le Conseil s'interroge sur le visionnage d'images en novembre ou décembre 2024, alors qu'elles ne pouvaient plus être depuis plusieurs mois.

Interrogée, à cet égard, lors de l'audience du 26 février 2026, la partie requérante s'est bornée à préciser que la date du visionnage n'était pas mentionnée.

Toutefois, il ressort d'un courrier de la partie requérante, daté du 6 décembre 2024, que son entretien avec la concierge de l'immeuble, et, partant le prétendu visionnage par celle-ci, a eu lieu après le dépôt de sa plainte auprès de Bpost, le 26 novembre 2024.

En tout état de cause, à supposer que la concierge fasse état du souvenir d'un visionnage en direct, le 11 juillet 2024, ce seul souvenir ne suffit pas à contredire la réalité des éléments versés dans le dossier de procédure, à savoir le renvoi au Conseil d'un courrier non réclamé, mentionnant qu'un avis de passage avait été déposé, le 11 juillet 2024.

7. Au vu de ce qui précède, la cause de force majeure, alléguée, n'est pas démontrée par des éléments probants, et ne peut être admise.

8. Il y a dès lors lieu de constater le défaut de l'intérêt requis^[2]. »

[1] CCE, arrêt n° 319 622 du 9 janvier 2025

[2] conformément à l'article 39/81 de la loi du 15 décembre 1980.

procédure CCE
Annulation
nationalité
Gambie
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
ANNEXE 13sexies
composition du siège
1 juge

Bijlage 13sexies – vernietiging – inreisverbod van 3 jaar – determinerend motief dat verzoeker is veroordeeld tot tien maanden gevangenisstraf wegens heling – geen eigen evaluatie van de feiten in de bestreden beslissing – verzoeker heeft voor het nemen van de bestreden beslissing reeds verzet aangetekend tegen de veroordeling – verzet is ontvankelijk verklaard – in bestreden beslissing wordt er ook gewezen op het verzet, maar hiermee wordt verder geen rekening mee gehouden – verweerder gaat voorbij aan de uitdrukkelijke tekst van artikel 187, §4 van het Wetboek van Strafvordering – determinerend motief bestaat niet langer – schending zorgvuldigheidsbeginsel juncto artikel 74/11 van de Vreemdelingenwet

Uit de detentiefiche van verzoeker in het administratief dossier blijkt dat verzoeker verzet aantekende tegen het verstekvonnis en dat dit verzet ontvankelijk werd verklaard op 28 augustus 2025, zodat moet worden aangenomen dat verzoeker zich bevindt in het geval bedoeld in artikel 187, § 4, van het wetboek van Strafvordering.

Uit de motieven van de bestreden beslissing blijkt dat de verwerende partij zich uitsluitend heeft gesteund op de veroordeling van verzoeker en niet op een eigen evaluatie van de hem ten laste gelegde feiten. Hoewel de bestreden beslissing vermeldt dat er verzet werd aangetekend tegen het verstekvonnis en dat de stukken van het administratief dossier aangeven dat de verwerende partij reeds voor het nemen van de beslissing op de hoogte was van het ontvankelijk verzet, heeft de verwerende partij hier geen rekening mee gehouden.

In de nota met opmerkingen houdt de verwerende partij voor dat het element met betrekking tot de openbare orde slechts één element is bij het opleggen van het inreisverbod van drie jaar. De Raad dient evenwel op te merken dat uit de motivering van de beslissing duidelijk blijkt dat de strafrechtelijke veroordeling op bepalende wijze heeft doorgewogen bij het opleggen van een inreisverbod van drie jaar.

Ook waar de verwerende partij aanvoert: *"het is zo dat een verstekvonnis blijft bestaan ongeacht je verzet hebt aangetekend"*, gaat zij voorbij aan de uitdrukkelijke tekst van artikel 187, § 4, van het wetboek van Strafvordering.

De Raad kan slechts vaststellen dat een determinerend motief waarop het inreisverbod werd gesteund, , met name verzoekers veroordeling door de correctionele rechtbank te Gent, niet langer bestaat. Door voorbarig te stellen dat verzoeker werd veroordeeld tot een gevangenisstraf, zonder rekening te houden met het ontvankelijk verklaard verzet tegen dit vonnis, heeft de verwerende partij onvoldoende rekening gehouden met alle elementen van de zaak.

Verzoeker maakt dan ook een schending van het zorgvuldigheidsbeginsel iuncto artikel, 74/11, § 1, van de vreemdelingenwet, aannemelijk. Het middel is gegrond.

CCE arrêt 342278 du 04/03/2026

procédure CCE
Plein contentieux

nationalité
Chine
dictum arrêt
Rejet

acte attaqué
CG Retrait Genève - début proc. retrait avant 12 juin 2026
composition du siège
1 juge

Intrekking vluchtelingenstatus - gevaar voor de samenleving wegens definitief veroordeeld voor bijzonder ernstig misdrijf - cumulatieve voorwaarden - evenredigheidsbeginsel

De Raad treedt de commissaris-generaal in de bestreden beslissing bij dat verzoekers persoonlijk gedrag, zijn verklaringen (waarbij hij de feiten blijft minimaliseren) en houding en de bewoordingen in het arrest van het Hof van Beroep te Antwerpen ontegensprekelijk aantonen dat er sprake is van een criminele ingesteldheid in hoofde van verzoeker en dat het niet uitgesloten is dat hij zijn crimineel gedrag niet nog eens zal herhalen. Gelet op het geheel van wat voorafgaat, is de Raad van oordeel dat er in hoofde van verzoeker sprake is van een voor de samenleving gevaarlijke ingesteldheid waarbij hij niet schuwt anderen met geweld te bedreigen, van een gebrek aan normbesef en schuldinzicht en een volhoudende miskenning van rechterlijke beslissingen. De Raad concludeert dat er sprake is van een reële, actuele en voldoende ernstige bedreiging die een fundamenteel belang van de samenleving aantast.

CCE arrêt 342289 du 04/03/2026

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Somalie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Volgens de bestreden beslissing heeft verzoekster **niet voldaan aan de medewerkingsplicht**. Verzoekster heeft de Nederlandse en de Belgische asielinstanties proberen te misleiden door frauduleuze verklaringen af te leggen over haar identiteit, haar familiale situatie en haar reisweg waardoor de algemene geloofwaardigheid in ernstige mate is aangetast. De **informatie die verzoekster verstrekte** aan de DVZ, het CGVS en de Nederlandse asielinstanties **staat haaks op de informatie die terug te vinden is in haar visumdossier** (toegekend omwille van medische redenen). [...]

In de bestreden beslissing oordeelt de commissaris-generaal dat de identiteitsgegevens uit het visumdossier correct zijn en dat haar verklaringen afgelegd in het kader van haar verzoek om internationale bescherming niet de waarheid zijn.

Verzoekster heeft verklaard dat de elementen van het visumdossier vals zijn.

Verzoekster legt thans via een aanvullende nota d.d. 4 november 2025 (rechtsplegingsdossier, stuk 11) **twee documenten** neer: [...]

Wat betreft het neergelegde document inzake **Family Restoring Links**, kan de Raad uit het mailverkeer afleiden dat verzoekster sinds 13 maart 2025, dit is enkele dagen nadat het persoonlijk onderhoud bij het CGVS plaatsvond, in contact is getreden met het Rode Kruis inzake het opzoeken van haar familie.

Uit het **medisch attest** van 22 oktober 2025, dat dateert van na de bestreden beslissing van 24 maart 2025 en na de indiening van het beroep, blijkt dat de cardioloog in België een klinisch onderzoek heeft uitgevoerd (ECG en echocardiografie) waaruit blijkt dat er clinico-anamnestiche geen bijzonderheden zijn weerhouden. De ECG is in rust volledig normaal en ze heeft echocardiografisch structureel en functioneel een normaal hart voor haar leeftijd. Op basis van de bevindingen kan de arts **geen hartpathologie** vaststellen en ook geen cardio-chirurgische indicatie.

Dit gegeven staat op het eerste gezicht haaks op de medische gegevens zoals deze voorkomen in het visumdossier dat betrekking heeft op een persoon van wie de commissaris-generaal stelt dat het wel degelijk verzoekster betreft. Deze medische info betreft een attest van 5 januari 2022 opgesteld door een arts van een Somalisch/Turks hospitaal uit Mogadishu en een Italiaans attest van 4 september 2022. Uit het Somalisch attest, opgesteld in het Engels, blijkt dat het kind dat vermeld wordt in de visumaanvraag een hartaandoening heeft.

Zoals reeds opgemerkt, stelt de commissaris-generaal dat de (identiteits)gegevens van het visumdossier kloppen. Als dit zo is, dan zouden de medische attesten gevoegd in het visumdossier vals zijn, nu verzoekster een bewijs voorlegt dat zij geen hartaandoening heeft. De Raad beschikt **niet** over de **nodige onderzoeksbevoegdheid** om na te gaan **in welke mate welke onderdelen van het (visum)dossier correct zijn en welke vals**.

Gezien de Raad **niet beschikt** over een eigen **onderzoeksbevoegdheid** om te kunnen vaststellen **welke identiteit verzoekster daadwerkelijk heeft**, ontbreekt het de Raad aldus aan essentiële elementen om te komen tot de in artikel 39/2, § 1, tweede lid, 1° van de Vreemdelingenwet bedoelde bevestiging of hervorming zonder aanvullende onderzoeksmaatregelen te moeten bevelen.

Daarbij dient tevens in aanmerking te worden genomen dat verzoekster **minderjarig** is, hetgeen noopt tot **bijzondere omzichtigheid** bij de beoordeling van het dossier. Gelet op de vereiste van een zorgvuldig en volledig onderzoek dienen deze elementen te worden onderzocht.

Vernietiging.

procédure CCE
Annulation
nationalité
Apatride
dictum arrêt
Rejet

acte attaqué
AUTRE
composition du siège
1 juge

MUST READ – Weigering aanvraag toelating tot verblijf wegens staatloosheid – verwerping – verzoeker erkend als staatloze door familierechtbank – voorwaarde artikel 57/37, 1° VW vervuld: *voldoen aan de voorwaarden van artikel 1 van het Verdrag van New York van 28 september 1954 betreffende de Status van Staatlozen – verweerder moet overige cumulatieve voorwaarden artikel 57/37 VW nog nagaan – 4° geen nationaliteit van een andere Staat kunnen verwerven of verkrijgen – 5° geen wettige en duurzame verblijfstitel hebben of kunnen verkrijgen in een andere Staat waarmee hij banden zou hebben en tot dewelke hij effectief toegelaten zou worden* – bb: 4° en 5° niet vervuld, omdat verzoeker Armeense nationaliteit of wettige duurzame Armeense verblijfstitel kan verkrijgen – geen schending van gezag van gewijsde van vonnis familierechtbank – erkenning als staatloze door familierechtbank impliceert niet dat ipso facto de voorwaarden van artikel 57/37, 4° en 5° VW zijn vervuld – verschil tussen “niet beschikken over de nationaliteit van een ander land” (cfr. Voorwaarde voor statuut van staatloze, artikel 57/37, 1° VW) en “verwerven of verkrijgen van nationaliteit” (cfr. Artikel 57/37, 4° VW) – verplichting om advies te vragen aan CGVS (cfr. Artikel 57/41, §1 VW) – motieven bb en advies CGVS blijven overeind – geen onderzoek artikel 3 en 8 EVRM vereist

Artikel 57/37 van de Vreemdelingenwet luidt als volgt:

“De vreemdeling verkrijgt een toelating tot verblijf wegens staatloosheid indien hij voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° hij voldoet aan de voorwaarden van artikel 1 van het Verdrag van New York van 28 september 1954 betreffende de Status van Staatlozen;

2° hij toont zijn identiteit en herkomst aan;

3° hij heeft buiten zijn wil zijn nationaliteit verloren of nooit over een nationaliteit beschikt;

4° hij kan geen nationaliteit van een andere Staat verwerven of verkrijgen;

5° hij heeft of kan geen wettige en duurzame verblijfstitel verkrijgen in een andere Staat waarmee hij banden zou hebben en tot dewelke hij effectief toegelaten zou worden;

6° hij vormt geen gevaar voor de openbare orde of de nationale veiligheid.”

[overzicht wettelijke bepalingen]

2.2.2. Op 19 februari 2025 dient de verzoeker een aanvraag om toelating tot verblijf wegens staatloosheid in. Bij deze aanvraag legt de verzoeker het vonnis [...] van de familierechtbank te Luik voor waarbij de verzoeker als staatloze wordt erkend. Uit geen enkel gegeven blijkt dat een hoger beroep tegen dit vonnis werd ingediend. Op 2 april 2025 vraagt de gemachtigde een advies aan de commissaris-generaal in toepassing van artikel 57/41, § 1 van de Vreemdelingenwet. Op 14 juli 2025 verleent de commissaris-generaal een advies overeenkomstig artikel 57/41, § 1 van de Vreemdelingenwet in het kader van een verzoek om toelating tot verblijf wegens staatloosheid. De commissaris-generaal oordeelt dat de verzoeker niet voldoet aan alle voorwaarden voorzien in artikel 57/37, 1° tot 5° van de Vreemdelingenwet en de verzoeker dan ook niet in aanmerking komt voor een toelating tot verblijf wegens staatloosheid. Uit voornoemd advies van de commissaris-generaal blijkt dat deze uitdrukkelijk motiveert dat de verzoeker voldoet aan de voorwaarden van artikel 57/37, 1°, 2° en 3° van de Vreemdelingenwet, maar zij daarentegen van oordeel is dat de verzoeker niet voldoet aan de voorwaarden van artikel 57/37, 4° en 5° van de Vreemdelingenwet. Op 3 oktober 2025 neemt de gemachtigde een beslissing tot weigering van verzoekers aanvraag van 19 februari 2025. Uit deze beslissing blijkt dat de gemachtigde in navolging van het advies van de commissaris-generaal oordeelt dat de verzoeker niet voldoet aan de voorwaarden van artikel 57/37 van de Vreemdelingenwet, en meer in het bijzonder voldoet de verzoeker niet aan de voorwaarden van artikel 57/37, 4° en 5° van de Vreemdelingenwet.

Aangaande de voorwaarden van artikel 57/37, 4° en 5° van de Vreemdelingenwet leest de Raad in de memorie van toelichting in de voorbereidende werken het volgende:

“[...]”

2.2.3. Kernpunt van verzoekers betoog is dat hij bij vonnis van 10 mei 2024 door de familierechtbank te Luik als staatloze werd erkend, hij dit vonnis heeft voorgelegd bij zijn aanvraag en het gezag van gewijsde van dit vonnis dient te worden gerespecteerd.

In de bestreden beslissing wordt niet betwist dat de verzoeker bij vonnis [...] van de familierechtbank te Luik als staatloze wordt erkend. [...]

Uit de toepasselijke wetsbepalingen hierboven geciteerd, blijkt dat artikel 57/37 van de Vreemdelingenwet voorziet in cumulatieve voorwaarden om een toelating tot verblijf wegens staatloosheid te verkrijgen.

Overeenkomstig artikel 57/41, § 1, eerste lid van de Vreemdelingenwet is de commissaris-generaal voor wat betreft de voorwaarde voorzien bij artikel 57/37, 1° van de Vreemdelingenwet gebonden door een eerdere definitieve beslissing in het kader van artikel 572bis, 1° van het Gerechtelijk Wetboek. De commissaris-generaal heeft oog gehad voor artikel 57/41, § 1, eerste lid van de Vreemdelingenwet in haar advies van 14 juli 2025, nu hierin als volgt wordt gemotiveerd:

"[...]"

Uit een lezing van de bestreden beslissing blijkt dat de gemachtigde in navolging van het advies van de commissaris-generaal van oordeel is dat de verzoeker niet voldoet aan de voorwaarden van artikel 57/37, 4° en 5° van de Vreemdelingenwet. Thans wordt niet betwist dat de verzoeker de voorwaarde voorzien in artikel 57/37, 1° van de Vreemdelingenwet vervult.

In de mate dat de verzoeker betoogt dat het gegeven dat hij door de familierechtbank als staatloze werd erkend impliceert dat ipso facto de voorwaarden van artikel 57/37, 4° en 5° van de Vreemdelingenwet vervuld zijn, kan de Raad dit betoog niet bijtreden (zie GwH nr. 1/2012 van 11 januari 2012; HvC nr. C.13.0042.F van 17 mei 2016; HvC 27 september 2007, R.W. 2009-2010, nr. 21, 873; HvC 6 juni 2008, R.W. 2010-2011, nr. 26, 1086).

[...]

De Raad wijst erop dat in de memorie van toelichting in de voorbereidende werken ook nog het volgende kan worden gelezen:

"De procedure voor de toelating tot verblijf wegens staatloosheid (hierna: "procedure staatloosheid"), zoals voorzien door dit wetsontwerp, doet geen afbreuk aan de bestaande bevoegdheid van de familierechtbank om zich uit te spreken over vorderingen tot erkenning van de status van staatloze (artikel 572bis, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek). Het is evenwel niet vereist dat de vreemdeling beschikt over een uitspraak van de familierechtbank om de procedure staatloosheid op te starten. De minister of zijn gemachtigde en de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen kunnen, in het kader van de verblijfsprocedure, zelf oordelen of de vreemdeling al dan niet staatloos is in de zin van het Staatlozenverdrag. Hiermee wordt dus vermeden dat de vreemdeling eerst een procedure moet doorlopen voor de familierechtbank, alvorens de verblijfsprocedure te kunnen opstarten, waardoor de nodige kosten en tijd kunnen worden vermeden.

Indien de vreemdeling beschikt over een uitspraak van de familierechtbank op grond waarvan hij erkend wordt als staatloze, zal hij dit moeten voegen bij de aanvraag wegens staatloosheid. Bij de beoordeling of de vreemdeling valt onder het Staatlozenverdrag, zal het gezag van gewijsde van de uitspraak van de familierechtbank worden gerespecteerd. Het gezag van gewijsde geldt echter ook in de omgekeerde zin: indien blijkt dat er sprake is van een uitspraak waarin de erkenning als staatloze werd geweigerd, zal de minister of zijn gemachtigde niet van oordeel kunnen zijn dat de vreemdeling wel valt onder het Staatlozenverdrag.

Bovendien zullen de gemachtigde van de minister en de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en Staatlozen ook systematisch de overige voorwaarden van de procedure staatloosheid moeten onderzoeken. Zelfs indien de persoon valt onder het toepassingsgebied van het Staatlozenverdrag, al dan niet na het voorleggen van een vonnis, zal zijn verblijf nog kunnen worden geweigerd indien hij niet voldoet aan deze andere voorwaarden.

Door in te voegen dat het gezag van gewijsde van een rechterlijke beslissing steeds zal worden gerespecteerd, zowel in geval van toekenning als weigering van de status van staatloze, wordt tegemoet gekomen aan de opmerkingen van de Raad van State in zijn advies nr. 73.287/4 van 8 juni 2023 (blz. 4-7)." (Memorie van toelichting bij Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat betreft de aanvraag om toelating tot verblijf wegens staatloosheid, Parl.St. Kamer, 2022-23, doc. nr. 55-3600/001, p. 12-13). (onderlijning door de Raad).

[weergave van het vonnis van de familierechtbank]

In tegenstelling tot wat de verzoeker lijkt voor te houden, heeft de familierechtbank te Luik in het vonnis met nummer 24/7170 van 10 mei 2024 geen uitspraak gedaan over de vraag of de verzoeker geen nationaliteit van een andere Staat kan verwerven of herkrijgen (cf. artikel 57/37, 4° van de Vreemdelingenwet) noch heeft deze rechtbank zich uitgesproken over de vraag of de verzoeker geen wettige en duurzame verblijfstitel kan verkrijgen in een andere Staat

waarmee hij banden zou hebben en tot dewelke hij effectief toegelaten zou worden (cf. artikel 57/37, 5°, van de Vreemdelingenwet). In tegenstelling tot wat de verzoeker voorhoudt, houdt de vaststelling in de bestreden beslissing dat de verzoeker de voorwaarden van artikel 57/37, 4° en 5° van de Vreemdelingenwet niet vervult, geen schending in van het gezag van gewijsde van het vonnis [...] van de familierechtbank te Luik.

De Raad kan de verzoeker niet bijtreden waar hij aanvoert dat het vaststaat dat de rechtbank en het openbaar ministerie in het kader van de gerechtelijke procedure tot erkenning als staatloze aan hem hebben gevraagd om de nodige stappen te ondernemen om de nationaliteit van de desbetreffende staten aan te vragen en te bekomen en men tot de objectieve vaststelling is gekomen dat zulks niet mogelijk was voor de verzoeker. Dit kan niet in het voorgelegde vonnis [...] van de familierechtbank te Luik worden gelezen, noch in de overige stukken die de verzoeker bij zijn aanvraag heeft gevoegd. Alvorens de verzoeker het statuut van staatloze toe te kennen werd nagegaan of de verzoeker over de nationaliteit van een andere staat beschikt doch niet of verzoeker de nationaliteit van een andere staat kan verwerven of herkrijgen, hetgeen wel vereist wordt voor een toelating tot verblijf wegens staatloosheid (cf. artikel 57/37, 4°, van de Vreemdelingenwet). (zie ook: HvC 27 september 2007, *R.W.* 2009-2010, nr. 21, 873; HvC 6 juni 2008, *R.W.* 2010-2011, nr. 26, 1086).

[...]

De verzoeker voert aan dat de New York-conventie van 1954 en de Belgische rechtspraak en interpreterende literatuur aantonen dat het enkel feitelijk of hypothetisch mogelijk is om via een procedure bij een ander land een nationale status te verkrijgen geen grond mag zijn om iemand het stateloze statuut te onthouden of hem te dwingen procedures te doorlopen bij vreemde autoriteiten. Het Hof van Cassatie heeft in recente rechtspraak geoordeeld dat het Verdrag van New York niet toelaat dat de status van staatloze wordt geweigerd omdat betrokkene zich niet heeft gehouden aan stappen om een vroegere nationaliteit terug te krijgen.

[...]

In de mate dat de verzoeker zou doelen op een arrest van het Hof van Cassatie van 6 juni 2008 - waar de Raad hierboven ook naar verwees - leest de Raad in het Rechtskundig Weekblad: *"Krachtens art. 1, 1, van het Verdrag van New York van 28 september 1954 betreffende de Status van Staatlozen, geldt als staatloze, behalve de ter zake niet van toepassing zijnde uitzonderingen, de persoon die door geen enkele Staat, krachtens zijn wetgeving, als onderdaan wordt beschouwd. Noch uit deze bepaling noch uit enige andere bepaling kan de mogelijkheid worden afgeleid om aan een vreemdeling de hoedanigheid van staatloze te weigeren om reden dat hij geen stappen heeft ondernomen om een nationaliteit die hij verloren was, terug te krijgen, zelfs niet omdat hij er afstand van gedaan heeft."* (zie HvC 6 juni 2008, *R.W.* 2010-2011, nr. 26, 1086).

De verzoeker gaat eraan voorbij dat de rechtspraak waarop hij lijkt te doelen betrekking heeft op de vraag of iemand voldoet aan de voorwaarden van artikel 1 van het Verdrag van New York van 28 september 1954 betreffende de Status van Staatlozen. Hetgeen slechts één van de cumulatief te vervullen voorwaarden in artikel 57/37 van de Vreemdelingenwet is om een toelating tot verblijf wegens staatloosheid te verkrijgen.

[...]

Uit artikel 57/41, § 1 van de Vreemdelingenwet volgt, dat ook in het geval een vreemdeling reeds door de familierechtbank werd erkend als staatloze de minister of zijn gemachtigde de aanvraag nog steeds dient over te maken aan de commissaris-generaal teneinde een advies te verkrijgen omtrent de voorwaarden bedoeld in artikel 57/37, 1° tot 5° van de Vreemdelingenwet. Wel is het zo dat de commissaris-generaal voor wat betreft de voorwaarde voorzien in artikel 57/37, 1° van de Vreemdelingenwet gebonden is door een definitief vonnis van de familierechtbank.

[...]

Uit een eenvoudige lezing van de bestreden beslissing blijkt [...] dat de gemachtigde uitgebreid heeft gemotiveerd waarom de verzoeker de voorwaarden van artikel 57/37 van de Vreemdelingenwet niet vervult. Zo motiveert de gemachtigde op uitgebreide wijze dat de verzoeker geen bewijs heeft aangebracht dat hij reeds pogingen heeft ondernomen om de Armeense nationaliteit aan te vragen, noch heeft hij bewijs aangebracht dat de Armeense autoriteiten hem de nationaliteit zouden geweigerd hebben en uit het advies van commissaris-generaal blijkt nochtans dat de verzoeker zich in de voorwaarden bevindt voor het verkrijgen van de Armeense nationaliteit. Daarnaast motiveert de gemachtigde nog dat de verzoeker geen stukken heeft aangebracht waaruit zou kunnen blijken dat hij effectief stappen heeft ondernomen om de Azerbeidzjaanse nationaliteit te verwerven, dat hij een aanvraag tot het verkrijgen van deze nationaliteit zou hebben ingediend en dat deze hem door de Azerbeidzjaanse autoriteiten effect zou geweigerd zijn, zodat niet kan worden uitgesloten dat hij de Azerbeidzjaanse nationaliteit zou kunnen verwerven. Daarnaast motiveert de gemachtigde nog dat de verzoeker als etnisch Armeen zich in de mogelijk bevindt om een aanvraag voor een 'speciale verblijfsstatus' in Armenië in te dienen, maar dat uit de door de verzoeker voorgelegde stukken niet kan blijken dat hij een dergelijke aanvraag reeds heeft ingediend noch dat deze geweigerd zou zijn. De gemachtigde motiveert dat het niet kennelijk onredelijk is om te stellen dat de verzoeker een wettige en duurzame verblijfstitel kan verwerven in Armenië, een staat waar de verzoeker banden mee heeft.

[De verzoeker toont niet aan dat van hem niet zou mogen worden verwacht dat hij stappen onderneemt om de Armeense nationaliteit te verwerven. Het gegeven dat hij grote periodes in zijn leven buiten Armenië heeft doorgebracht en hij een kind heeft dat de Nederlandse nationaliteit heeft doet hier niet anders over denken.]

[Door louter op te werpen dat hij zich niet kan richten tot de Azerbeidzjaanse autoriteiten, maakt de verzoeker niet aannemelijk dat in de bestreden beslissing op grond van onjuiste feitelijke gegevens werd vastgesteld dat hij zich dient te wenden tot de Armeense autoriteiten ten einde de Armeense nationaliteit te kunnen verwerven (cf. artikel 57/37, 4° van de Vreemdelingenwet). Het gegeven dat de verzoeker poneert dat hij geen enkele sociale, culturele of economische binding meer heeft met Armenië, is geen relevant gegeven voor wat betreft de voorwaarde voorzien in artikel 57/37, 4° van de Vreemdelingenwet. In de bestreden beslissing wordt op pertinente wijze erop gewezen dat *“persoonlijke redenen doen geen afbreuk aan de objectieve mogelijkheid voor betrokkene om via een vereenvoudigde administratieve procedure een nationaliteit van een staat te verkrijgen.”*]

[De verzoeker brengt geen informatie bij die de vaststellingen in het advies van de commissaris-generaal of de bronnen waarop het advies zich baseert, zouden tegenspreken of in een ander daglicht stellen.]

[Waar de verzoeker nog laat gelden dat hij de Armeense vertegenwoordiging niet contacteert vanwege stigma's en veiligheidsrisico's wordt erop gewezen dat de verzoeker in België tweemaal een verzoek om internationale bescherming heeft ingediend, respectievelijk op 23 september 2014 en 11 oktober 2021. Het eerste verzoek om internationale bescherming eindigde bij 's Raads arrest met nummer 235 676 van 29 april 2020 waarbij de Raad de vluchtelingenstatus en de subsidiaire beschermingsstatus aan de verzoeker weigerde. De vrees die de verzoeker ten aanzien van de Armeense autoriteiten inriep werd ongeloofwaardig bevonden. Aldus kan de verzoeker zich hier niet achter verschuilen om te verantwoorden waarom hij niet in persoon met de Armeense ambassade in contact wil of kan treden.]

[De verzoeker vindt dat wanneer men vereist dat men buitenlandse naturalisatieprocedures of verblijfsprocedures van een land dat men lang geleden heeft verlaten en waarmee men geen reële banden meer heeft moet doorlopen, dit neerkomt op het opleggen van een onmogelijke of onredelijke verplichting die afbreuk doet aan het beschermingsdoel van het statuut van staatlozen. Deze kritiek van de verzoeker is wetskritiek, waar de Raad zich niet over uit te laten heeft. De Raad kan niet om de wettelijke voorwaarden voorzien in artikel 57/37 van de Vreemdelingenwet heen.]

Gelet op al het voorgaande, moet worden vastgesteld dat de verzoeker er niet in geslaagd is om aan te tonen dat in de bestreden beslissing op grond van onjuiste feitelijke gegevens of op kennelijk onredelijke wijze werd vastgesteld: “[...]”

[...]

De verzoeker maakt niet aannemelijk dat de gemachtigde in dit geval een verder onderzoek in het licht van de artikelen 3 en 8 van het EVRM diende te verrichten.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Ukraine

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

Refus d'autorisation de séjour

composition du siège

1 juge

Weigering machtiging verblijf Oekraïne – vernietiging – artikel 2 Uitvoeringsbesluit 2022/382 – “verblijven” in Oekraïne voor 24 februari 2022 – verzoeker verbleef op 24 februari 2022 en 55 dagen ervoor in Oekraïne – bb: geen verblijf in de zin van artikel 2 Uitvoeringsbesluit gelet op korte duur van het verblijf – mist juridische grondslag en vindt geen steun in artikel 2 uitvoeringsbesluit – “verblijf” niet nader gedefinieerd in regelgeving en rechtspraak - schending materiële motiveringsplicht in het licht van artikel 2 uitvoeringsbesluit

De materiële motiveringsplicht wordt onderzocht in het licht van de aangevoerde schending van artikel 2 van het Uitvoeringsbesluit 2022/382, deze bepaling luidt als volgt:

“De personen op wie de tijdelijke bescherming van toepassing is

1. Dit besluit is van toepassing op de volgende categorieën van personen die sinds 24 februari 2022 ontheemd zijn geraakt als gevolg van de militaire invasie door de Russische strijdkrachten die op die datum begon:

a) Oekraïense onderdanen die vóór 24 februari 2022 in Oekraïne verbleven;

[...]”

[...]

Uit de bestreden beslissing blijkt dat niet wordt betwist dat de verzoeker over de Oekraïense nationaliteit beschikt.

Uit de bestreden beslissing blijkt dat de gemachtigde erkent dat de verzoeker op 24 februari 2022, zijnde het moment van de Russische militaire invasie in Oekraïne verbleef. Zo motiveert de gemachtigde in de bestreden beslissing als volgt: *“In het kader van deze aanvraag verklaarde u van 2015 tot januari 2022 in Polen en van januari 2022 tot 08/08/2025 in Oekraïne verbleven te hebben. De DVZ merkt op dat u, gedurende de periode van januari 2021 tot 24/02/2022, 365 dagen in de Polen verbleef in tegenstelling tot 55 dagen in Oekraïne. Hoewel het dus vaststaat dat u op het moment van de Russische invasie in Oekraïne aanwezig was”.*

Desondanks oordeelt de gemachtigde dat de verzoeker niet voldoet aan de voorwaarden van artikel 2 van het Uitvoeringsbesluit 2022/382. De gemachtigde motiveert: *“Hoewel het dus vaststaat dat u op het moment van de Russische invasie in Oekraïne aanwezig was, maakt u het niet aannemelijk dat u in Oekraïne verbleef en als gevolg van de oorlog in Oekraïne ontheemd bent geraakt. Het feit dat u verklaarde op 24/02/2022 in Oekraïne te zijn geweest, doet hieraan geen afbreuk gezien de periode waarin u zich in Oekraïne bevond, zo beperkt in duur is dat dit niet kan worden beschouwd als een verblijf in Oekraïne in de zin van artikel 2 van het uitvoeringsbesluit (EU) 2022/382. Bijgevolg komt u niet in aanmerking voor een machtiging tot verblijf als gevolg van de tijdelijke bescherming zoals gedefinieerd in het uitvoeringsbesluit (EU) 2022/382.”*

In navolging van de verzoeker stelt de Raad vast dat het begrip ‘verblijf’ niet nader wordt gedefinieerd in artikel 2 van het Uitvoeringsbesluit 2022/382, noch in andere bepalingen van het Uitvoeringsbesluit 2022/382, noch in de voorafgaande overwegingen, noch in de rechtspraak van het Hof van Justitie. De Raad herhaalt dat uit de bestreden beslissing blijkt dat de gemachtigde erkent dat de verzoeker op 24 februari 2022 en een periode daaraan voorafgaand in Oekraïne verbleef. [...]

In navolging van de verzoeker stelt de Raad vast dat de motieven van de bestreden beslissing dat het verblijf van de verzoeker in Oekraïne waarvan de gemachtigde niet betwist dat het om een verblijf van 55 dagen voorafgaand aan de Russische militaire invasie gaat, geen verblijf in de zin van artikel 2 van het Uitvoeringsbesluit 2022/382 zou uitmaken omdat *“de periode waarin u zich in Oekraïne bevond, zo beperkt in duur is dat dit niet kan worden beschouwd als een verblijf in Oekraïne in de zin van artikel 2 van het uitvoeringsbesluit (EU) 2022/382”* juridische grondslag mist en geen steun vindt in artikel 2 van het Uitvoeringsbesluit 2022/382. Geheel ten overvloede merkt de Raad op dat het toch wel vreemd is dat verzoeker in tempore non suspecto (namelijk voor de Russische invasie) naar Oekraïne zou verhuizen om nadien te kunnen stellen dat hij ontheemd is als gevolg van de Russische invasie. De interpretatie van de verwerende partij lijkt ver gezocht en hoe dan ook niet in overeenstemming met het Uitvoeringsbesluit 2022/382.

[...]

Een schending van de materiële motiveringsplicht in het licht van artikel 2 van het Uitvoeringsbesluit 2022/382 wordt aangetoond.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Liban

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Weigering visum lang verblijf – verwerping – aanvraag gezinshereniging van ouders met NBMV die erkend is als vluchteling – VIB ingediend als minderjarige, erkenning als meerderjarige, visumaanvraag ingediend 3 maanden na erkenning – Artikel 10, §1, eerste lid, 5°, f) Vreemdelingenwet (oud artikel 10, §1, eerste lid, 7° Vreemdelingenwet) – vereiste van “komen samenleven” – daadwerkelijke samenwoning met meerderjarig geworden referentiepersoon is niet vereist (cfr. Rechtspraak HvJ en parlementaire voorbereiding) – vereist wel een inzicht over waar referentiepersoon verblijft en of hij überhaupt nog in België verblijft – referentiepersoon was ambtshalve afgevoerd en feitelijke verblijfplaats was onbekend op moment van bestreden beslissing – niet kennelijk onredelijk dat niet is voldaan aan vereiste van “*komen samenleven*”

Hoe dan ook, dienden de eerste verzoeker en de tweede verzoekster als derdelanders, een aanvraag gezinshereniging in, in functie van hun zoon, eveneens een derdelander die minderjarig was op het ogenblik dat hij een verzoek om internationale bescherming in België indiende en meerderjarig was op het ogenblik dat hij als vluchteling werd erkend.

Deze situatie valt onder het toepassingsgebied van de Richtlijn 2003/86/EG van de Raad van 22 september 2003 inzake het recht op gezinshereniging (hierna: de Gezinsherenigingsrichtlijn), zodat rekening dient te worden gehouden met de rechtspraak van het Hof van Justitie.

In de gevoegde zaken C-273/20 en C-355/20 van 1 augustus 2022 oordeelde het Hof van Justitie als volgt:

“Gelet op alle voorgaande overwegingen moet op de tweede vraag worden geantwoord dat artikel 16, lid 1, onder b), van richtlijn 2003/86 aldus moet worden uitgelegd dat, om in het geval van gezinshereniging van een ouder met een als vluchteling erkend minderjarig kind te kunnen spreken van een werkelijk gezinsleven in de zin van deze bepaling wanneer dit kind meerderjarig is geworden vóór het besluit op het door die ouder ingediende verzoek tot toegang en verblijf met het oog op gezinshereniging, bloedverwantschap van de eerste graad in rechtstreekse opgaande lijn op zich niet volstaat. Het is echter niet noodzakelijk dat het gezinsherenigende kind en de betrokken ouder, wil die ouder in aanmerking komen voor gezinshereniging, deel uitmaken van hetzelfde huishouden of onder hetzelfde dak leven. Incidentele bezoeken, voor zover mogelijk, en regelmatige contacten van welke aard dan ook, kunnen volstaan om aan te nemen dat deze personen persoonlijke en affectieve betrekkingen aan het herstellen zijn en om aan te tonen dat er sprake is van een werkelijk gezinsleven. Voorts kan evenmin worden verlangd dat het gezinsherenigende kind en zijn ouder elkaar financieel ondersteunen.”

In se kunnen de verzoekers dan ook worden gevolgd dat het niet vereist is dat zij daadwerkelijk met hun zoon komen samenwonen.

De Raad leest in de memorie van toelichting bij de wet van 10 maart 2024 tot wijziging van de [VREEMDELINGENWET] inzake het recht op gezinshereniging dat deze stelt dat het expliciet niet de bedoeling is om een voorwaarde van samenwoning op te leggen aan meerderjarig geworden gezinsherenigers.

Immers blijkt uit de voorbereidende werken onder meer wat volgt: “[...]”

In de parlementaire voorbereidingen bij de wet van 18 juli 2025 tot wijziging van de [Vreemdelingenwet] wat de voorwaarden voor gezinshereniging betreft kan niet worden gelezen dat de wetgever op bovenstaande wenste terug te komen.

In de bestreden beslissingen ten aanzien van de eerste verzoeker en de tweede verzoekster wordt gemotiveerd als volgt: *“Overwegende dat uit het Rijksregister blijkt dat F. A. A. (...) sinds 18 juli 2025 ambtshalve werd afgevoerd, waardoor zijn feitelijke verblijfplaats officieel onbekend is. Gelet op deze elementen kan niet worden voldaan aan de essentiële voorwaarde van samenwoning, zoals vereist in artikel 10, §1, 1°, 7° van de voormelde wet, waarin staat: [...] Aangezien de verblijfplaats van de referentiepersoon onbekend is, kan de voorwaarde van daadwerkelijke samenwoning niet worden aangetoond. Gelet op het bovenstaande is niet voldaan aan de voorwaarden zoals gesteld in de wet, en wordt de aanvraag op basis van artikel 10 dan ook geweigerd.”*

De verzoekers betwisten niet dat hun zoon F.A.A. sinds 18 juli 2025 ambtshalve werd afgevoerd en zijn feitelijke verblijfplaats officieel onbekend was. Ook in hun verzoekschrift geven de verzoekers geen verdere toelichtingen over waar F.A.A. precies verbleef. Het is niet duidelijk waar F.A.A. op het moment dat de bestreden beslissingen werden genomen verbleef en of hij überhaupt op het moment dat de bestreden beslissingen werden genomen nog in België verbleef. Zoals hoger reeds werd vastgesteld kunnen de verzoekers in se worden gevolgd dat het niet vereist is dat zij daadwerkelijk met hun zoon komen samenwonen. De wettekst heeft het over "*komen samenleven*", niet samenwonen. Maar indien de verzoekers met hun zoon willen "*komen samenleven*" vereist dit wel een inzicht over waar hun zoon F.A.A. verblijft en of hij überhaupt nog in België verblijft. De verzoekers betwisten niet dat hun zoon F.A.A. sinds 18 juli 2025 ambtshalve werd afgevoerd en zijn feitelijke verblijfplaats officieel onbekend is. Ook in hun verzoekschrift geven de verzoekers geen verdere toelichtingen over waar F.A.A. nu precies verbleef. De verzoekers tonen niet aan dat op kennelijke onredelijke wijze in de bestreden beslissingen ten aanzien van de eerste verzoeker en de tweede verzoekster werd vastgesteld dat niet voldaan is aan de vereiste van "*komen samenleven*". Ter terechtzitting was hun zoon F.A.A. aanwezig en legde hij uit dat hij zich niet bij de gemeente had gemeld om zijn verblijfplaats door te geven. Ondertussen is hij weer ingeschreven in de gemeente. De Raad dient zich echter te plaatsen op het ogenblik dat de bestreden beslissingen genomen werden. Op dat ogenblik was hij afgevoerd. Het staat de verzoekende partijen uiteraard vrij om een nieuwe visumaanvraag in te dienen.

Het eerste onderdeel van het enig middel is niet gegrond.

CCE arrêt 342212 du 03/03/2026

procédure CCE

Annulation

nationalité

Macédoine du Nord

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

AUTRE

composition du siège

1 juge

Refus de renouvellement séjour art 9 et 13 – AA : l’art. 32§1^{er} AR impose de demander le renouvellement entre le 60ème et le 30ème jour avant l’échéance du titre de séjour – demande introduite le 24/1/23 alors que titre de séjour échu le 6/2/23 => trop tard => Le renouvellement d’un titre de séjour périmé n’étant encadré par aucune disposition légale, l’intéressé ne bénéficie plus d’une autorisation de séjour.

CCE (Post. ord. PE rejet) : 1) l’article 13 de la Loi ne donne pas d’habilitation au Roi pour sanctionner le défaut d’introduction de la demande de renouvellement dans le délai qu’elle prévoit. Il en va de même concernant l’article 32 de l’AR qui conserve cependant toute sa raison d’être dès lors qu’il prévoit notamment la délivrance d’une Annexe 15 couvrant le séjour si aucune décision n’est intervenue après que le titre de séjour a expiré, ce document de séjour n’étant délivré qu’à la condition que la demande ait été introduite dans le délai - l’article 32 de l’AR ne pouvait valablement fonder la décision attaquée – subsidiairement : demande introduite avant l’échéance du titre de séjour comme prévu par l’art 13 -> motivation inadéquate.

2) 8 CEDH – une décision de refus de renouvellement met fin à un séjour acquis => ingérence (cfr JP CE) – PD devait se livrer à un examen aussi rigoureux que possible de la cause, en fonction des circonstances dont elle a ou devrait avoir connaissance=> PD devait tenir compte des éléments de vie privée et familiale déposés à l’appui de sa demande de renouvellement ainsi que de tous ceux dont elle avait connaissance depuis 2018 - annulation.

« 3.1.1. Sur le premier moyen, le Conseil rappelle que l’article 9 de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que :

« *Pour pouvoir séjourner dans le Royaume au-delà du terme fixé à l'article 6 l'étranger qui ne se trouve pas dans un des cas prévus à l'article 10 doit y être autorisé par le (Ministre) ou son délégué.*

Sauf dérogations prévues par un traité international, par une loi ou par un arrêté royal, cette autorisation doit être demandée par l'étranger auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger ».

L’article 13, §2, de la même loi dispose quant à lui que :

« *Le titre de séjour est prorogé ou renouvelé, à la demande de l'intéressé, par l'administration communale du lieu de sa résidence, à la condition que cette demande ait été introduite avant l'expiration du titre et que le ministre ou son délégué ait prorogé l'autorisation pour une nouvelle période ou n'ait pas mis fin à l'admission au séjour.*

Le Roi détermine les délais et les conditions dans lesquels le renouvellement ou la prorogation des titres de séjour doit être demandé ».

À cet égard, l’article 32 de l’arrêté royal du 8 octobre 1981, tel qu’il était applicable au moment de l’adoption de la décision attaquée, précise que :

« *§ 1er. Sous réserve du paragraphe 2, l'étranger est tenu de demander le renouvellement des documents visés à l'article 31, 1°, 2°, 4°, 5°, 7° à 11°, 14° et 15° dont il est titulaire, auprès du Bourgmestre de sa commune de résidence ou de son délégué, entre le quarantième et le trentième jour avant sa date d'échéance.*

L'étranger admis ou autorisé au séjour limité apporte à l'appui de sa demande de renouvellement les documents attestant qu'il remplit toujours les conditions mises à son séjour.

§ 2. L'obligation de demander le renouvellement des documents de séjour visés au paragraphe 1er est suspendue dans les hypothèses suivantes : [...]

2° l'étranger est arrêté ou détenu dans un établissement pénitentiaire ou de défense sociale. Toutefois, le Directeur de l'établissement pénitentiaire ou de défense sociale est tenu, lors de l'écrou ou de l'internement et durant toute sa durée de s'assurer de la situation administrative de séjour de l'intéressé ; [...] ».

3.1.2. En l'espèce, la décision attaquée est motivée par le constat selon lequel :

« En date du 6.02.2018, l'intéressé a été autorisé au séjour temporaire pour motifs humanitaires et a été mis en possession d'une carte A valable du 21.06.2018 au 6.02.2019, qui a été annuellement renouvelée jusqu'au 6.02.2023. En application de l'article 32§1er de l'arrêté royal mentionné ci-avant et comme dûment mentionné dans les instructions du 13.5.2022 notifiées à l'intéressé, il était donc tenu de solliciter le renouvellement de son titre de séjour au moins 30 jours avant l'échéance de sa carte A, soit le 6.1.2023 au plus tard. Or il sollicite le renouvellement le 3.04.2023, soit 87 jours après le délai imposé et alors que le titre de séjour précédent est périmé depuis 56 jours. Par ailleurs, il ne peut pas réclamer le bénéfice de l'article 32§2, 2° qui concerne les étrangers arrêtés ou détenus : il n'a en effet été écroué que bien plus tard, entre le 17.11.2023 et le 20.02.2024, pour tentative de meurtre. Le renouvellement d'un titre de séjour périmé n'étant encadré par aucune disposition légale, l'intéressé ne bénéficie plus d'une autorisation de séjour ».

3.1.3. En termes de requête, la partie requérante fait notamment valoir que « le dossier administratif contient la preuve de ce que le requérant a manifesté son souhait de voir renouveler son autorisation de séjour en date du 24.01.2023, soit avant l'expiration de son titre de séjour (valable jusqu'au 06.02.2023) ; sa demande n'est donc pas tardive, au sens de la disposition légale précitée ; la circonstance que la Commune n'ait communiqué cette demande à la partie adverse qu'en date du 03.04.2023 est indifférente ».

3.1.4. Dans son ordonnance du 28 novembre 2025, le Conseil observe « qu'il ressort de l'examen du dossier administratif que le requérant était en possession d'une autorisation de séjour temporaire pour motifs humanitaires, valable jusqu'au 6 février 2023. Il a introduit une demande de renouvellement de cette autorisation de séjour en date du 24 janvier 2023, ce que la partie requérante admet en termes de recours. Or, il ressort de l'article 32 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 reproduit ci-avant, que la demande de renouvellement de l'autorisation de séjour aurait dû être introduite « entre le quarantième et le trentième jour avant sa date d'échéance », soit entre le 28 décembre 2022 et le 6 janvier 2023. Par conséquent, le requérant ayant introduit sa demande de renouvellement le 24 janvier 2023, il semble que la partie défenderesse a valablement pu considérer que ce dernier a introduit sa demande de manière tardive. Enfin, s'agissant de l'argument selon lequel l'article 32 précité « ne prévoit pas que la demande puisse être refusée en cas de non-respect de ces délais ; les articles 9bis et 13 de la loi du 15.12.1980 ne le prévoient pas davantage », le Conseil estime que cette argumentation vise à vider de sa substance l'article 32 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, en sorte qu'elle ne peut davantage être retenue ».

3.1.5. Entendue à sa demande expresse à l'audience du 3 février 2026, la partie requérante conteste ce motif de l'ordonnance.

Elle invoque le fait que d'autres effets sont attachés à l'article 32 de l'arrêté royal, parmi lesquels la délivrance d'une Annexe 15 couvrant le séjour si aucune décision n'est intervenue après que le titre de séjour a expiré. Ce document de séjour n'est délivré qu'à la condition que la demande ait été introduite dans le délai prescrit par l'article 32. Le fait de ne pas attacher de sanction au dépassement du délai ne fait donc pas de la disposition en cause une « coquille vide ». Elle ajoute que « Si le Conseil conclut au fait qu'une sanction doit bien être attachée au dépassement du délai prévu à l'article 32 de l'arrêté royal, alors devra-t-il constater que cet arrêté royal va au-delà de l'habilitation de l'article 13 de la loi, en prévoyant non seulement le délai, mais aussi la sanction liée au dépassement de celui-ci. Or, l'article 13 de la Loi ne prévoit pas cette double habilitation (laquelle est limitée au délai). Dès lors, s'il n'est pas fait droit à la 2e branche du moyen, la 1ère doit être jugée fondée ».

3.1.6. Le Conseil constate avec la partie requérante que l'article 13 de la loi du 15 décembre 1980 ne donne pas d'habilitation au Roi pour sanctionner le défaut d'introduction de la demande de renouvellement dans le délai qu'elle prévoit. Il en va de même concernant l'article 32 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 qui conserve cependant toute sa raison d'être dès lors qu'il prévoit notamment la délivrance d'une Annexe 15 couvrant le séjour si aucune décision n'est intervenue après que le titre de séjour a expiré, ce document de séjour n'étant délivré qu'à la condition que la demande ait été introduite dans le délai prescrit par l'article 32 précité.

Il convient donc, contrairement à ce qui avait été motivé en termes d'ordonnance et dans la décision attaquée, de constater que l'article 32 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 ne pouvait donc valablement fonder la décision attaquée.

Subsidiairement, le Conseil constate à l'examen du dossier administratif que le requérant a bien initié sa demande de renouvellement d'autorisation de séjour le 24 janvier 2023 par un mail et des annexes, en sorte qu'elle a bien été introduite avant l'expiration de son titre de séjour, valable jusqu'au 6 février 2023, tel que prévu par l'article 13 de la loi du 15 décembre 1980.

Dans sa note d'observations, la partie défenderesse fait valoir que :

« la décision querellée est fondée sur le constat suivant lequel la demande de renouvellement du titre de séjour a été introduite tardivement. Or, selon les dispositions applicables, le renouvellement du titre n'a lieu qu'à la condition que la demande en ait été faite entre le quarantième et le trentième jour précédant sa venue à échéance.

En l'espèce, l'échéance du titre était fixée au 6 février 2023, ce dont la partie requérante était pleinement informée, tandis que les éléments de sa demande de renouvellement du titre n'ont été communiqués à l'Office des étrangers que le 3 avril 2023, soit tardivement.

A supposer que cette demande fut initiée par la partie requérante auprès de sa commune de résidence, le 24 janvier 2023, comme elle le prétend, celle-ci n'en pas moins introduite au-delà du délai visé à l'article 32 de l'arrêté royal et est tardive, en sorte que le grief de n'avoir pas tenu compte de cette date est dénué d'intérêt.

Ce constat suffit à refuser le renouvellement du titre, contrairement à ce que tente de faire accroire la partie requérante ».

Toutefois, cette argumentation n'est pas de nature à renverser les constats qui précèdent au vu du raisonnement développé dans le point 3.1.6 du présent arrêt.

Force est donc de constater que le premier moyen est fondé en ce qu'il est pris de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et du principe de l'obligation de motivation matérielle des actes administratifs

3.2.1. Sur le second moyen, quant à la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH, le Conseil rappelle que lorsqu'un risque de violation du droit au respect de la vie privée et/ou familiale est invoqué, il examine d'abord s'il existe une vie privée et/ou familiale au sens de l'article 8 de la CEDH, avant d'examiner s'il y est porté atteinte par l'acte attaqué. Quant à l'appréciation de l'existence ou non d'une vie privée et/ou familiale, le Conseil doit se placer au moment où l'acte attaqué a été pris (cf. Cour EDH 13 février 2001, *Ezzoudhi/France*, § 25 ; Cour EDH 31 octobre 2002, *Yildiz/Autriche*, § 34 ; Cour EDH 15 juillet 2003, *Mokrani/France*, § 21).

L'article 8 de la CEDH ne définit pas la notion de 'vie familiale' ni la notion de 'vie privée'. Les deux notions sont des notions autonomes, qui doivent être interprétées indépendamment du droit national. La Cour EDH souligne que la notion de 'vie privée' est un terme large et qu'il n'est pas possible ni nécessaire d'en donner une définition exhaustive (Cour EDH 16 décembre 1992, *Niemietz/Allemagne*, § 29). L'existence d'une vie familiale ou d'une vie privée, ou des deux, s'apprécie en fait.

Lorsque la partie requérante allègue une violation de l'article 8 de la CEDH, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et familiale qu'elle invoque, ainsi que la manière dont la décision attaquée y a porté atteinte.

3.2.2. En termes d'ordonnance, le Conseil observe que, dans le cadre de sa demande de renouvellement d'autorisation de séjour de plus de trois mois, le requérant n'a pas explicitement invoqué le respect de l'article 8 de la CEDH. Le dossier administratif ne contient aucun élément établissant que des éléments relatifs à une vie privée et familiale avaient été portés à la connaissance de la partie défenderesse en temps utile, soit avant l'adoption de la décision litigieuse. Il ne peut dès lors être reproché à la partie défenderesse de n'avoir pas tenu compte d'éléments dont elle n'a pas été informée en temps utiles. Le Conseil rappelle en effet que « *la légalité d'un acte administratif s'apprécie en fonction des éléments dont l'autorité a connaissance au moment où elle statue [...]* » (C.E., arrêt n°93.593 du 27 février 2001 ; dans le même sens également: C.E., arrêt n°87.676 du 26 août 1998, C.E., arrêt n°78.664 du 11 février 1999, C.E., arrêt n°82.272 du 16 septembre 1999).

En tout état de cause, la partie requérante reste manifestement en défaut de démontrer l'existence d'un réel obstacle s'opposant à la poursuite d'une vie privée ailleurs que sur le territoire belge. En l'absence d'obstacle invoqué à la poursuite d'une telle vie privée ailleurs que sur le territoire du Royaume, la décision attaquée ne saurait violer l'article 8 de la CEDH.

Quant au caractère proportionné de la décision contestée, la partie requérante reste en défaut de démontrer concrètement le caractère disproportionné de l'appréciation portée par la partie défenderesse sur les divers éléments invoqués par le requérant à l'appui de sa demande, en sorte que cette critique est dénuée d'objet.

3.2.3. Entendue à sa demande expresse à l'audience du 3 février 2026, la partie requérante fait valoir à cet égard que :

« dès lors qu'il est mis fin à un séjour acquis, il ne s'agit pas seulement pour la partie adverse de tenir compte des éléments « explicitement invoqué(s) » par la requérant à l'appui de sa demande, mais bien de ceux dont celle-ci avait connaissance au moment de statuer.

En ce sens, voyez l'arrêt n° 56.204 de Votre Conseil rendu en assemblée générale :

« Etant donné que la décision attaquée est une décision mettant fin à un séjour acquis, la Cour EDH admet qu'il y a ingérence et il convient de prendre en considération le deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH. Dans cette dernière perspective, il incombe à l'autorité de montrer qu'elle a eu le souci de ménager un juste équilibre entre le but visé et la gravité de l'atteinte » et qu' « il revient à l'autorité administrative de se livrer, avant de prendre sa décision, à un examen aussi rigoureux que possible de la cause, en fonction des circonstances dont elle a ou devrait avoir connaissance. »

A cet égard, la partie adverse savait en tous cas que le requérant vivait en Belgique depuis 2010, soit depuis près de 15 ans, aux côtés de ses parents et de sa sœur, qu'il n'était âgé que de 14 ans à son arrivée en Belgique, qu'il y avait suivi sa scolarité (ce dont les preuves se trouvent au dossier administratif), et y avait travaillé (des fiches de paie et la preuve de la création récente d'une société, avec son père, sont également contenu au dossier). Nombre de ces éléments avait d'ailleurs été produits par le requérant à l'appui de la demande qui a justifié que la partie adverse l'admette au séjour, en février 2018 ».

3.2.4. Contrairement à ce qui a été avancé en termes d'ordonnance, le Conseil constate que la décision attaquée est une décision qui met fin à un séjour acquis de plusieurs années. Le Conseil rappelle à cet égard la jurisprudence du Conseil d'Etat qui considère que :

- « *même en l'absence d'un ordre de quitter le territoire, l'étranger qui se voit opposer une décision de refus de renouvellement de séjour peut revendiquer le droit au respect de la vie privée qu'il a effectivement développée en Belgique et, d'autre part,[que] la décision qui fait grief n'est pas l'ordre de quitter le territoire mais la décision qui refuse de prolonger le séjour, l'obligation de retour résultant du constat du caractère irrégulier du séjour* » (voyez CE n° 241.534 du 17 mai 2018),
- et que « *l'article 8 CEDH ne limite pas les cas d'ingérences éventuelles aux hypothèses où il est ordonné à un étranger de quitter le territoire. Il appartient à l'autorité, sous le contrôle du juge, de vérifier in concreto, dans chaque cas d'espèce, si le refus de séjour s'analyse comme une ingérence dans la vie privée de l'intéressé, en tenant compte de la situation administrative de ce dernier et des éléments de vie privée qu'il invoque à l'appui de sa demande* » (voyez CE n° 241.534 du 17 mai 2018).

Le Conseil a dans son arrêt n° 56.204 rappelé également que :

- « *Etant donné que la décision attaquée est une décision mettant fin à un séjour acquis, la Cour EDH admet qu'il y a ingérence et il convient de prendre en considération le deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH. Dans cette dernière perspective, il incombe à l'autorité de montrer qu'elle a eu le souci de ménager un juste équilibre entre le but visé et la gravité de l'atteinte* »
- et qu' « *il revient à l'autorité administrative de se livrer, avant de prendre sa décision, à un examen aussi rigoureux que possible de la cause, en fonction des circonstances dont elle a ou devrait avoir connaissance* ».

Or, en l'espèce, il convient de relever que le requérant séjourne depuis 10 ans en Belgique et a déposé de nombreux éléments en 2018 lors de sa première demande d'autorisation de séjour et lors de son renouvellement en 2023.

Le Conseil constate à l'instar de la partie requérante que la partie défenderesse est restée en défaut de tenir compte des éléments de vie privée et familiale déposés à l'appui de sa demande de renouvellement en janvier 2023 ainsi que de tous ceux dont elle avait connaissance depuis 2018 au moment de statuer. »

procédure CCE

Annulation

nationalité

États-Unis

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

REFUS DE VISA ETUDIANT

composition du siège

1 juge

Refus de visa étudiant - établissement reconnu – PR est américaine – a introduit une demande de visa étudiant puis est arrivée en Belgique avec son passeport lui permettant de résider dans l’UE pour 90 jours et a commencé à suivre les cours => PD : plus intérêt, elle doit introduire sa demande à la commune – CCE : demande de séjour étudiant semble avoir été transmise à la commune de Bruxelles par courrier recommandé – PR ne démontre pas à suffisance son intérêt – PR : « la mention d’une tentative de détournement de procédure dans l’acte attaqué » est un obstacle absolu à toute régularisation sereine », « empoisonne [...] [l]a situation administrative future » de la requérante et cause le « blocage » de la demande d’autorisation de séjour qu’elle a formulée auprès du Bourgmestre de Bruxelles » - CCE : pure hypothèse – plus d’intérêt.

« 3.1. Dans sa note d’observations, la partie défenderesse soutient, en substance, estimer que la requérante « qui est sur le territoire belge - n’a [...] plus [...] intérêt à contester la décision attaquée qui refuse de lui donner un accès au territoire belge afin d’y poursuivre des études », dès lors, entre autres, - qu’« il ressort de l’article 60, § [2], de la loi du 15 décembre 1980 sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers que [...] les personnes déjà autorisées ou admises à séjourner sur le territoire du Royaume pour une durée n’excédant pas nonante jours » peuvent « introduire [une] demande d’autorisation de séjour en qualité d’étudiant auprès de l’administration communale du lieu où elle[s] réside[nt] [...] en Belgique »,

- qu’il appartient, dès lors, à la requérante « entrée sur le territoire belge le 25 octobre 2025, munie d’un passeport américain lui permettant d’y séjourner sans visa pour une période maximale de nonante jours » d’introduire une telle demande,

- en sorte que celle-ci « reste en défaut de démontrer la persistance, dans son chef, d’un quelconque avantage que lui procurerait l’annulation de l’acte entrepris et, partant, de justifier de l’actualité de son intérêt au présent recours ».

3.2.1. Invitée, lors de l’audience, à s’exprimer au sujet de l’exception d’irrecevabilité soulevée par la partie défenderesse, dans les termes rappelés au point 3.1. ci-avant, la partie requérante a déclaré :

- déposer plusieurs documents joints à sa « note de plaidoirie », en vue d’informer le Conseil sur la situation actuelle de la requérante,

- et se référer à l’appréciation du Conseil.

3.2.2. Après examen des documents susvisés, la partie défenderesse a, quant à elle, déclaré que leur teneur confirme que la requérante a perdu son intérêt au recours.

3.3.1. A cet égard, le Conseil rappelle

- premièrement, que « l’intérêt tient dans l’avantage que procure, à la suite de l’annulation postulée, la disparition du grief causé par l’acte entrepris » (P. LEWALLE, Contentieux administratif, Bruxelles, Ed. Larcier, 2002, p. 653, n° 376),

- deuxièmement, que l’actualité de l’intérêt au recours, qui doit persister jusqu’au prononcé de l’arrêt, constitue une condition de recevabilité de celui-ci, qui ne peut être confondue avec le champ d’application du contrôle de légalité que le Conseil est amené à exercer sur une décision attaquée, dans le cadre d’un recours recevable.

3.3.2. Le Conseil constate

- premièrement, qu’il ressort de la requête que la requérante de « double nationalité américaine et nigériane » et titulaire d’un « passeport américain lui permet[tant] d’entrer sans visa dans l’espace européen », « se trouv[e] sur le territoire belge depuis le 29/10/2025 et a effectivement commencé ses cours à l’Université Saint-Louis »,

- deuxièmement, que les documents joints à la « note de plaidoirie » déposée lors de l’audience montrent, pour leur part, que l’avocat de la requérante a, le 31 octobre 2025, rédigé une « demande d’autorisation de séjour temporaire pour études introduite sur le territoire par une ressortissante américaine en application des articles 58 à 61 de la loi du

15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers » à l'attention de la partie défenderesse, qui semble avoir été transmise au « Bourgmestre » de Bruxelles, par la voie d'un courrier recommandé daté du 2 novembre 2025.

3.3.3. Au regard des éléments relevés sous les points 3.3.1. et 3.3.2. ci-avant et tenant compte également des déclarations effectuées par la partie requérante, lors de l'audience, dans les termes rappelés au point 3.2.1. ci-avant, le Conseil estime que la requérante ne démontre pas à suffisance son intérêt actuel au recours, et que celui-ci est, dès lors, irrecevable.

L'argumentation développée par la partie requérante dans sa note de plaidoirie n'appelle pas d'autre analyse, reposant toute entière sur des allégations relatives à l'attitude de la partie défenderesse

- selon lesquelles la mention d'une tentative de détournement de procédure dans l'acte attaqué « est un obstacle absolu à toute régularisation sereine », « empoisonne [...] [l]a situation administrative future » de la requérante et cause le « blocage » de la demande d'autorisation de séjour qu'elle a formulée auprès du Bourgmestre de Bruxelles,
- qui, à défaut d'être étayées par le moindre élément concret, relèvent de la pure hypothèse et ne peuvent, dès lors, être tenues pour établies."

CCE arrêt 342094 du 02/03/2026

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"En l'espèce, à l'appui de sa demande de protection internationale, le requérant invoque en substance une crainte d'être persécuté, en cas de retour en République Démocratique du Congo, en raison de la morphologie rwandaise qu'on lui attribue.

(...)

Le Conseil relève tout d'abord, à la suite de la requête, la vulnérabilité particulière du requérant, qui a déposé plusieurs documents médicaux qui attestent la fragilité de son état de santé.

Ainsi, le Conseil relève que le requérant a produit de très nombreux documents afférents à son état de santé sur le plan physique et psychologique.

(...)

Ensuite, en ce qui concerne les raisons pour lesquelles le requérant soutient avoir été ciblé par la police maritime de Kinshasa, le Conseil considère qu'il ne peut davantage se rallier à la conclusion de la partie défenderesse dans l'acte attaqué, selon laquelle les propos du requérant à cet égard seraient lacunaires et peu spécifiques. Il estime par ailleurs, à la suite de la requête, que la partie défenderesse s'est livré à un examen parcellaire, voire erroné, des déclarations du requérant sur ce point et qu'elle a manqué à appréhender l'ensemble des circonstances de la cause.

Ainsi, si la partie défenderesse estime que les déclarations du requérant quant au fait qu'il aurait été arrêté en raison de sa morphologie de Rwandais sont trop succinctes, et que le fait d'évoquer « la forme de votre nez, votre taille et votre tête » ne « suffit pas à expliquer en quoi vous ressemblez à un Rwandais ni pour quelle raison on le penserait simplement en vous voyant », le Conseil considère au contraire que le requérant a en réalité donné un certain nombre d'éléments tangibles permettant de croire qu'une origine rwandaise peut lui être imputée.

En effet, si la partie défenderesse souligne à juste titre que le requérant ne parle pas le swahili, de sorte que cet élément ne peut être retenu comme un élément d'identification du requérant à un citoyen rwandais, il n'est par contre pas contesté que ce dernier est né à Goma d'un père d'ethnie swahili qui est décédé lorsque le requérant était encore fort jeune, de sorte qu'il apparaît raisonnable de penser qu'il ne puisse apporter de précisions sur les problèmes que ce dernier a personnellement vécus comme problèmes. Par ailleurs, si le requérant a en effet affirmé qu'aucun membre de sa famille n'a jamais été accusé d'avoir cette morphologie, il convient de souligner, à la suite de la requête, que le requérant a bien précisé qu'il visait par là les membres de sa famille maternelle, au sein de laquelle il a été élevé à Kinshasa, alors que c'est via son père que ses traits particuliers, afférents à une morphologie de Rwandais, se rapportent. De plus, si les événements vécus en 1998 par le requérant ne peuvent en effet constituer une crainte dans son chef, dans la mesure où il n'a pas fui son pays ni même Kinshasa où il habitait, la réalité de tels événements, à savoir la nécessité de se cacher pour éviter la chasse aux Rwandais par Kabila, n'est toutefois pas contestée par la partie défenderesse.

(...) le Conseil observe qu'il ressort à suffisance des sources citées dans la requête que le critère de la « morphologie », quand bien même il présenterait par essence un caractère vague et subjectif, apparaît souvent cité comme un motif duquel peuvent découler des situations problématiques pour une personne présentant de tels traits physiques, des situations de stigmatisation, de discrimination, voire de violences, étant évoquées à l'égard des personnes provenant de l'est du pays dont on soupçonne des origines rwandaises (...), à Kinshasa également. (...)

Au vu de l'ensemble des éléments précités, il n'apparaît pas invraisemblable que le requérant, à qui il a déjà été indiqué à de multiples reprises qu'il présentait des traits faisant penser à une morphologie rwandaise, ait fait l'objet d'une arrestation dans le contexte prévalant à Kinshasa à ce moment, d'autant plus qu'il a montré, lors de cette arrestation, comme il le soutient dans son entretien personnel (...) et comme il est rapporté dans son certificat psychologique, ses documents d'identité indiquant qu'il est né à Goma (comme c'est le cas de sa carte d'électeur figurant au dossier administratif).

(...) le Conseil considère en définitive, à la lecture des notes de l'entretien personnel du requérant et eu égard à la teneur des documents médicaux produits, que le requérant établit à suffisance avoir été détenu pendant 3 jours en juin 2024 par la police congolaise.

(...)

Le Conseil estime en conséquence que le requérant établit à suffisance, sur la base de ses déclarations analysées à l'aune de son état de santé et des documents déposés à cet égard, qu'il a été arrêté en raison de sa morphologie rwandaise et soupçonné à tort de collaborer avec le M23 et qu'il a, pour ce motif, fait l'objet d'une détention de trois jours avant de s'évader et de pouvoir quitter son pays.

Le Conseil considère donc que, dans les circonstances de la présente cause, compte tenu des faits non contestés ou tenus pour établis, ainsi que du contexte prévalant à l'époque des faits à Kinshasa, et eu égard aux déclarations consistantes du requérant et de sa vulnérabilité particulière, il y a lieu de tenir la crainte qu'il invoque pour fondée.

De même, le Conseil estime qu'il y a lieu de s'en tenir aux stipulations de l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, selon lequel « Le fait qu'un demandeur d'asile a déjà été persécuté dans le passé ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas ».

En l'espèce, le Conseil estime que, dans le contexte prévalant actuellement en RDC, tel qu'il a été développé ci-avant sur la base des sources produites en annexe de la requête, et tenant compte du fait que son identité a été enregistrée lors de son arrestation et de la teneur grave des accusations formulées à son encontre, il n'existe pas de bonnes raisons de penser que les persécutions endurées par le requérant ne se reproduiront pas en cas de retour en RDC.

Enfin, le Conseil estime que le requérant démontre qu'il craint avec raison d'être persécuté en raison de sa race, telle que prêtée par les autorités congolaises, au sens de l'article 1er, section A, § 2 de la Convention de Genève."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Bijlage 20 zonder BGV – vernietiging – Marokkaanse huwelijksakte – getrouwd via volmacht – artikelen 21 en 27 WIPR – verweerder stelt in beslissing niet dat huwelijk niet rechtsgeldig is, maar wel dat hij dit op basis van de voorgelegde stukken niet kon vaststellen – arrest familierechtbank Marokko voorgelegd waarbij volmachten werden aanvaard – huwelijksakte op zich toont minstens impliciet ook al aan dat aan alle voorwaarden is voldaan — geen verplichting om bijkomend bewijs voor te leggen

Allereerst moet worden benadrukt dat de Raad niet bevoegd is om zich uit te spreken over betwistingen aangaande de rechtsgeldigheid van een in het buitenland afgesloten huwelijk. De bevoegdheid berust, krachtens artikel 27, § 1, vierde lid van het WIPR, bij de rechtbank van eerste aanleg. Deze vaststelling sluit evenwel niet uit dat de Raad wel bevoegd is om te onderzoeken of verweerder een beslissing waarbij een verblijfsaanvraag in het raam van de Vreemdelingenwet wordt afgewezen zorgvuldig heeft voorbereid. Daarnaast mag in voorliggende zaak ook niet uit het oog worden verloren dat verweerder in de bestreden beslissing niet heeft gesteld dat het huwelijk tussen verzoekster en H.L. niet rechtsgeldig is, maar slechts dat hij dit op basis van de voorgelegde stukken niet kon vaststellen.

De Raad merkt op dat verzoekster voorhoudt dat zij, middels het voorleggen van haar huwelijksakte, afdoende heeft bewezen dat zij een recht op gezinshereniging kan laten gelden en dat zogenaamde "*onderliggende akten*" – zoals de toelating van de Marokkaanse familierechtbank om per volmacht te huwen – in beginsel niet moeten worden bijgebracht. Zij betoogt dat het bestaan van een dergelijke toelating minstens impliciet blijkt uit de huwelijksakte, aangezien het huwelijk naar Marokkaans recht niet via volmacht had kunnen plaatsvinden zonder akkoord van de familierechtbank en dat het bestaan van de huwelijksakte met andere woorden een vermoeden impliceert dat aan alle toepasselijke wettelijke bepalingen werd voldaan. Verzoekster voert aan dat indien verweerder meende dat bijkomende bewijsstukken dienden te worden neergelegd hij hierom eenvoudig had kunnen verzoeken. Hij stelt dat het niet verenigbaar is met de zorgvuldigheidsplicht om haar verblijfsaanvraag zonder meer af te wijzen zonder haar de kans te geven aanvullende bewijsstukken over te maken.

Uit de aan de Raad voorgelegde stukken blijkt niet dat verweerder, alvorens de bestreden beslissing te nemen, verzoekster heeft gevraagd om aanvullende overtuigingsstukken over te maken om haar, op die wijze, de mogelijkheid te bieden aan te tonen dat zij en H.L. de toestemming kregen van de Marokkaanse familierechter om per volmacht te mogen huwen.

De Raad stelt verder vast dat verzoekster bij haar verzoekschrift een beëdigde vertaling voegt van een op 2 augustus 2022 gedateerde akte van de Marokkaanse familierechtbank, waarin toelating wordt gegeven tot het afsluiten van een huwelijk via volmacht tussen haar en H.L. en waarin wordt verwezen naar de voorgelegde volmachten van beide betrokkenen. De Raad kan – zonder hierbij zelf enige beoordeling omtrent de erkenning van de buitenlandse huwelijksakte te maken – slechts besluiten dat verzoekster door het voorleggen van deze akte aannemelijk maakt dat zij nuttige inlichtingen inzake de instemming van beide echtgenoten met het huwelijk had kunnen aanbrengen, indien zij correct zou zijn bevraagd door verweerder.

Er dient tevens te worden aangegeven dat uit de bewoordingen van de artikelen 40ter, § 2, 1° iuncto 40bis, § 2, 1° van de Vreemdelingenwet niet kan worden afgeleid dat op verzoekster, wanneer zij ter staving van haar huwelijk een huwelijksakte voorlegt waarvan de authenticiteit op zich niet in vraag wordt gesteld, de verplichting zou rusten een bijkomend bewijs te leveren van het feit dat dit huwelijk met instemming van de beide huwelijkspartners tot stand kwam. Er kan daarom niet worden verwacht dat verzoekster uit eigen beweging, aanvullend op de huwelijksakte, ook stukken zou aanbrengen die een dergelijke instemming aantonen. Indien verweerder het in casu, om er zich van te verzekeren dat verzoekster en H.L., volwassen personen van een zekere leeftijd, wel degelijk met elkaar wensten te huwen en dat de Marokkaanse familierechter effectief de toestemming gaf om per volmacht te huwen, nog aanvullende bewijsstukken vereist achtte, dan kwam het hem toe om verzoekster uit te nodigen om deze bewijsstukken over te maken of zelf bijkomende verificaties te doen.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Albanie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

Tijdigheid van het beroep – verweerder voert een exceptie van laattijdigheid aan – kennisgeving van de beslissing – kopie van het administratief dossier overgemaakt aan advocaat – kopie AD is geen rechtsgeldige kennisgeving – artikel 62, §3 van de Vreemdelingenwet

2.2. De Raad dient allereerst op te merken dat niet kan worden vastgesteld dat de in casu bestreden beslissing was opgenomen in de kopie van het administratief dossier dat, in het kader van de openbaarheid van bestuur, aan verzoeksters raadsman werd overgemaakt. De aan de Raad overgemaakte stukken laten enkel toe vast te stellen dat de bestreden beslissing op 10 september 2024 in persoon aan verzoekster ter kennis werd gebracht. Daarnaast dient erop te worden gewezen dat de Raad van State reeds oordeelde dat, wanneer de kennisgeving van een administratieve akte door een wettelijke of reglementaire bepaling wordt vereist, enkel een dergelijke kennisgeving de beroepstermijn doet ingaan (RvS 14 juni 2018, nr. 241.775).

Artikel 62, § 3 van de Vreemdelingenwet bepaalt dat administratieve beslissingen die met toepassing van deze wet worden genomen ter kennis van de betrokkene dienen te worden gebracht, en wel door één van de volgende personen: "[...]."

Dit artikel bepaalt verder dat, onverminderd een kennisgeving aan de persoon zelf, elke kennisgeving op de verblijfplaats of, in voorkomend geval, de gekozen woonplaats rechtsgeldig gedaan is indien ze op een van de volgende manieren wordt uitgevoerd:

"1° bij aangetekende brief;

2° per bode, met ontvangstbewijs;

3° per fax, indien de vreemdeling woonplaats heeft gekozen bij zijn advocaat;

4° via elke andere bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad toegelaten wijze waarbij de datum van kennisgeving met zekerheid kan worden vastgesteld."

Artikel 39/57, § 1 van de Vreemdelingenwet voorziet verder uitdrukkelijk dat de beroepstermijn pas begint te lopen na de kennisgeving van de bestreden beslissing.

In casu kan de Raad enkel vaststellen dat het ter beschikking stellen van een kopie van het administratief dossier van verzoekster aan haar raadsman geen kennisgeving is zoals voorzien in artikel 62, § 3 van de Vreemdelingenwet, zodat niet kan worden aangenomen dat het overmaken van een dergelijke kopie de beroepstermijn doet ingaan.

Daarbij dient tevens te worden opgemerkt dat verweerder niet aantoont dat hij zich in voorliggende zaak dienstig kan beroepen op de arresten met nummers 39.422 en 40.532 van de Raad van State om voor te houden dat de bestreden beslissing, middels het overmaken van een kopie van het administratief dossier aan haar raadsman, rechtsgeldig aan verzoekster werd betekend. Er blijkt immers niet dat deze arresten beslissingen betroffen die werden genomen met toepassing van de Vreemdelingenwet, en waarop aldus voormelde artikelen 39/57 en 62 van deze wet van toepassing waren.